

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

L'OPINION PUBLIQUE DANS LA SCIENCE POLITIQUE DU XX^e SIÈCLE,
DE L'OPINION PUBLIQUE À L'OPINION PROFANE.

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR

ALEXANDRE BLANCHET

SEPTEMBRE 2011

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Je tiens en premier lieu à remercier mes parents pour leur appui indéfectible et leur amour. Je souhaite également remercier Pierre Drouilly, le directeur de ce mémoire; sa générosité, sa disponibilité et ses précieux conseils ont été essentiels et très appréciés. Finalement, je remercie le Fonds à l'accessibilité et à la réussite des études de l'UQÀM (FARE) pour le soutien financier.

TABLE DES MATIÈRES

TABLE DES MATIÈRES	iii
RÉSUMÉ	iv
INTRODUCTION	1
CHAPITRE I	
L'OPINION PUBLIQUE AVANT LES SONDAGES	11
1.1 Les classiques.....	12
1.2 Le concept d'opinion publique au début du XX ^e siècle.....	21
1.3 Walter Lippmann et la défaillance de l'opinion publique	24
1.4 John Dewey et les problèmes du public.....	32
CHAPITRE II	
L'OPINION PUBLIQUE ET L'AVÈNEMENT DES SONDAGES	42
2.1 George Gallup, l'entrepreneur	45
2.2 L'effervescence de la recherche par sondage	53
2.3 Les critiques des sondages	64
2.4 La grande désillusion	71
CHAPITRE III	
LE RENOUVEAU THÉORIQUE	73
3.1 Les théories du choix rationnel	74
3.2 Les approches délibératives	80
3.3 Les nouvelles approches psychosociologiques.....	85
3.4 L'opinion profane	94
CONCLUSION	98
BIBLIOGRAPHIE	110

RÉSUMÉ

Ce mémoire trace l'histoire du concept d'opinion publique au XX^e siècle en suivant l'évolution de la littérature majeure à son sujet. L'histoire du concept est divisée en trois grands moments : l'opinion publique avant les sondages (chapitre I); l'opinion publique telle que conçue pendant et lors des années suivant l'avènement des sondages (chapitre II); et l'opinion publique telle que conçue aujourd'hui suivant un renouveau théorique survenu principalement dans les années 1980 et 1990 (chapitre III). Il est conclu que l'objet d'étude des recherches sur l'opinion publique est progressivement passé de l'opinion du public, conçu comme tous ceux affectés par les conséquences indirectes de transactions et n'étant pas détenteurs de charges publiques, à la part strictement profane de ce public. Les travaux dans le champ de recherche ne portent donc plus sur l'opinion publique au sens large, mais plus précisément sur l'opinion profane.

INTRODUCTION

Le concept d'opinion publique est aujourd'hui abondamment utilisé dans le vocabulaire politique courant et avant même que le vocable n'apparaisse et que son usage ne devienne aussi répandu, nombreux sont les philosophes, théoriciens et commentateurs en tous genres qui ont réfléchi sur le phénomène que ce terme désigne pour nous aujourd'hui. On peut retrouver chez Platon et Aristote plusieurs passages traitant de ce que nous désignons aujourd'hui par le vocable « opinion publique », et *Le Prince* de Machiavel peut être lu comme une tentative de fournir au Prince des techniques pour gérer le pouvoir issu de la voix du peuple. La préoccupation pour ce que nous appelons de nos jours l'opinion publique est donc loin d'être récente, et en plus des trois auteurs nommés ci-haut, on la retrouve aussi chez Hobbes, Locke, Rousseau, Tocqueville, Bryce et bien d'autres¹. Que la préoccupation envers l'opinion publique, conçue sommairement comme les opinions politiques de la population en général, soit ancienne n'a rien de réellement étonnant, la « voix du peuple » étant l'un des éléments fondamentaux de la démocratie. Ceci étant, le sens attribué au concept d'opinion publique demeure encore aujourd'hui équivoque et il a varié au fil du temps.

L'avènement de la recherche par sondage, qui aura contribué à l'éclosion d'un champ de recherche spécifique à l'opinion publique — qui au final se sera érigée en quasi sous-discipline autonome de la science politique — aura largement façonné le sens du concept d'opinion publique au XX^e siècle. L'une des conquêtes scientifiques majeures de la science politique aura certainement été celle de ce concept; la science politique et ses spécialistes auront en effet réussi à se rendre incontournables en la

matière. Or, l'évolution de la recherche en science politique aura progressivement mené à l'éclosion et à la dissémination d'une conception bien particulière du concept d'opinion publique : aujourd'hui, l'opinion publique signifie très largement l'opinion des profanes de la politique. Cette conception, s'accordant en très large partie avec les classiques de la théorie politique, aura cependant pris plusieurs décennies à se diffuser en dehors des milieux philosophiques et académiques.

C'est par une histoire du concept d'opinion publique que nous retracerons dans les pages qui suivent l'évolution de ce concept qui aura certainement été l'un des objets d'études les plus importants pour la science politique au cours du XX^e siècle. On ne peut en effet qu'être frappé par l'abondance de travaux que la science politique, principalement américaine, aura produit sur cette question. Cette histoire sera donc aussi l'occasion d'organiser cette abondante littérature et permettra au lecteur d'en comprendre ses évolutions, ses tâtonnements et les nombreux débats dont elle aura témoigné. Elle permettra aussi de mieux comprendre les liens entre la réflexion sur l'opinion publique et les contextes historiques et académiques en plus de fournir un outil précieux à ceux qui désirent s'introduire à ce vaste champ de recherche.

Ceci étant, nous voulons éviter le piège d'analyser cette littérature, tout de même récente, uniquement de la perspective que nous avons aujourd'hui et de donner aux textes une portée qu'ils n'avaient pas ou ne pouvaient pas avoir. Le principal piège à éviter demeure d'abord celui d'écrire une histoire téléologique de la connaissance scientifique produite par la discipline au sujet du concept d'opinion publique. De telles histoires interprètent le passé sous le prisme d'une perspective présente considérée comme plus valable que les autres, ou d'une approche faisant

¹ Pour plus de détails à ce sujet, voir Carroll Glynn, Susan Herbst, Garrett J. O'Keefe et Al., « The History of Public Opinion » in *Public Opinion*, Boulder : Westview Press, 1999, p. 31-64. Nous y reviendrons par ailleurs au chapitre I.

supposément consensus, et interprètent l'histoire disciplinaire comme un long progrès en direction de cette perspective particulière, blâmant souvent au passage les travaux du passé pour leur manque de vision ou de scientificité. De telles histoires sont souvent injustes parce qu'elles ne tiennent pas compte des contextes passés et des problèmes auxquels étaient confrontés les auteurs au moment où ils écrivaient². Nous aborderons donc l'histoire du concept d'opinion publique dans une perspective historiciste, par opposition à une perspective dite « présentiste », ce qui implique de replacer les différentes productions scientifiques dans leurs contextes particuliers. Comme le dit si bien Laurent Mucchielli : « lorsque Durkheim ou Weber écrivaient il y a un siècle, ils ne s'adressaient pas aux étudiants de sociologie de nos universités actuelles. Ils s'adressaient à leurs contemporains. Si leurs propos peuvent être jugés encore importants aujourd'hui, cela ne signifie pas que le sens de ces textes nous soit immédiatement et intégralement accessible par le simple procédé de la lecture »³. Ce qui s'applique à Durkheim et Weber s'applique tout aussi bien à Walter Lippmann, John Dewey, George Gallup et les auteurs moins « éloignés » que nous aborderons dans les chapitres qui suivent.

Lire les textes du passé sans tenir compte des contextes, même si ceux que nous nous proposons d'analyser ne sont en général pas aussi éloignés, mène souvent à des aberrations historiques. Quentin Skinner relève trois grands problèmes auxquels mènent de telles approches. D'abord la mythologie des doctrines, qui consiste à chercher la doctrine de chaque auteur sur un problème, souvent contemporain, à tenter de créditer un auteur pour une doctrine qu'il ne pouvait pas avoir, à trouver les doctrines recherchées dans les textes sans qu'elles ne puissent y être, à réifier l'évolution d'un concept ou d'une doctrine en la trouvant ici et là sous forme incomplète chez les auteurs et à critiquer les auteurs pour ne pas avoir fait quelque

² John S. Dryzek, et Stephen T. Leonard. « History and Discipline in Political Science », *The American Political Science Review*, 82, no. 4, décembre 1988, p. 1245-1260.

³ Laurent Mucchielli, *Mythes et histoires des sciences humaines*, Paris : La découverte, 2004, p. 9.

chose, principalement pour ne pas s'être positionné sur un problème qui nous préoccupe aujourd'hui⁴. Ne pas tenir compte des contextes mène aussi à la mythologie de la cohérence, qui consiste à reformuler le texte des auteurs afin de leur donner une cohérence qui nous satisfasse aujourd'hui ou à les critiquer pour le manque de cohérence au sujet de problèmes qui nous sont contemporains⁵. Finalement, de telles approches mènent à la mythologie de prolepse (mythology of prolepsis) qui consiste à accorder plus d'importance à une quelconque signification rétrospective d'un texte qu'à la signification qu'il pouvait avoir pour l'auteur et son époque⁶. Sans faire l'erreur inverse, tout aussi grave que le présentisme, qui consiste à faire du contexte la cause du contenu des textes, nous souhaitons écrire une histoire du concept d'opinion publique qui tienne compte des contextes politiques, académiques et sociaux. En ce sens, l'approche théorique développée à la suite de ce qui fut appelé le tournant linguistique en histoire des idées, principalement l'approche de Quentin Skinner, apparaît être la voie la plus prometteuse. Bien sûr, les textes de Lippmann et de Gallup, par exemple, sont bien moins éloignés que ceux de Platon ou de Machiavel, mais il n'en demeure pas moins que pour bien comprendre l'histoire du concept d'opinion publique, ou plutôt des discours scientifiques le concernant⁷, leur sens doit être replacé dans leurs différents contextes.

Parce que dire c'est aussi faire⁸, ce qu'un auteur a fait en écrivant ce qu'il a écrit doit être pris en considération dans l'interprétation du texte et le sens de cet acte, ou le sens du texte, peut être dégagé en déterminant l'intention de l'auteur, intention qui n'est accessible que par une prise en compte du contexte⁹. Ceci étant dit, certaines distinctions doivent absolument être faites. Skinner dégage de la littérature trois

⁴ Quentin Skinner, *Visions of politics, volume 1, Regarding method*, Cambridge : Cambridge University Press, 2002, p. 62-63.

⁵ *Ibid.*, p. 67.

⁶ *Ibid.*, p. 72.

⁷ John G. Pocock, *Vertu, commerce et histoire*, Paris : Presses universitaires de France, 1998.

⁸ John L. Austin, *Quand dire, c'est faire*, Paris, éditions du Seuil, 1991.

⁹ Quentin Skinner, *op.cit.*, p. 101.

possibilités de signification pour le mot « sens » (meaning) : le sens d'une phrase en elle-même et par elle-même, le sens d'un texte du point de vue du lecteur, et ce que l'auteur voulait dire en écrivant ce qu'il a écrit¹⁰. Skinner ne se concentre que sur cette troisième signification du sens que plusieurs considèrent comme étant sans intérêt parce qu'inaccessible. Pour Skinner, l'intention de l'auteur en écrivant ce qu'il écrit est centrale parce qu'elle est équivalente au sens du texte dans le contexte. Il nous donne l'exemple de l'homme qui agite le bras dans un champ pour en avertir un autre qu'un bœuf s'apprête à charger. On peut bien sûr interpréter le geste d'agiter le bras comme s'il n'avait aucune signification particulière, comme si l'homme tentait simplement de chasser une mouche, mais pour comprendre le sens porté par l'homme à ce geste, il faut comprendre son intention, qui est d'en avertir un autre du danger. Dégager l'intention derrière ce geste revient donc à en comprendre la signification pour son auteur. Par ailleurs, cette intention n'est pas inaccessible. En suivant encore notre exemple, il faut bien se rendre compte que, bien qu'agiter le bras puisse en effet avoir plusieurs significations, voir aucune; le geste d'agiter le bras, dans l'éventail des significations possibles, peut entre autres, par convention sociale, avoir pour intention d'être un avertissement, intention qui peut ici être dégagée en analysant le contexte. En ce sens, l'intention n'est pas seulement dans la tête de l'auteur, mais est liée aux conventions sociales du langage et aux contextes possibles de l'utilisation de ces conventions, donc, les intentions sont aussi en dehors de l'auteur lui-même et peuvent être dégagées. Skinner dira donc que : « To the extent that meanings of such episodes can be intersubjectively understood, the intentions underlying such performances must be entities with an essential public character »¹¹. Autrement dit, si le sens n'avait pas un caractère public, s'il ne pouvait pas être compris intersubjectivement, le langage serait une impossibilité. Non seulement agiter le bras pour avertir quelqu'un d'autre n'aurait aucune efficacité pratique, la simple idée d'agiter le bras pour avertir l'autre serait une absurdité dans ce contexte. L'intention

¹⁰ *Ibid.*, p. 90-93.

de l'auteur est donc centrale pour comprendre ce qu'il écrit parce que celle-ci est intimement liée à ce qu'il dit, pour ne pas dire équivalente. Cela ne limite absolument pas le sens des textes aux seules intentions de leurs auteurs, cependant, il est indispensable de dégager l'intention d'un auteur pour comprendre ce qu'il *faisait* en écrivant ce qu'il écrivait, et ce que l'auteur faisait en écrivant ce qu'il écrivait, c'est ce qu'il voulait dire en écrivant¹²

Comprendre les énoncés requiert deux éléments importants : d'abord, comprendre le sens grammatical des énoncés eux-mêmes, ce qui déjà élimine beaucoup de possibilités pour dégager l'intention de l'auteur; puis le contexte de l'énoncé qui nous permet d'inférer ce que l'auteur *faisait* en énonçant. Par ailleurs, les énoncés qui nous occupent sont des arguments, donc des énoncés toujours positionnés par rapport à d'autres arguments. Comprendre ce que faisait un auteur en avançant certains arguments requiert que nous nous donnions les moyens de déterminer la nature de l'intervention d'un auteur, ce qui nécessite une étude du contexte afin de dégager les arguments généralement acceptés, ceux qui étaient contestés ou simplement oubliés à une époque donnée. On pourra alors déterminer si, en affirmant quelque chose, un auteur se positionnait contre une idée largement répandue, s'il ne se faisait pas simplement le porteur d'une telle idée ou encore s'il ne tentait pas de ramener un argument oublié ou laissé de côté depuis longtemps. Le contexte est extrêmement important pour comprendre ce que fait un auteur en écrivant parce qu'il délimite les possibilités d'énonciation qui s'offrent à lui et oriente les stratégies rhétoriques qu'il pourra employer. Pour rendre un discours légitime, un auteur qui tente de mettre de l'avant des principes nouveaux ou des principes qui ne sont pas largement acceptés dans sa société devra nécessairement tenter de s'appuyer sur un ou plusieurs principes qui le sont. C'est donc dire que le contexte, sans empêcher l'énonciation de nouvelles idées qui vont à l'encontre de celles

¹¹ *Ibid.*, p. 97.

généralement acceptées, structure le contenu même des textes et pose certaines contraintes aux auteurs. C'est en ce sens que Skinner dira que « the range of terms that innovating ideologists can hope to apply to legitimize their behavior can never be set by themselves. The availability of such terms is a question about the prevailing morality of their society, their applicability is a question about the meaning and use of the terms involved, and about how far these can be plausibly stretched »¹³.

Lorsque nous débattons d'un mot ou d'un concept, ce n'est pas nécessairement le sens lui-même du mot qui est en jeu. De manière générale, Skinner dégage trois types de désaccords : 1) à propos des différents critères d'application du mot en débat; 2) un désaccord sur la présence ou l'absence des critères acceptés dans un cas donné; 3) ou à propos de l'étendue des actes de langage que le mot permet de performer¹⁴. Or justement, si de tels désaccords peuvent en effet porter sur le sens du mot, ce n'est que très rarement le cas. Dans la très vaste majorité des débats de ce genre, ce sont en fait des désaccords à propos du monde social lui-même qui s'expriment. Ainsi, bien au-delà du simple intérêt historique, comprendre l'évolution du concept d'opinion publique et des débats l'entourant nous permettra surtout de repérer les changements dans les théories et croyances sociales, des changements dans les sensibilités et perceptions sociales et des changements dans les valeurs et attitudes sociales à l'égard, bien sûr, de l'opinion publique, mais aussi à l'égard de ce qui lui est lié, principalement la démocratie.

En ce sens, le langage n'est pas seulement un miroir de la réalité sociale, mais il influe aussi sur elle. Par conséquent, le langage d'une époque constitue un facteur déterminant du comportement social : « in tracing their changing application [of our evaluative concept] we shall find ourselves looking not merely at the reflections but

¹² *Ibid.*, p. 114.

¹³ *Ibid.*, p. 156.

¹⁴ *Ibid.*, p. 162.

at one of the engines of social change »¹⁵. Suivant cela, nous pouvons aussi voir en quoi faire l'histoire du concept d'opinion publique, compte tenu de l'importance qu'il a prise dans la science politique, déborde bien largement du simple intérêt historique. Faire l'histoire de ce concept, c'est comprendre l'évolution de la perception de la science politique sur la *vox populi*, sur la démocratie. Puisque le problème de l'opinion publique, ou sommairement celui de la voix du peuple, est central en démocratie, comprendre l'évolution du concept permettra également de saisir l'évolution de la conception de la démocratie entretenue par nos sociétés.

Nous avons dégagé trois grands « moments » dans la littérature majeure sur l'opinion publique : les réflexions publiées avant la venue des sondages, période qui va essentiellement de la fin du XIX^e siècle aux alentours de 1935; l'intense période entourant la venue des sondages, allant de 1936 aux alentours de 1960; puis une période de remise en question, de critiques et d'ajustements, suivie de ce que nous pourrions qualifier d'un mouvement de renouveau théorique qui commence vers la fin des années 1960 et se poursuit encore aujourd'hui. Bien que le passage de la première à la deuxième période se soit fait de manière plus brusque suite à l'arrivée des sondages que nous décrivons au chapitre II, les trois moments ne sont évidemment pas des blocs complètement indépendants et des démarcations strictes ne sauraient ici être posées. Il appert cependant que ces trois grands moments de la recherche sur l'opinion publique doivent être distingués et chacun d'eux se verra consacrer un chapitre.

Par ailleurs, les deux premiers chapitres sont d'une nature légèrement différente du troisième. Premièrement, ce sont évidemment les chapitres les plus historiques et l'essentiel de ceux-ci consiste donc à synthétiser les textes les plus importants et à en dégager le sens dans leurs contextes de publication. Cela dit, ces

¹⁵ *Ibid.*, p. 178.

textes, en plus d'avoir leur propres contextes, forment aussi les bases du contexte actuel de la recherche sur l'opinion publique. Par souci de clarté, nous avons donc choisi de dissocier ces deux types de contextes, nous concentrant en premier lieu sur les textes dans leurs contextes d'énonciation, pour ensuite revenir sur eux et le contexte actuel qu'ils ont contribué à forger au troisième chapitre et principalement au chapitre de conclusion.

Le premier chapitre sera ainsi consacré au premier bloc historique et, en plus d'y faire un bref survol historique du concept d'opinion publique avant le XX^e siècle, nous analyserons les productions de Walter Lippmann et de John Dewey, deux auteurs auxquels les chercheurs actuels continuent de se référer. Le lecteur détenant déjà une certaine connaissance du concept d'opinion publique ne sera certainement pas étonné que nous traitons du travail de Lippmann, mais pourra cependant considérer que le choix de Dewey est moins évident. À cet égard, si la richesse de la réflexion de Dewey justifie à elle seule que nous l'abordions, il est de plus important de garder en tête que Dewey fut certainement *le* penseur politique américain le plus influent de son époque — on peut certainement le considérer comme étant le plus important philosophe américain du dernier siècle — il apparaît donc que la réflexion de Dewey au sujet de l'opinion publique, à certains égards provoqué par le travail de Lippmann, ne saurait être passée sous silence.

Le deuxième chapitre, portant sur le deuxième bloc historique, analysera les productions de George Gallup au moment de l'avènement des sondages d'opinion publique, ainsi que la littérature majeure entourant la recherche par sondage suivant cet avènement. Finalement, le troisième chapitre, portant sur le troisième bloc historique, analysera les productions des trois plus importants courants théoriques contemporains concernant l'opinion publique : les théories du choix rationnel, les approches dites délibératives et les approches psychosociologiques. Nous y ferons la démonstration que ces trois approches partagent un même concept de public entendu

comme masse des profanes de la politique. C'est finalement au chapitre de conclusion que nous reviendrons sur l'ensemble de la littérature abordée pour démontrer qu'une conception du public comme masse des profanes de la politique non détenteurs de charges publiques s'est progressivement répandue au point de faire consensus dans les milieux académiques, en plus de s'être propagé à l'extérieur des universités dans les milieux politiques et journalistiques. Les conséquences démocratiques d'un tel mouvement seront également abordées en conclusion.

CHAPITRE I

L'OPINION PUBLIQUE AVANT LES SONDAGES

Si aujourd'hui les sondages viennent en général spontanément à l'esprit lorsque nous songeons à l'opinion publique, tel ne fut évidemment pas toujours le cas. L'avènement des sondages d'opinion ne se fera que vers la fin des années trente et la science politique portera pourtant une grande attention au concept d'opinion publique bien avant cela. Les premières réflexions sérieuses sur le concept d'opinion publique sont produites dès après la Première Guerre mondiale et de nombreux textes traitant de ce qui était à l'époque considéré comme relevant de l'opinion publique paraissent également à cette époque. En 1924, les participants à une table ronde de l'Association américaine de science politique portant sur l'opinion publique, incapables d'en arriver à une définition commune, résolurent de restreindre au maximum l'utilisation du concept¹. Inutile de dire que cette résolution n'eut pas un grand impact.

Ceci étant, pour comprendre l'évolution du concept d'opinion publique suite au développement de la technique des sondages, il faut évidemment comprendre ce que signifiait le concept avant cet avènement. Pour ce faire, nous analyserons dans ce chapitre les productions de Walter Lippmann et John Dewey, deux auteurs qui auront une influence marquante sur la théorisation du concept. Par ailleurs, si l'objet du mémoire est de tracer une histoire du concept d'opinion publique au XX^e siècle, il

n'en demeure pas moins important de faire un bref tour d'horizon des différentes réflexions qui ont préalablement été formulées à son égard; à la fois par souci d'exhaustivité, mais surtout parce que les auteurs que nous nous apprêtons à aborder constituent un cursus commun à tous les philosophes et politologues occidentaux. Il est donc essentiel de les aborder brièvement afin de comprendre le contexte intellectuel des textes du XX^e siècle que nous analyserons. Ceci étant, une remarque préliminaire s'impose. Dans les pages qui suivent, il n'est nullement proposé d'analyser les auteurs que nous aborderons afin de dégager ce qu'ils ont réellement dit dans leurs contextes propres tel que nous entendons le faire avec les auteurs du XX^e siècle. Les auteurs que nous nous apprêtons à aborder sont importants parce qu'ils sont tous devenus célèbres et qu'ils sont depuis longtemps abondamment étudiés. Ils font donc partie du contexte intellectuel dans lequel les travaux du XX^e siècle sur l'opinion publique ont été produits. Ce qui est recherché ici vise donc plutôt à dégager cet héritage lui-même, que les interprétations qu'il contient soient justes ou non.

1.1 Les classiques

Avant le XX^e siècle, très peu d'auteurs font directement référence au concept d'opinion publique, ou à toute autre locution similaire, mais leurs écrits témoignent en général d'une certaine conception des populations, de leur capacité et du pouvoir qui devrait leur être conféré. Rappelons encore une fois qu'aucun des auteurs que nous nous apprêtons à aborder ne discute directement du concept d'opinion publique, on peut cependant dire qu'une lecture sommaire de leurs écrits permet d'inférer leurs positions à l'égard n'existait pas au moment où ils écrivaient. La revue rapide des grands auteurs classiques que nous effectuerons ici est donc nécessairement — et volontairement — anachronique et décontextualisée. L'objectif recherché tient avant

¹ Arnold Hall et Al., « Round table on political statistics » *American Political Science Review*, 19, Février 1925, p. 104-162.

tout à faire ressortir ce que nous pourrions qualifier de « culture philosophique commune » partagée par tous les politologues au sujet de l'opinion publique, culture souvent issue d'une lecture sommaire des auteurs classiques. Ainsi, bien que la locution « opinion publique » n'ait commencé à être employée que très récemment, ce à quoi nous référons lorsque nous évoquons l'opinion publique, pris dans un sens très large, est depuis longtemps source de préoccupation et d'intérêt.

La pensée politique de Platon est à cet égard intéressante. Dans *La République*, Platon, pour qui la politique doit être la recherche du Bien qui n'est accessible que par la raison philosophique, est très sceptique à l'égard des capacités de la population en général. Il décrit donc une Cité idéale dirigée par des philosophes-rois qui devront avoir bénéficié d'une excellente éducation les menant aux plus hautes vertus. C'est donc dire que pour Platon, la politique n'est pas l'affaire de l'individu commun, mais doit relever de l'individu d'excellence. Pour Platon, « The imperatives of politics are out of the reach of popular attitudes both because truth is beyond the cognitive powers of the large number of the people and because the philosophical enterprise cannot be carried on successfully by large groups in public deliberation. The 'opinion' that arises out of sense perception is indeed to be self-delusory and harmful to the proper ordering of the social situation »². La célèbre allégorie de la Caverne illustre d'ailleurs bien la pensée de Platon : la pensée commune, ou non-philosophique, n'a accès qu'à l'ombre de la réalité, au monde des apparences, et jamais à la réalité elle-même. Platon ne saurait donc confier la politique aux masses et il va donc de soi que ce que nous appelons aujourd'hui l'opinion publique ne pouvait avoir de valeur pour Platon.

Contemporain de Platon, Aristote n'a quant à lui pas la même conception de la politique et donc du rôle que les masses ont à y jouer. Il développe une conception

² David W. Minar, « Public opinion in the perspective of Political Theory », *The Western political science quarterly*, Vol. 13, No. 1, (Mar., 1960), p. 41-42.

de l'État que l'on pourrait qualifier d'organique, si bien que le pouvoir politique exercé par les masses y est considéré comme partie intégrante de cet organisme. Aristote fait la distinction entre le groupe et l'individu et il fait confiance à l'intelligence du groupe en tant qu'organisme vivant à la source de l'État³. Dans cette conception, l'opinion publique, ou la voix des masses, est le lien entre le corps social qu'elle produit⁴.

Plusieurs siècles plus tard, Machiavel, sans parler directement de l'opinion publique, traite dans *Le Prince* du pouvoir que peut détenir le peuple, la *popula voce*, et de la manière dont le Prince doit s'y prendre afin de contrôler cette puissance. Sans nécessairement se positionner en faveur ou en défaveur d'un accroissement du rôle des masses, Machiavel prend surtout acte de l'existence et de la force du pouvoir qu'elles peuvent exercer⁵. Le pouvoir de l'opinion publique est donc toujours présent et le Prince doit être attentif à ce pouvoir : « For Machiavelli, public opinion was volatile, irrational and potentially explosive. Leaders must be vigilant by keeping a cautious eye on the public, making sure the people hold their statesmen in high regard »⁶. Le Prince doit donc manipuler le pouvoir de l'opinion publique afin d'en tirer avantage ou de s'éviter d'en faire les frais.

Plus tard, les trois grands contractualistes, Hobbes, Locke et Rousseau, sans eux non plus s'occuper principalement de l'opinion publique, ont tout de même produit des réflexions qui impliquaient nécessairement certaines conceptions au sujet du pouvoir des masses. Si la conception hobbsienne du Léviathan implique un pouvoir quasi absolu de ce dernier sur le corps social, il n'en demeure pas moins que le pouvoir des masses existe nécessairement lorsque l'État n'a pas encore été établi,

³ Carroll J., Glynn, Susan Herbst, Garrett O'Keefe, Robert Shapiro et Bruce A. Williams, « The History of Public Opinion », in *Public Opinion*, *op.cit.*, 1999, p 35.

⁴ David W. Minar, *op. cit.*, p. 39.

⁵ *Ibid.*, p. 34.

⁶ Carroll J. Glynn, Susan Herbst, Garrett O'Keefe, Robert Shapiro et Bruce A. Williams, *op. cit.*, p. 37-38.

au moment où les individus « contractent » ensemble afin de le créer, ou lorsque celui-ci est renversé afin d'en créer un nouveau⁷. Ceci étant, en prenant le concept encore une fois de manière très large, là se limite le pouvoir de l'opinion publique chez Hobbes. Locke, bien que sceptique quant à la compétence politique des masses, est plus optimiste que Hobbes à l'égard de la nature humaine et croit tout de même que l'articulation de l'opinion publique — entendue encore une fois de manière générale en tant que « pouvoir politique des masses » — soit une partie extrêmement importante de la vie politique et que, dans certaines limites, celle-ci doit avoir un rôle à jouer⁸.

Rousseau est certainement le penseur contractualiste qui donnera la plus grande place à l'expression populaire. Rousseau conçoit l'État, dont les citoyens sont partie intégrante, comme un organisme vivant doté d'une volonté propre. Le concept de volonté générale de Rousseau est à la fois issu de ce que nous appellerions aujourd'hui l'agrégation des préférences individuelles *et* d'une force organique formée par les valeurs et attitudes de la population d'un État donné. Pour Rousseau, la volonté générale est ce qui émergera naturellement d'une assemblée de citoyens qui tenteront honnêtement de réfléchir au bien de l'ensemble dans « le silence des passions ». Pour Rousseau, « jamais on ne corrompt le peuple, mais souvent on le trompe »⁹ ; on peut faire croire au grand nombre qu'un intérêt en fait particulier relève de la volonté générale, mais « il y a souvent bien de la différence entre la volonté de tous et la volonté générale »¹⁰. Cette volonté dite générale est donc la volonté vers le bien commun, le bien du tout, et ce tout ne saurait être assimilé à la volonté de chacun prise séparément. Cette distinction est essentielle car bien qu'elle soit issue de l'agrégation mathématique des volontés individuelles, la volonté

⁷ David W. Minar, *op. cit.*

⁸ Carroll J. Glynn, Susan Herbst, Garrett O'Keefe, Robert Shapiro et Bruce A. Williams, *op. cit.*, p. 39.

⁹ Jean-Jacques Rousseau, *Discours sur l'origine et les fondements de l'inégalité parmi les hommes*, Paris : Flammarion, 1971, p. 196.

¹⁰ *Idem.*

générale n'est pas simplement une agrégation de préférences individuelles parce qu'elle requiert que les individus aient constamment en tête l'intérêt général et non leur simple intérêt individuel. La volonté générale de Rousseau ne saurait donc être comprise comme étant le résultat du jeu entre les différents intérêts particuliers, mais doit plutôt être entendue comme étant le résultat de la réflexion des individus songeant au bien commun dans le silence des passions. La volonté générale est la délibération de tous les membres du corps social, pour autant qu'ils soient bien informés et donc aptes à se former une opinion, et cette délibération forme un tout organique qui est l'expression de la volonté générale. Dans cette perspective, l'opinion publique est non seulement la reine souveraine dictant l'orientation de la société, mais elle est aussi et surtout « l'âme » de l'État sans laquelle celui-ci ne saurait être un organisme, elle est sa vie : « Public opinion is the organic will of the community expressed in the public wills of its members, and in this capacity it is elevated to its highest and most pervasive political form »¹¹.

La préoccupation à l'égard de l'opinion publique sera également présente dans les réflexions des pères fondateurs de l'État fédéral américain. On retrouve en effet dans *The Federalist papers* plusieurs réflexions au sujet du pouvoir politique devant être accordés aux simples citoyens et, de manière générale, ces réflexions témoignent d'un scepticisme quant aux capacités politiques réelles de la population. Dans le *Federalist Paper* 10, James Madison s'inquiète par exemple du pouvoir potentiellement exercé par des factions aux intérêts contraires à l'intérêt de l'ensemble. Madison argue alors que le républicanisme, entendu comme un système fondé sur une représentation indirecte de la population par une élite légitimement élue, permet de contrer ce danger en tempérant l'influence des intérêts particuliers des individus et des groupes. Dans le *Federalist Paper* 49, Madison aborde plus directement la question de la compétence politique de la population en général et

¹¹ David W. Minar, *op. cit.*, p. 37.

exprime ses craintes par rapport à un système politique laissant trop de place à l'expression populaire :

But a nation of philosophers is as little to be expected as the philosophical race of kings wished for by Plato. And in every other nation, the most rational government will not find it a superfluous advantage to have the prejudices of the community on its side. The danger of disturbing the public tranquillity by interesting too strongly the public passions, is a still more serious objection against a frequent reference of constitutional questions to the decision of the whole society.

De manière générale, les pères fondateurs de la fédération américaine chercheront à bâtir un système politique qui, par le système des poids et contrepoids, permet de limiter le pouvoir effectif exercé par chacune de branche de gouvernement, tout en limitant au minimum, par un système de représentation indirecte du peuple, les dangers associés à la démocratie.

Dans son remarquable ouvrage *De la démocratie en Amérique*, Alexis de Tocqueville tente de décrire et de comprendre la vie politique américaine du XIX^e siècle qu'il découvre lors d'un long voyage en Amérique. Pour Tocqueville, en Amérique « [c'est] réellement le peuple qui dirige, et, quoique la forme de gouvernement soit représentative, il est évident que les opinions, les préjugés, les intérêts, et même les passions du peuple ne peuvent trouver d'obstacles durables qui les empêchent de se produire dans la direction journalière de la société »¹². Ceci étant, il apparaît clair pour Tocqueville que, si en Amérique l'opinion publique est extrêmement puissante politiquement, elle agit aussi comme un mécanisme de contrôle social :

¹² Alexis de Tocqueville, *De la démocratie en Amérique Tome I*, Paris : Flammarion, 1981, p. 255.

En Amérique, la majorité trace un cercle formidable autour de la pensée. Au-dedans de ces limites, l'écrivain est libre; mais malheur à lui qui ose en sortir. Ce n'est pas qu'il ait à craindre un autodafé, mais il est en butte à des dégoûts de tous genres et à des persécutions de tous les jours. La carrière politique lui est fermée : il a offensé la seule puissance qui ait la faculté de l'ouvrir. On lui refuse tout, jusqu'à la gloire. Avant de publier ses opinions, il croyait avoir des partisans; il lui semble qu'il n'en a plus, maintenant qu'il s'est découvert à tous; car ceux qui le blâment s'expriment hautement, et ceux qui pensent comme lui, sans avoir son courage, se taisent et s'éloignent. Il cède, il plie enfin sous l'effort de chaque jour, et rentre dans le silence, comme s'il éprouvait des remords d'avoir dit vrai¹³.

Pour Tocqueville, le pouvoir de la masse en arrive donc, au final, à exercer *en amont* un contrôle sur ce qui peut se dire ou non : « L'inquisition n'a jamais pu empêcher qu'il ne circulât en Espagne des livres contraires à la religion du plus grand nombre. L'empire de la majorité fait mieux aux États-Unis : elle ôte jusqu'à la pensée d'en publier »¹⁴ écrira-t-il.

Dans *The American Commonwealth*, publié en 1888, James Bryce aborde lui aussi directement la question de l'opinion publique, consacrant à la question une partie entière du troisième volume de son imposant ouvrage. Il est d'ailleurs souvent considéré comme étant le premier théoricien moderne de l'opinion publique¹⁵. Pour Bryce, il y a plusieurs stades de développement possible à l'opinion publique, développement qui dépend en grande partie de la place qui lui est accordée dans une société donnée. La première phase de l'opinion publique correspond à ce qui vient spontanément à l'esprit de l'homme commun lorsqu'il voit ou entend quelque chose, c'est, écrira Bryce « what any man (not every man) says, i.e. it is the natural and the general thought or wish which an occurrence evokes »¹⁶. La deuxième phase consiste

¹³ *Ibid.*, p. 353-354.

¹⁴ *Ibid.*, p. 355.

¹⁵ Glynn, Carroll J., Susan Herbst, Garrett O'Keefe, Robert Shapiro et Bruce A. Williams, *op. cit.*, p. 44.

¹⁶ James Bryce, *The American Commonwealth*, Vol. III, New York : AMS Press, 1888, p. 4.

à ce premier processus de cristallisation des opinions. Pour Bryce, les individus sont prédisposés, en fonction entre autres de leur situation sociale et de leur éducation, à voir les choses d'une certaine manière. Lorsqu'un événement survient, ils en discutent entre eux et rapidement certaines orientations par rapport à l'enjeu se cristallisent. Une fois les différents groupes d'opinion formés, le débat, la troisième phase de l'opinion publique, commence. On en arrive finalement à la quatrième phase lorsqu'il devient nécessaire de passer à l'action, lorsque les citoyens votent. Alors, les différences à l'intérieur même des diverses orientations s'estompent pour ne laisser place qu'à une apparente unité et cohérence des options en compétition. Finalement, après le vote, l'une des orientations l'emporte sur les autres.

Pour Bryce, tout ce processus est mené par une poignée d'hommes qui pensent réellement par eux-mêmes, la vaste majorité de la population n'ayant tout simplement ni le temps ni d'intérêt à le faire. L'opinion de l'homme moyen, cristallisée en son vote, est ainsi principalement issue des influences extérieures : « He [l'homme moyen] has been told what to think and why to think it. Arguments have been supplied to him from without, and controversy has imbedded them in his mind. Although he supposes his view to be his own, he holds it rather because his acquaintances, his newspapers, his party leaders all holds it »¹⁷. Ceci étant, les individus faisant partie de la minorité qui mène le mouvement ne peuvent jamais être complètement originaux, ils sont liés par les opinions qu'ils ont adoptées dans le passé ainsi que par l'opinion générale du groupe auquel ils sont liés. Par ailleurs, selon les pays et l'espace qui est accordé dans chacun d'eux à l'expression des masses, l'opinion de ces *leaders* sera aussi influencée par la réception de leurs idées par la population générale. Pour Bryce, le processus n'est donc pas nécessairement à sens unique. Également, l'opinion publique est *toujours* l'ultime force politique, même dans les pays les plus despotiques. La différence dans de tels pays réside

¹⁷ *Ibid.*, p. 6.

simplement dans le fait que l'opinion publique y est inconsciente, autant d'elle-même que de sa puissance potentielle, le despotisme règne donc grâce à la passivité de l'opinion publique et non par une réelle supériorité de puissance. Lorsque l'opinion publique devient consciente autant de son existence que de sa puissance et qu'elle devient active, on en arrive à l'ultime phase de l'opinion publique. C'est en ce sens que Bryce dira que « A fourth stage would be reached if the will of the majority of the citizens were to become ascertainable at all times, and without the need of its passing through a body of representatives, possibly even without of voting machinery at all [...] to such conditions of things the phrase 'Rule of public opinion', might be most properly applied, for public opinion would not only reign but govern »¹⁸. Inutile de préciser que, suite à l'avènement des sondages d'opinion, ce passage sera par la suite souvent considéré comme visionnaire.

Finalement, au tout début du XX^e siècle, Gabriel Tarde élabore dans *L'opinion et la foule* une conception de l'opinion publique dans laquelle, encore plus que chez Bryce, les médias jouent un rôle central. Pour expliquer le fonctionnement de l'opinion publique, Tarde développe un modèle linéaire dans lequel la presse provoque les conversations, qui mèneront ensuite à la production des opinions qui pousseront ensuite à l'action politique. Pour Tarde, généralement considéré comme l'un des initiateurs de la psychologie sociale, l'avènement des médias de masse, à son époque essentiellement les journaux, permet l'éclosion d'une conscience commune des événements à discuter et par conséquent la formation d'un public paisible, par opposition à la foule irrationnelle et émotive. Si Tarde voit d'un bon œil l'importance croissante de la presse et du public qu'elle génère, il en entrevoit tout de même les dangers : « l'influence que le publiciste exerce sur son public, si elle est beaucoup moins intense à un instant donné, est, par sa continuité, bien plus puissante que l'impulsion brève et passagère imprimée à la foule par son conducteur »¹⁹. Bien au

¹⁸ *Ibid.*, p. 19.

¹⁹ Gabriel Tarde, *L'opinion et la foule*, Paris : Presses universitaires de France, 1989, p. 18.

fait du pouvoir immense que les journaux, alors naissants, peuvent avoir sur les opinions du public, Tarde ajoute : « L'homme d'un seul livre est à craindre, a-t-on dit; mais qu'est-ce auprès de l'homme d'un seul journal! »²⁰.

1.2 Le concept d'opinion publique au début du XX^e siècle

Au début du XX^e siècle, l'éventail des significations recouvertes par le concept d'opinion publique est extrêmement large. À ce moment, il n'y a pas encore de réel débat sur les différents critères d'application du concept, il ne peut donc y avoir de débats sur la présence ou l'absence de ces critères ou sur l'étendue des actes de langage que le concept permet de performer²¹. Le concept est donc utilisé pour désigner beaucoup de choses qui nous apparaissent aujourd'hui distinctes sans que cette utilisation ne semble poser de réels problèmes. Ce type de débat ne viendra qu'un peu plus tard, lorsque se fera sentir la volonté d'examiner le concept avec plus de rigueur. Bien sûr, le concept d'opinion publique est encore aujourd'hui polysémique, mais l'étendue des phénomènes sociaux pour lesquels nous acceptons l'utilisation du terme s'est rétrécie et *l'écart* entre les différentes acceptations du concept est aujourd'hui beaucoup plus restreint qu'il ne l'était à cette époque. Au début du siècle, on recense des utilisations du concept d'opinion publique qui réfèrent à des choses aussi dissemblables que *l'opinion et le pouvoir des masses*²², ou la nécessité d'éduquer « l'opinion publique » afin de créer une *culture commune* relative aux connaissances générales des principes hygiéniques de base²³. Évidemment, bien

²⁰ *Ibid.*, p. 20.

²¹ Voir à ce titre : Quentin Skinner, *Visions of Politics : Regarding Method*, Cambridge : Cambridge University Press, 2002, p. 162.

²² Voir par exemple : Norman Angell, « Public Opinion in Foreign Policies », *Annals of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 66, 1916, p. 136-139; P. H. W. Ross, « The Probable Effect of the Seamen's Act on Public Opinion », *Proceedings of the Academy of Political Science in the City of New York*, vol. 6, no. 1, 1915, p. 133-137.

²³ Voir à ce titre : « Public Opinion And Preventive Medicine », *The British Medical Journal*, vol. 1, no. 3097, 1920, p. 646.

que véridique, l'exemple ici donné est volontairement grossier. Voyons quelques exemples de réflexions sur l'opinion publique au début du siècle.

En 1912, Talcott Williams de l'Université Columbia présente, à la neuvième rencontre annuelle de l'Association américaine de science politique, s'inspire largement de Tarde et reprend l'idée selon laquelle l'opinion publique est impossible sans une « conscience commune » des faits et événements du jour. Les journaux jouent donc un rôle essentiel dans la formation de l'opinion publique justement parce que, bien plus que de simples annales quotidiennes des événements, ils donnent à tous un ensemble de faits et d'événements importants pour tous, qui sont lus par tous et deviennent donc communs à tous, et cela alors que tous sont conscients que les autres ont accès aux mêmes faits²⁴. La presse est donc ici pensée comme un lieu de mise en commun des événements à débattre et l'opinion publique se formerait ensuite en fonction des débats entre les individus qui ne pourraient le faire sans que les journaux créent cette conscience commune des faits et des événements. Ici, l'opinion publique est très largement tenue pour acquise, bien sûr elle est jugée dépendante de la presse, mais une fois celle-ci existante, l'opinion publique est supposée être effective.

En 1915, P.H.W. Ross, Président de la *National Marine League of the United States*, élabore une conception de l'opinion publique en tant que « pouvoir du public » : « All permanent legislation is the result of an enduring public opinion »²⁵, dira-t-il. Il pose ensuite la question suivante : « What kind of laws are one hundred million people of this republic (mostly inlanders) likely to vote for? »²⁶ et utilise l'opinion publique comme figure rhétorique en déduisant ce qu'elle devrait favoriser afin de légitimer une proposition législative qu'il souhaiterait voir réalisé. L'opinion

²⁴ Talcott Williams, « The Press and Public Opinion: Abstract », *Proceedings of the American Political Science Association*, vol. 9, 1912, p. 201-203.

²⁵ P. H. W. Ross, « The Probable Effect of the Seamen's Act on Public Opinion », *op. cit.*, p. 133.

²⁶ *Idem.*

publique est donc ici tenue pour acquise et sa légitimité théorique est mobilisée afin de justifier une position politique.

En 1917, Norman Angell se désole de constater que la presse américaine de l'époque préfère, pour des raisons commerciales, parler de baseball plutôt que de parler de la guerre ayant cours en Europe alors qu'elle constitue pourtant un événement politique majeur qui touche les Américains dans la mesure où ils ont à réfléchir à la possibilité de leur entrée en guerre. « Now, how can you have an informed public opinion when you cannot get a degree of continued attention, even as relative as that? Our first problem is to see how we can direct the attention of our people, how we can get the great mass to discuss, to realize the importance of foreign policies as affecting their domestic concerns »²⁷, se demande-t-il. Puis, plus loin, amenant une conception de l'opinion publique en tant que pouvoir ultime, il dira : « It is finally public opinion which does settle these matters, anyway. The only question is, will it be an informed public opinion or one that is not informed at all? »²⁸. On voit dans cette conception l'idée de l'importance de la presse dans la formation de l'opinion publique et l'idée selon laquelle l'opinion publique est toujours reine.

Une autre utilisation du vocable opinion publique est souvent repérée dans ce que nous pourrions appeler une « opinion rendue publique ». Par exemple, dans un texte datant de 1924, S. K. Ratcliffé rend publique son opinion personnelle et compare les systèmes de taxation américain et britannique²⁹. Également, dans un texte de 1918, Henry Jones Ford, de l'Université Princeton, rend publique sa propre opinion selon laquelle il serait nécessaire de réformer le système politique américain³⁰. Dans le même texte, il utilisera le concept d'opinion publique en tant que

²⁷ Norman Angell, « Public Opinion in Foreign Policies », *op.cit.*, p. 138.

²⁸ *Ibid.*, p. 139.

²⁹ S. K. Ratcliffe, « Taxation and Public Opinion in England », *Proceedings of the Academy of Political Science in the City of New York*, vol. 11, no. 1, 1924, p. 124-127.

³⁰ Henry Jones Ford, « The Attitude of Public Opinion Towards Congress », *Annals of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 78, 1918, p. 204-210.

« lieu de l'élaboration des opinions » : « The point upon which public opinion should concentrate now is to make Congress safe for democracy [...] We must exert all our forces and throw all our energies into this tremendous contest »³¹. Le concept est donc mobilisé en deux acceptions, d'abord en tant qu'opinion rendue publique (la sienne) et ensuite en tant que force collective essentielle au mouvement et au progrès politique et social.

On le voit, le concept d'opinion publique était utilisé pour désigner des choses très diverses et bien que plusieurs textes se rapprochent des différents thèmes liés à la question de l'opinion publique, il n'y a pas réellement de stabilité ni d'entente, même molle, sur les critères d'applicabilité du vocable. Si les utilisations faites par des universitaires se rapprochent un peu plus de ce que nous considérons aujourd'hui comme étant des grands thèmes touchant l'opinion publique, leur utilisation du concept est variable et sous-tend en général une conception de l'opinion publique comme lieu du débat public ou comme résultat d'une délibération sociale. D'une certaine manière, l'effectivité de l'opinion publique est souvent tenue pour acquise et on pourrait dire qu'une certaine naïveté théorique entoure le concept.

1.3 Walter Lippmann et la défaillance de l'opinion publique

Walter Lippmann, né en 1889, complétera un *A.B degree* en philosophie à l'Université Harvard en 1910. Encore aujourd'hui considéré comme l'un des plus importants journalistes de son époque — on lui doit entre autres le vocable « guerre froide » — il écrira de nombreux ouvrages dont deux, publiés respectivement en 1922 et 1924, qui deviendront extrêmement importants dans la réflexion sur l'opinion publique. Avec un groupe d'amis, Lippmann lance en 1914 la revue libérale *The New Republic* qui gagnera rapidement en influence et sera lue dans les plus hautes sphères

³¹ *Ibid.*, p. 210.

de la société américaine. Woodrow Wilson, Président à l'époque, en sera son plus célèbre lecteur et Lippmann sera donc appelé très tôt à côtoyer les hommes de pouvoir. En 1917, le Président Wilson demande la création d'un groupe de réflexion secret formé de différents experts qui auront pour tâche de préparer l'après-guerre, le groupe sera officieusement nommé *the inquiry* et Lippmann y travaillera en tant que secrétaire général. En 1918, il est nommé capitaine dans le renseignement militaire et se rend en Europe afin de diriger les efforts de propagande alliés destinés à l'ennemi allemand. Ayant travaillé à l'élaboration des célèbres 14 points de Wilson, il sera appelé en octobre 1918 à rejoindre l'équipe du Colonel House à Paris pour rédiger des commentaires officiels sur les 14 points afin de fournir au colonel des bases de négociations. Déçu du cours des négociations de paix après la guerre, il démissionne de l'armée en janvier 1919 et retourne à New York travailler au *New Republic*. Il accepte en septembre 1921 un poste de chroniqueur au *Vanity Fair* et quittera le *New Republic* en septembre 1921, entre autres en raison de la diminution de son influence, et se joindra de plus au comité éditorial du journal new-yorkais *World* qu'il dirigera ensuite à partir de 1924.

Comme beaucoup de ses contemporains — et certainement encore plus que la plupart d'entre eux puisqu'il a lui-même travaillé à la propagande guerre — il réalise à quel point il est facile de manipuler l'opinion des masses. La Première Guerre mondiale aura en effet été le théâtre de vastes entreprises de propagande non seulement destinées aux ennemis, mais aussi dirigées à l'endroit des populations des pays alliés. En plus de la propagande, les journalistes eux-mêmes avouent avoir été dupés et avoir également trompé leurs lecteurs³². Pour Lippmann, il y eut d'abord la censure qui se justifiait par la crainte d'aider l'ennemi et de nuire au moral des troupes, puis la propagande qui se fondait sur deux *a priori* faux : d'abord que les citoyens des pays alliés n'étaient pas dignes de confiance et que l'ennemi n'était

³² John Luskin, *Lippmann, Liberty and the press*, Tuscaloosa : University of Alabama Press, 1972, p. 41.

capable que d'atrocités³³. Dans une lettre adressée à Ellery Sedgwick, alors éditeur du journal *The Atlantic*, Lippmann écrit :

I have started to write a longish article around the general idea that freedom of thought and speech present themselves in a new light and raise new problems because of the discovery that opinion can be manufactured [...] The idea has come to me gradually as a result of certain experiences with the official propaganda machine, and my hope is to attempt a restatement of the problem of freedom of thought as it presents itself in modern society under modern conditions of government and with a modern knowledge of how to manipulate human mind³⁴.

Lippmann publiera ces deux articles dans *The Atlantic* et, après la rédaction d'un troisième essai, le tout sera publié dans un livre ayant pour titre *Liberty and the News*³⁵. Dans cet ouvrage, Lippmann critique le travail des médias et soumet différentes propositions visant à assurer la qualité de l'information qu'ils véhiculent. À ce moment, la réflexion de Lippmann ne porte pas sur l'opinion publique elle-même, mais sur les conditions nécessaires à son déploiement. Pour Lippmann, dans la vie politique américaine, les décisions politiques ne sont plus le fruit de l'interaction entre le Congrès et le pouvoir exécutif, comme c'était le cas auparavant, mais plutôt de l'interaction entre l'exécutif et l'opinion publique. Ainsi, ce déplacement de la souveraineté vers l'opinion publique, et le fait que la presse soit si déterminante dans sa formation, est devenu le problème central des démocraties³⁶. En ce sens, si les médias ne rapportent pas les faits de manière objective, l'opinion publique ne peut pas jouer son rôle et former des opinions de qualité. Si au temps de John Milton et de John Stuart Mill la liberté de la presse apparaissait comme la pierre angulaire de la liberté politique, cette seule liberté ne suffit plus parce qu'elle n'est en rien garante de la qualité de la presse, condition essentielle à la formation d'opinions

³³ *Idem.*

³⁴ Walter Lippmann, cité dans : Ronald Steel, *Walter Lippmann and the American century*, Boston : Atlantic Monthly press, 1970, p. 171.

³⁵ Walter Lippmann, *Liberty and the News*, New York : Dover Publications, 2010.

réellement libres³⁷. Poursuivant sa réflexion après la publication de son livre, Lippmann délaissera le simple problème de la presse et commencera à douter de la possibilité même d'une opinion publique de qualité et libre.

C'est dans son célèbre ouvrage *Public Opinion* que Walter Lippmann adressera sa critique virulente. Il s'attaque d'abord à la conception théorique naïve du citoyen omniscient, informé et rationnel. Pour Lippmann, la réalité, extrêmement complexe et multiforme, est toujours médiatisée et simplifiée par les individus par des « images mentales » (pictures in our heads). Ces images constituent un « pseudo-environnement » au travers duquel les individus interprètent la réalité et sur lequel ils fondent leurs décisions; mais les actions qu'ils entreprennent, bien qu'elles puisent leurs sources du pseudo-environnement, ne se déroulent pas sur ce dernier mais sur la réalité elle-même : « The way in which the world is imagined determines at any particular moment what men will do » dira-t-il³⁸.

Par ailleurs, ces images mentales sont des « constructions sociales », c'est-à-dire qu'elles sont produites, diffusées et reproduites par la société et sont ainsi partagées par une vaste majorité d'individus. Les manifestations principales de ces images sont les stéréotypes qui, bien qu'ils puissent varier légèrement d'un individu à l'autre, se relient les uns aux autres pour s'ériger en un système de stéréotypes qui façonne le pseudo-environnement au travers duquel nous observons la réalité. Ainsi, Lippmann dira que « For the most part we do not first see, and then define, we define first and then see. In the great blooming, buzzing confusion of the outer world we pick out what our culture has already defined for us, and we tend to perceive that which we have picked out in the form stereotyped for us by our culture »³⁹. Ce que nous appellerions aujourd'hui le processus de socialisation fait donc intérioriser aux

³⁶ *Ibid.*, p. 36.

³⁷ Ronald Steel, *op. cit.*, p. 172.

³⁸ Walter Lippmann, *Public Opinion*, New York : Macmillan, 1949, p. 25.

³⁹ *Ibid.*, p. 81.

individus des images mentales qui se cristallisent en stéréotypes, puis en un système de stéréotypes sur les bases duquel se forme un pseudo-environnement à partir duquel les individus interpréteront la réalité. Les stéréotypes, bien qu'ils puissent à première vue apparaître comme étant néfastes, sont pourtant nécessaires et inévitables, la réalité étant tout simplement trop complexe pour être réellement abordée de manière directe et complète. Les stéréotypes ont donc une vertu économique en ce sens que sans ces raccourcis, il serait tout simplement impossible d'appréhender la réalité pour ensuite y fonder une action⁴⁰.

C'est donc sur ce système de stéréotypes particulier à une société que se fonde l'opinion publique, sur ce pseudo-environnement à partir duquel une société interprète la réalité : « The orthodox theory holds that a public opinion constitutes a moral judgment on a group of facts. The theory I am suggesting is that, in the present state of education, a public opinion is primarily a moralized and codified version of the facts. I am arguing that the pattern of stereotypes at the center of our codes largely determines what group of facts we shall see, and in what light we shall see them »⁴¹. En d'autres mots, l'opinion publique ne constitue pas les opinions publicisées et les décisions qui en découlent, mais plutôt la culture et le système de stéréotypes qui les engendrent. Dans ce que nous pourrions appeler ce « fouillis » qui peut potentiellement mener dans toutes les directions, les *leaders* politiques luttent afin d'imposer leur conception de ce qu'est l'intérêt de la population. Pour ce faire, ils utilisent des symboles qu'ils sélectionnent en fonction de leur compréhension du système de stéréotypes de leur société afin d'obtenir un effet : l'adhésion du plus grand nombre d'individus possible. La force des symboles réside dans la multiplicité de sens auxquels ils peuvent renvoyer : « The symbol itself signifies literally no one-thing, but it can be associated with almost anything. And because of that it can become the common bond of common feelings, even though those feelings were

⁴⁰ *Ibid.*, p. 88.

⁴¹ *Ibid.*, p. 125.

originally attached to disparate ideal »⁴². Les grands *leaders* politiques sont ceux qui savent le mieux *manipuler* les symboles afin d'obtenir les effets souhaités dans leur société. Mais cette manipulation, bien qu'elle puisse effectivement être dangereuse, est aussi extrêmement positive et nécessaire, car c'est par la manipulation des symboles que les *leaders* politiques parviennent à mettre en mouvement la société en la sortant de l'inertie et de l'indécision⁴³.

Lippmann critique donc avec virulence une conception de la démocratie que nous pourrions qualifier de « naïve ». L'idée selon laquelle les citoyens s'informent, réfléchissent aux enjeux de manière rationnelle et en arrivent, par eux-mêmes ou par la délibération, à former des opinions politiques est à la fois fausse, mais surtout impossible.

Since public opinion is supposed to be the prime mover in democracies, one might reasonably expect to find a vast literature. One does not find it. There are excellent books on government and parties, that is, on the machinery which in theory registers public opinions after they are formed. But on the sources from which they are derived, there is relatively little. The existence of a force called public opinion is in the main taken for granted, and American political writers have been most interested either in finding out how to make government express the common will, or in how to prevent the common will from subverting the purposes for which they believe the government exists⁴⁴.

Ces quelques lignes nous permettent de comprendre clairement l'intention de Lippmann pour qui les penseurs de la démocratie ont complètement oblitéré le problème de la compétence politique des masses. Les penseurs démocrates ne pouvaient se permettre d'aborder cette question de front parce que la compétence politique des individus constituait *l'a priori* de base non examiné de leur échafaudage

⁴² *Ibid.*, p. 206.

⁴³ *Ibid.*, p. 239.

théorique sans lequel ils n'auraient pu résister aux critiques aristocratiques⁴⁵. Par ailleurs, ces penseurs, qui écrivaient avant l'avènement de « la grande société », selon l'expression de Graham Wallas⁴⁶, ne pouvaient pas voir et réfléchir au fonctionnement d'un ordre politique sur les bases d'une société qui n'existait pas encore. La démocratie a donc été pensée en fonction de la société qui était visible pour eux, soit la petite communauté fermée sur elle-même⁴⁷. Ainsi, non seulement le problème de la compétence politique du grand nombre n'a pas été abordé par les démocrates, il n'aurait même pas pu l'être en tenant compte de la réelle exigence que l'avènement de la grande société fait peser sur les masses puisque cette société aux enjeux abstraits et lointains n'existait pas encore.

L'intention de Lippmann n'est en ce sens pas de critiquer les penseurs de la démocratie afin de relégitimer les positions aristocratiques, l'a priori voulant que la compétence politique soit innée à la classe aristocratique n'ayant pas plus de fondements. Il s'agit plutôt de faire ce qui, selon lui, n'avait pas été fait et n'avait pu être fait jusqu'alors : mettre en lumière les conditions mêmes de possibilité de la démocratie et démontrer les difficultés liées à son déploiement dans un monde marqué par des enjeux politiques de plus en plus complexes et lointains. Ainsi, l'intention de Lippmann n'était pas de rejeter l'idée même de démocratie, mais plutôt de sortir d'une compréhension « naïve » de celle-ci. En d'autres mots, il ne veut pas faire la démonstration de l'impossibilité de la démocratie, mais simplement démontrer la fausseté et l'impossibilité d'une conception de la démocratie se fondant sur la compétence politique des masses dans un monde où la vie politique en « face-à-face » est devenue impossible.

⁴⁴ *Ibid.*, p. 137.

⁴⁵ *Ibid.*, p. 138.

⁴⁶ Graham Wallas, *The Great Society; A Psychological Analysis*, London : General Books, 2010.

⁴⁷ Walter Lippmann, *op.cit.*, p. 142-149.

Par ailleurs, si Lippmann avait critiqué le piètre travail de la presse dans *Liberty and the News*, il va maintenant plus loin et affirme que la presse ne peut tout simplement pas remplir le rôle que la théorie démocratique lui assigne. Premièrement, la vaste majorité de la population n'est pas prête à payer le prix nécessaire à la production de journaux de qualité, ce qui rend les journaux dépendant de la publicité. Ensuite, afin d'avoir le plus large public possible, les organes de presse nivellent par le bas et couvrent de nombreux événements de moindre importance au détriment d'événements politiques sur lesquels tous les citoyens devraient s'informer, cela en plus de véhiculer de nombreux stéréotypes afin de conserver l'intérêt des lecteurs⁴⁸. Encore plus profondément, non seulement cette tâche n'est-elle pas remplie par la presse vu les éléments dont nous venons de parler, mais elle est de plus impossible à accomplir :

when we expect it [the press] to supply such a body of truth we employ a misleading standard of judgement. We misunderstand the limited nature of news, the illimitable complexity of society; we overestimate our own endurance, public spirit, and all-round competence. We suppose an appetite for uninteresting truths which is not discovered by any honest analysis of our own tastes. If the newspapers, then, are to be charged with the duty of translating the whole public life of mankind, so that every adult can arrive at an opinion on every moot topic, they fail, they are bound to fail. It is not possible to assume that a world, carried on by division of labor and distribution of authority, can be governed by universal opinions in the whole population⁴⁹.

Ainsi, une conception de la démocratie fondée sur l'opinion publique est-elle erronée, mais il n'est de plus d'aucun secours de croire que la presse pourrait éventuellement corriger la situation ou réellement participer d'une manière ou d'une autre au déploiement de l'opinion publique. Ainsi, Lippmann en critiquant la

⁴⁸ *Ibid.*, p. 183-193.

⁴⁹ *Ibid.*, p. 196.

conception de l'opinion publique et celle du rôle de la presse dans la littérature démocratique, se trouve à ébranler les fondements mêmes d'une conception de la démocratie qu'il considère comme naïve. À cette conception naïve, Lippmann entend substituer une conception plus pragmatique de la démocratie, une conception qui respecte ce qu'il est réellement possible de s'attendre de l'opinion publique et de la presse et qui puisse être dirigée de manière rationnelle. Il défendra un recours accru aux experts des sciences sociales qui auraient alors pour rôle de formuler des analyses et des propositions pour les décideurs⁵⁰. Quelques années plus tard, en 1925, dans *The phantom public*, Lippmann avancera la thèse que le public, n'ayant aucune compétence sur les questions politiques, doit avoir un rôle limité à la sélection de ceux qui sont le plus aptes à prendre les décisions. Il considère que toute théorie démocratique qui se fonde sur la qualité de l'opinion publique est une illusion et fausse notre compréhension du fonctionnement réel des démocraties⁵¹. Le public est un fantôme et il est à la fois dangereux et vain d'ériger un système politique fondé sur lui. Les deux ouvrages de Lippmann feront grand écho et susciteront de nombreuses réactions, la plus notable étant certainement celle de John Dewey qui, alors l'un des plus éminents philosophes de son temps, formulera une réponse aux thèses de Lippmann dans *The Public and its Problems*⁵².

1.4 John Dewey et les problèmes du public

John Dewey était avant tout un philosophe de l'éducation, mais il a également apporté des contributions à de nombreux domaines, dont la philosophie politique. De

⁵⁰ *Ibid.*, p. 198-224.

⁵¹ Walter Lippmann, *Le public phantôme*, Paris : Demopolis, 2008. L'ouvrage fut publié en anglais en 1925 et a récemment été traduit en français par Laurence Decréau et présenté par Bruno Latour.

⁵² Voir à ce titre : Holcombe, A. N., « Book Review : Public Opinion by Walter Lippmann », *The American Political Science Review*, vol. 16, no. 3, 1922, p. 500-501; King, Clyde L., « Book Review : Public Opinion by Walter Lippmann », *Annals of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 103, 1922, p. 153-154; Park, Robert E., « Book Review : Public Opinion by Walter Lippmann », *The American Journal of Sociology*, vol. 28, no. 2, 1922, p. 232-234; Wright, Helen R., « Book Review : Public Opinion by Walter Lippmann », *The Journal of Political Economy*, vol. 30, no. 5, 1922, p. 717-720.

prime abord, Dewey n'a pas d'objections fondamentales aux deux ouvrages de Lippmann qu'il considère comme des contributions très importantes à la compréhension de la vie politique *réelle* suite à l'avènement de la grande société, en plus de fournir une critique des plus redoutables d'une conception de la démocratie que Dewey considère également comme étant déconnectée de la réalité⁵³. Figure influente du pragmatisme américain, Dewey considère que le pragmatisme est la doctrine voulant que la réalité elle-même possède un caractère pratique⁵⁴. Il découle de cette conception un rejet de la métaphysique spéculative qu'il considère déconnectée des choses pratiques. La théorie pragmatique constitue pour Dewey une théorie sur les objets réels et pas seulement sur l'idée de ceux-ci, les idées ont également un caractère pratique, tout comme la réalité à laquelle ils réfèrent, le sens des idées revient donc à leurs conséquences pratiques dans la réalité⁵⁵. Dewey considère donc les idées d'un point de vue instrumental, elles sont des instruments intellectuels nous permettant de diriger nos activités dans notre rapport au monde pratique : « an idea is a plan for action. To find out what an idea is a plan for, you put it into practice and discover the consequences it has for practice »⁵⁶, explique Edward C. Moore. Ainsi, il n'y a pas de source de savoir en dehors de l'expérience elle-même et cette expérience n'est autre que l'expérience proprement humaine. Pour apprendre de cette expérience, nos croyances doivent être testées dans la réalité par l'enquête devenant alors non pas les croyances d'un seul individu isolé, mais le produit des efforts d'une communauté de chercheurs. Par ailleurs, si pour Dewey nous percevons réellement les choses telles qu'elles sont, nous n'en avons cependant pas une connaissance immédiate, c'est par le processus d'enquête que nous acquérons cette connaissance.

⁵³ John Dewey, « Public opinion of Walter Lippmann, Book review », *The New Republic*, 30 (1922), repris dans John Dewey, *Middle works*, vol. 13, Carbondale : Southern Illinois University Press, 2008, p. 337-344. Voir également : Joelle Zask, *L'opinion publique et son double tome 2, John Dewey, philosophe du public*, 1999, Paris: Harmattan, p. 143.

⁵⁴ Edward Carter Moore, *American Pragmatism, Peirce, James and Dewey*, New York : Columbia University Press, 1961, p. 261.

⁵⁵ *Ibid.*, p. 262.

⁵⁶ *Idem.*

Ainsi, en tant que pragmatique, Dewey considère qu'il faut commencer l'analyse par l'observation des *conséquences* des actes plutôt que de tenter d'en déterminer les *causes* hypothétiques. Les conséquences sont ce que nous avons de plus concret pour travailler : « Nous prenons donc notre point de départ dans le fait objectif que les actes humains ont des conséquences sur d'autres hommes, que certaines de ces conséquences sont perçues, et que leur perception mène à un effort ultérieur pour contrôler l'action de sorte que certaines conséquences soient assurées et d'autres, évitées »⁵⁷. Il y a pour Dewey deux sortes de conséquences, directes et indirectes. Les conséquences directes sont celles qui affectent *directement* les personnes engagées dans ce qu'il appelle une transaction, c'est-à-dire dans toute forme de coopération peu importe sa nature. Les conséquences indirectes sont celles qui affectent d'autres personnes que celles immédiatement concernées⁵⁸.

Cette distinction entre les deux types de conséquences permet également de tracer la démarcation distinguant le domaine privé du domaine public. Lorsque les conséquences d'une transaction ne sont que directes, on peut alors considérer que la transaction est de nature uniquement privée. Cependant, lorsque les conséquences d'une transaction sont également indirectes, lorsqu'elles affectent d'autres personnes que celles qui y prennent directement part, alors la transaction revêt un caractère public. Cette distinction entre le privé et le public fondée sur l'observation des conséquences permet de plus à Dewey de formuler une conception originale de l'État : « Quand des conséquences indirectes sont reconnues et qu'il y a un effort pour les régler, quelque chose ayant les traits d'un État commence à exister »⁵⁹, écrira-t-il. Or évidemment, l'État n'apparaît pas spontanément de lui-même, il n'a pas de vie et de volonté indépendantes des individus qu'il contient, il requiert qu'un *public* s'organise pour le créer. Ainsi, pour Dewey, « Le public consiste en

⁵⁷ John Dewey, *Le public et ses problèmes*, Paris : Gallimard, 2005, p. 91.

⁵⁸ *Idem.*

⁵⁹ *Idem.*

l'ensemble de tous ceux qui sont tellement affectés par les conséquences indirectes de transactions qu'il est jugé nécessaire de veiller systématiquement à ces conséquences »⁶⁰. L'État, de par son gouvernement formé de fonctionnaires, est alors l'instrument de ce public organisé et il répond aux besoins variables, à la fois dans l'espace et le temps, de ce public⁶¹.

L'État n'est pas une entité politique fixe issue d'une théorie ou d'idées sanctifiées et établies comme *essence* du concept d'État, il est le fruit d'un public organisé auquel il peut être plus ou moins ajusté et aux besoins duquel il peut plus ou moins répondre. Les publics sont toujours changeants selon les lieux et les époques, leurs besoins le sont donc tout autant. L'État étant le fruit de l'organisation d'un public, toujours conçu en fonction des conséquences indirectes des transactions, il ne saurait être pensé comme une entité fixe que l'on peut juger en fonction de son degré de correspondance à une quelconque théorie magnifiée. L'État est toujours *relatif* au public qui est le sien, les publics étant différents d'un endroit et d'une époque à l'autre, il faut donc légitimement s'attendre à ce qu'il en soit de même pour les États et leurs machines gouvernementales. Par ailleurs, puisqu'un public est historiquement changeant, Dewey considère que la formation des États doit être un processus *expérimental*⁶². Il n'y a pas de hiérarchie des types d'États théoriques, il n'y a que des États plus ajustés à leurs publics que d'autres. « En bref, dira Dewey, l'hypothèse d'après laquelle les publics sont constitués par la reconnaissance des conséquences indirectes, larges et persistantes, de divers actes, rend compte de la relativité des États, alors que les théories qui les définissent en leur attribuant une qualité spécifique d'auteur d'origine causale impliquent un absolu contredit par les faits »⁶³. Il n'y a pas d'État sans public et celui-ci s'enracine toujours dans une réalité

⁶⁰ *Ibid.*, p. 95.

⁶¹ *Ibid.*, p. 114.

⁶² *Ibid.*, p. 115.

⁶³ *Ibid.*, p. 130.

concrète : « l'État pose un sceau formel sur des forces déjà opérantes en leur procurant un canal défini à travers lequel agir »⁶⁴.

Ayant ainsi défini le concept de public et établi l'État comme son mode d'opération coordonné, Dewey peut alors passer à la question essentielle des problèmes du public suite à l'avènement de la grande société. D'abord, pour Dewey, c'est la manière dont la démocratie elle-même s'est développée au cours de la révolution industrielle qui permet d'expliquer les problèmes du public qu'il voit à son époque, et que dans une large mesure nous sommes encore aujourd'hui à même de constater. La démocratie fut instaurée progressivement au pas-à-pas — elle n'a jamais été la finalité d'un grand dessein duquel nous serions aujourd'hui les bénéficiaires — afin de contrecarrer ce que Dewey considère être deux éléments centraux de l'expérience historique des hommes jusqu'alors : il s'agissait d'abord de neutraliser les forces qui liaient « la possession de l'autorité à des facteurs accidentels et non pertinents »⁶⁵, tel le lien de sang; puis de neutraliser la tendance à user du pouvoir politique à des fins essentiellement privées au lieu de finalités publiques⁶⁶. Les débuts de la révolution industrielle ont permis de nouveaux modes d'associations *volontaires* et essentiellement économiques. Puisque ce qui est coutumier et persistant échappe souvent à l'attention, ces nouvelles associations monopolisèrent l'attention et c'est ainsi que « L'individualisme fut une doctrine qui affirmait ce qui était alors central pour la pensée et la motivation »⁶⁷. Toutes formes d'associations non volontaires étaient alors souvent considérées comme étant une entrave à la liberté de l'individu. Parallèlement, la doctrine économique s'est développée avec en son cœur l'idée selon laquelle il existait des lois *naturelles* régissant les activités humaines. Les lois politiques, faites par les hommes, apparaissent alors comme

⁶⁴ *Ibid.*, 153.

⁶⁵ *Ibid.*, p. 169.

⁶⁶ *Idem.*

⁶⁷ *Ibid.*, p. 188.

artificielles, elles devinrent ainsi des obstacles à la liberté authentique de l'homme⁶⁸. C'est donc pour Dewey au cœur de ces deux doctrines, qui évolueront ensemble et seront souvent amalgamées, que se tissent les obstacles aujourd'hui rencontrés par le public : « Les mêmes forces qui ont apporté les formes du gouvernement démocratiques [...] ont aussi apporté les conditions qui font obstacle aux idéaux sociaux et humains requérant l'utilisation du gouvernement comme l'instrument véritable d'un public inclusif et fraternellement associé. "Le nouvel âge des relations humaines" ne dispose d'aucun mécanisme politique digne de lui »⁶⁹.

Également, les institutions démocratiques ont généralement été érigées avant l'avènement des sociétés de masse, si bien qu'afin d'accomplir ce pour quoi elles ont été créées, elles sont souvent rapiécées de manière *ad hoc*, le cas des États-Unis est à ce titre un exemple particulièrement patent. C'est à cette inadaptation des institutions à la société de masse et à l'incapacité corollaire des publics de se reconnaître comme tel et de trouver des canaux d'actions que Dewey impute différents maux de la société de son temps, maux qui nous apparaîtront également être d'une déconcertante actualité. La population, écrit-il, se sent de plus en plus impuissante, l'idée selon laquelle le vrai pouvoir est aux mains des grandes entreprises circule abondamment, à peine la moitié des individus ayant le droit de vote l'exercent et lorsqu'ils le font, ils ont à voter pour des inconnus lointains⁷⁰. Pour Dewey, le public est éclipsé :

Les conséquences indirectes, étendues, persistantes et sérieuses d'un comportement collectif et interactif engendrent un public dont l'intérêt commun est le contrôle de ces conséquences. Mais l'âge de la machine a si considérablement déployé, multiplié, intensifié et compliqué la portée des conséquences indirectes, il a provoqué des liens dans l'action si longs et si rigides (et ce sur une base impersonnelle et non communautaire), que le public qui en résulte ne parvient pas à

⁶⁸ *Ibid.*, p. 191.

⁶⁹ *Ibid.*, p. 198.

⁷⁰ *Ibid.*, p. 208.

s'identifier et à se discerner lui-même. Or cette découverte de lui-même est évidemment une condition préalable de n'importe quelle organisation effective de sa part⁷¹.

Dans ces conditions, la question évidente devient alors de savoir comment parvenir à sortir de ce problème et pour Dewey, c'est par le passage de la grande société à ce qu'il appelle la *grande communauté*. La communication est alors l'élément essentiel à ce passage en ce qu'elle est la condition préalable des interactions et des transactions réellement communautaires. Ce n'est que par les signes et les symboles que les activités, leurs résultats et les conséquences qu'elles engendrent peuvent être évalués, que les actions futures peuvent être discutées et déterminées. La communication permet de contrôler les événements en fonction de ce qui est prévu et *désiré*. La détermination des conséquences désirées apparaît alors être d'une importance capitale, car elle est un peu, pour Dewey, le passage du règne du hasard au règne de la volonté : « Seule solution possible : le perfectionnement des moyens et des modes de communiquer les significations de sorte qu'un intérêt véritablement partagé pour les conséquences des activités interdépendantes puisse donner forme au désir et à l'effort et, de cette façon *diriger l'action* » [nous soulignons]⁷².

La vieille théorie démocratique reposait sur deux faux *a priori*, d'abord l'existence du citoyen omniscient, que Lippmann a très bien critiqué; puis l'idée selon laquelle des élections fréquentes suffiraient à rendre les élus responsables⁷³. Une véritable démocratie du public doit donc pouvoir reposer sur autre chose. Bien sûr, le citoyen omniscient est un mythe et l'idée de pouvoir en créer un est tout aussi absurde, mais puisque les individus sont à la base de toute communauté, et donc de tout public, favoriser un certain cadre de développement apparaît être une voie

⁷¹ *Ibid.*, p. 217.

⁷² *Ibid.*, p. 251.

⁷³ *Idem.*

importante à emprunter. Le nerf de la guerre de toute éducation est essentiellement affaire de création d'*habitudes* jugées bonnes. Les habitudes sont profondément ancrées et se reproduisent allègrement de génération en génération. Ainsi, « la création d'une *tabula rasa* afin de promouvoir un ordre nouveau est si impossible qu'elle réduit à rien à la fois l'espoir des révolutionnaires plein d'entrain et la timidité des conservateurs apeurés »⁷⁴. Ceci étant, cela ne veut pas dire que les choses ne changent pas et que les habitudes sont fixées à jamais; les habitudes changent, bien sûr, mais très lentement. En ce sens, si « la condition pour qu'émerge un public démocratiquement organisé est un type de connaissance et de perspicacité qui n'existe pas encore »⁷⁵, cela ne veut pas pour autant dire que la chose soit impossible.

Également, si bien sûr des conditions non existantes sont impossibles à décrire clairement, il appert cependant que certaines conditions de base peuvent tout de même être établies. D'abord, la liberté de l'enquête sociale et la distribution de ses conclusions doivent être assurées. Or la liberté ne peut être conçue uniquement en terme d'absence d'entraves, légales ou autres : « aucun homme ni aucun esprit n'ont jamais été émancipés par le simple fait d'être laissés en paix. La suppression des limitations formelles n'est qu'une condition négative; la liberté positive n'est pas un état mais un acte qui implique des méthodes et des moyens instrumentaux pour contrôler les conditions »⁷⁶. En d'autres mots, la liberté en son sens positif requiert le déploiement d'une *volonté* ainsi que la présence et l'utilisation des moyens qui sont corollaires à la mise en œuvre des conséquences voulues. L'absence d'entrave à la volonté, sans que celle-ci ne se déploie dans la réalité, n'est donc qu'une seule des faces de la liberté; l'autre face, la liberté positive, étant la mise en pratique et le déploiement concret d'une volonté rendue en partie possible par l'absence d'entrave. C'est ici que le rôle des sciences sociales devient crucial, parce que ce sont elles qui

⁷⁴ *Ibid.*, p. 258.

⁷⁵ *Ibid.*, p. 263.

⁷⁶ *Ibid.*, p. 265.

peuvent donner un réel fondement à l'expression de cette volonté. Par ailleurs, puisqu'une opinion non éclairée ne peut être considérée comme de l'opinion publique, car il est alors difficile de voir comment elle ne tiendrait pas de la manipulation, la communication large et *active* des résultats de l'enquête sociale est essentielle. Suivant les conditions qu'il a établies, Dewey reconnaîtra lui-même la difficulté de faire sortir le public de son éclipse. Cependant, il considère qu'une telle sortie de l'ombre n'est pas impossible, dans la mesure où nous acceptons qu'un tel processus soit inévitablement très lent et progressif.

Ainsi, alors que Lippmann attribue les problèmes de la démocratie à l'absence criante de compétences politiques des masses, Dewey blâme l'inadéquation entre le public et l'État qui empêche le public de se reconnaître comme tel et de s'organiser effectivement, le public serait donc éclipsé. Si la thèse de Dewey peut de prime abord sembler plus nuancée que celle de Lippmann, elle n'est pourtant pas moins radicale dans ses implications. L'intention de Dewey est ici de formuler une analyse pragmatiste d'un problème social et politique devenu d'une importance capitale suite aux leçons tirées de l'expérience de la Première Guerre mondiale au sujet des sociétés de masse et du problème démocratique qu'il en résultait. Ce n'est donc pas « simplement » une thèse sur l'état des démocraties et de leurs publics ou même les germes d'une théorie de l'État que Dewey met de l'avant, c'est aussi la validité d'une approche théorique et ses possibilités d'applications qu'il tente de démontrer. D'abord philosophe de l'éducation, Dewey s'attaque ici à un problème politique en recourant à l'approche pragmatiste dont il était l'une des plus importantes figures. De plus, non seulement le problème auquel il s'attaque est-il particulièrement important et complexe, nous pourrions certainement dire sans trop avoir à nous justifier qu'il est certainement l'un des problèmes les plus importants auxquels les démocraties doivent faire face depuis la révolution industrielle. Ainsi, c'est donc une reconceptualisation complète du rapport social, de l'individu, de la communauté et de l'État que Dewey propose.

Les thèses de Lippmann et Dewey ont été formulées un peu avant l'avènement de sondages d'opinion et celui-ci influencera considérablement la réflexion au sujet de l'opinion publique. Ceci étant, nous verrons dans les prochains chapitres que les sondages, d'une certaine manière, n'auront provoqué qu'une mise de côté temporaire des problèmes soulevés par Lippmann et Dewey. Si Dewey considère que le public est éclipsé, les sondages donneront éventuellement l'impression de sa présence continuelle et active et cette seule impression suffira un temps à laisser de côté les problèmes de la compétence politique soulevés par Lippmann. D'une certaine manière, après un enthousiasme débordant de quelques décennies suscité par les sondages, nous pourrions dire que nous sommes depuis quelques années revenus aux problèmes originels au sujet des fondements de l'opinion publique et de son lien à la démocratie. C'est d'ailleurs fort probablement ce qui explique que les textes de Lippmann et Dewey nous semblent aujourd'hui d'une actualité déconcertante.

CHAPITRE II

L'OPINION PUBLIQUE ET L'AVÈNEMENT DES SONDAGES

Au moment où Lippmann et Dewey publient leurs travaux sur l'opinion publique, la science politique américaine est fortement influencée par les sciences naturelles dont les méthodes sont alors vertement admirées. Les chercheurs en science politique sont ainsi mobilisés dans le projet d'importer ces méthodes afin de les appliquer aux objets d'études des sciences sociales et le problème de la quantification de l'opinion publique devient une préoccupation centrale pour une vaste communauté de chercheurs. Par ailleurs, le contexte américain sera particulièrement propice à l'émergence et à l'utilisation des statistiques à des fins d'analyse sociale. Aux États-Unis, le recensement est une nécessité constitutionnelle depuis 1787 en raison du système électoral américain qui fonde déjà la répartition des sièges des différents États sur leurs populations relatives. Il y aura donc très tôt un grand foisonnement de l'activité statistique, sans qu'il n'y ait réellement d'organe régulateur. Les universités, les centres de recherche et certaines fondations privées voueront un intérêt aux statistiques et auront un impact considérable dans la constitution de la statistique américaine, ainsi que sur les très nombreux débats entourant les pratiques statistiques¹.

Par ailleurs, dès le XIX^e siècle, les journaux américains, motivés entre autres par le mouvement prohibitionniste, mènent des « votes de pailles » (straw polls) et

cette pratique deviendra rapidement populaire au début du XXe siècle. Ces « sondages » maison aux méthodes très variées et qui tentent simplement d'obtenir le plus de répondants possible sans égards à la représentativité statistique de ceux-ci, deviennent courants et les journaux les utiliseront abondamment afin d'augmenter leur tirage. En 1912, le *Farm Journal* débute une série de vote de pailles sur l'élection présidentielle, le journal sera rapidement suivi par le *Literary Digest* et plus tard le *Pathfinder*. Lors de l'élection Présidentielle de 1928, environ 75 votes de pailles seront publiés, la plupart à portée locale². La publication ayant été le plus loin dans cette démarche est très certainement le *Literary Digest* qui utilisera une imposante liste d'abonnés potentiels, principalement constituée d'abonnés au téléphone et de propriétaires d'automobiles. Le *Digest* utilisera cette liste sans cesse croissante — elle aura plus de 20 millions de noms et adresses en 1932 — afin de mener par la poste des votes de pailles sur différents sujets. En 1920, peu avant les conventions de nomination des chefs des deux principaux partis nationaux, le magazine, utilisant une liste d'abonnés au téléphone, envoi par la poste 11 millions de bulletins pré-affranchis afin de connaître le sentiment général de la population à l'égard des candidats potentiels à la présidence. En 1922, plus de 10 millions de bulletins sont envoyés afin de connaître l'opinion de la population au sujet de la prohibition, pas moins de 800 000 bulletins seront remplis et envoyés au journal; l'exercice sera repris en 1930 et 1932. En 1928, le magazine mène un sondage pour couvrir la campagne présidentielle, 18 millions de bulletins seront envoyés en utilisant leur liste constitués d'abonnés du téléphone et de propriétaires d'automobiles. Les résultats prédisent avec justesse la victoire du candidat républicain Herbert Hoover. Finalement, en 1932, le *Digest* envoie près de 20 millions de bulletins et prédit correctement la victoire du démocrate Franklin D. Roosevelt³. Avec toutes ces études, le *Digest* se forgera donc

¹ Alain Desrosières, *La politique des grands nombres : Histoire de la raison statistique*, Paris : La Découverte, 2000.

² Claude Everett Robinson, *Straw Votes: a Study of Political Prediction*, New York : Columbia University Press, 1932.

³ George Horace Gallup et Saul Forbes Rae, *The Pulse of Democracy. The Public-Opinion Poll and how it works*, New York : Simon and Schuster, 1940, p. 41.

une excellente réputation, réputation qui se désintégrera rapidement lors de l'élection présidentielle de 1936 alors que les techniques de sondages fondées sur des échantillons représentatifs seront pour la première fois utilisées. Nous y reviendrons sous peu.

Durant les années 1920, les données de recensements et le développement des techniques statistiques et des méthodes probabilistes permettront de nombreuses innovations en recherche marketing. Ces innovations seront ensuite importées par les chercheurs en sciences sociales et elles commenceront à être utilisées pour étudier l'opinion publique au début des années 1930. Elmo Roper, l'un des premiers analystes de l'opinion publique et pionnier de l'élaboration des techniques du sondage, venait d'abord et avant tout du domaine de la recherche en *marketing*, domaine dans lequel il a fondé à New York sa propre firme de recherche en 1934. Roper, qui s'intéressait aussi beaucoup à l'opinion publique — il a publié de nombreux sondages d'opinion dans la revue *Fortune* — n'a fait qu'importer une technique déjà bien éprouvée dans son domaine d'activité principal⁴. Il publie d'ailleurs en 1935 le tout premier article scientifique sur la méthode des sondages d'opinion publique⁵. George Gallup, quant à lui, a aussi travaillé en *marketing*, entre autres pour aider les chercheurs du domaine à résoudre le problème alors très important de « la connaissance des comportements *réels* du public face à la publicité »⁶. Pour Gallup, ce sont d'ailleurs les avancées de la recherche en marketing qui auront jeté les bases des sondages d'opinion que nous connaissons : « The research methods which this market analysis had built up furnished yardsticks by which surveys of public opinion could be checked »⁷ écrira-t-il. Bien au-delà de l'apport scientifique, le rôle majeur que jouera Gallup dans l'avènement des sondages

⁴ Loïc Blondiaux, *La fabrique de l'opinion. Une histoire sociale des sondages*, Paris : Seuil, 1998, p. 165.

⁵ Elmo Roper, « A New Technique in Journalism », *Fortune*, Juillet 1935, 65. Cité dans : Robinson, Daniel J., *The Measure of Democracy : Polling, Market Research, and Public Life, 1930-1945*, Toronto: University of Toronto Press, 1999, p 47.

⁶ Loïc Blondiaux, *La fabrique de l'opinion*, *op. cit.*, p. 166.

⁷ George Horace Gallup et Saul Forbes Rae, *Op. cit.*, p. 45.

d'opinion publique sera bien davantage de les faire connaître et de les rendre politiquement et scientifiquement légitimes. Il fondera l'*American Institute for Public Opinion* en 1935, alors que la recherche quantitative sur l'opinion publique est en plein foisonnement.

2.1 George Gallup, l'entrepreneur

En 1936, se fondant sur un sondage électoral avec un échantillon représentatif de près de 5000 répondants, George Gallup prédit avec justesse la victoire du démocrate Franklin D. Roosevelt lors de l'élection présidentielle américaine. Le résultat avait par ailleurs surpris tout le monde puisque le très respecté magazine *Literary Digest* prévoyait la victoire écrasante du républicain Alf Landon. Utilisant sa liste d'abonnés au téléphone et de propriétaire d'automobiles, le *Digest* envoie 10 millions de bulletins pré-affranchis desquels plus de deux millions seront remplis et retournés au magazine. Alors l'un des plus importants du pays, le magazine ne survécu pas à cet échec qui constitue aujourd'hui l'exemple par excellence des erreurs d'échantillonnage, les abonnés du téléphone et les propriétaires d'automobiles n'étant évidemment pas représentatifs de la population américaine de l'époque⁸. Prévoir avec justesse le résultat de l'élection avec seulement 5000 répondants, contre plus de 2 millions pour le *Digest*, constituait un coup d'éclat spectaculaire qui allait rapidement rendre célèbre George Gallup, en plus de susciter un vaste engouement pour les sondages d'opinion publique.

En 1940 Gallup, en collaboration avec Saul Forbes Rae, publie *The Pulse of Democracy*, dans lequel il explique et défend les sondages d'opinion publique fondés sur des échantillons représentatifs. Gallup y explique en détail les méthodes statistiques probabilistes et discute de l'importance de la représentativité des

⁸ Peverill Squire, « Why the 1936 Literary Digest Poll Failed », *The Public Opinion Quarterly*, vol. 52, no. 1, 1988, p. 125-133.

échantillons, représentativité beaucoup plus importante que le nombre de répondants au sondage. Il y défend entre autres la méthode d'échantillonnage par quota rendue nécessaire par les difficultés pratiques d'un échantillonnage réellement probabiliste, les taux de réponses variant considérablement d'un groupe social à l'autre⁹.

En plus de l'argumentaire scientifique, fondé essentiellement sur les théories statistiques, Gallup élabore longuement une argumentation visant à démontrer la nature et l'importance démocratiques des sondages. D'abord, pour Gallup, il n'y a pas de différence fondamentale entre les questions d'opinion et les questions d'intention de vote. Ainsi, le fait que les sondages prévoient avec justesse les résultats électoraux démontre également qu'ils disent de manière tout aussi juste l'opinion publique sur les différents enjeux, la prévision des élections constituant donc le test constant de la validité des sondages d'opinion¹⁰. En ce sens, puisque les sondages disent objectivement et scientifiquement l'opinion publique, ils permettent à celle-ci de s'exprimer *entre les élections*, ce qui répond à l'un des plus importants problèmes des démocraties représentatives. Par ailleurs, puisque le simple vote ne permet pas d'enregistrer toutes les nuances dans l'opinion publique, les sondages permettent de comprendre réellement le sens donné par la population au mandat d'un dirigeant politique¹¹. Ils permettent aussi que l'opinion publique ait son mot à dire sur la sélection des candidats qui se présenteront éventuellement devant elle lors de la compétition électorale¹². De plus, ce qui est certainement l'une des fonctions les plus importantes des sondages pour Gallup, il permettent de relativiser la force réelle des groupes de pressions qui clament évidemment toujours avoir l'opinion publique de leur côté¹³. Les sondages permettent donc aux dirigeants et à la population de démasquer les « minorités bruyantes » en donnant l'état réel de l'opinion publique.

⁹ George Horace Gallup et Saul Forbes Rae, *op. cit.*, p. 56-76.

¹⁰ *Ibid.*, p. 219.

¹¹ *Ibid.*, p. 128-133.

¹² *Ibid.*, p. 136.

¹³ *Ibid.*, p. 144.

Si Gallup admet l'existence de « réponses hasardeuses » (snap replies), puisqu'évidemment personne ne peut avoir une opinion sur tout, il tente tout de même d'en réduire la portée. Utilisant comme exemple l'analyse de l'un de ses intervieweurs, Gallup divise l'électorat en trois groupes : la classe positive (positive class), constituée d'une minorité d'individus très informés et opinants; la classe cogitante (pondering class), la vaste majorité des individus moins informés, qui prend cependant la peine de réfléchir un instant aux problèmes soulevés par la question du sondeur avant de répondre; et la classe parasitaire (parasite class), principalement constituée des pauvres, des immigrants et des femmes qui offrent des réponses souvent vides et sans réflexion. Gallup cantonne la classe parasitaire, dont il admet que la dénomination puisse être trop forte, à une très faible minorité de la population. De toute façon, pour Gallup, l'information que nous tirons de ce groupe de personne est aussi très importante :

The answers may be inconsistent and confused, they may reflect the stereotypes of propaganda rather than the results of cool reflection. But surely it is wise to know that such inconsistencies exist, to try to chart the areas in which they are most prevalent, as the first step to knowing how far democratic education has gone and how far it has yet to go in order to complete its work¹⁴.

Par ailleurs, il est tout à fait normal pour Gallup que les sondages d'opinion publique fassent parfois montre d'un manque de cohésion. Se référant aux quatre stades de la démocratie développés par Bryce¹⁵, il dira que ce n'est souvent qu'au dernier stade que l'opinion publique apparaît être claire : « When democracy is 'standing at ease', the polls show indecision; when at the final stages of the conflict, democracy 'stands to attention', they show the crystalized opinions of the mass of the people »¹⁶. Ceci étant, Gallup ne questionne pas l'origine de cette cristallisation des

¹⁴ *Ibid.*, p. 235.

¹⁵ Voir le premier chapitre, p 19.

¹⁶ *Ibid.*, p. 244.

opinions et tente globalement de dépeindre un portrait positif du citoyen moyen qu'il considère étonnamment compétent :

The serious observer of public opinion on scores of issues cannot fail to come away with a feeling of intense admiration for the honesty and the common sense with which an enormous number of ordinary people in all walks of life and at all levels of the economic scale have continued to meet their responsibilities as citizens. He will be profoundly impressed with the grasp of broad principles which voters of all types possess, and with their capacity to adjust themselves to the ever changing movement of events¹⁷.

Bien sûr, Gallup se doit de dire que la vaste majorité de la population est politiquement compétente, comment pourrait-il alors justifier le recours aux sondages pour mesurer une opinion publique qui n'aurait aucune valeur ? Par ailleurs, puisque pour Gallup il ne fait nul doute que les sondages témoignent réellement de l'opinion publique, le débat entourant ces derniers est étrangement semblable aux débats des XVIII^e et XIX^e siècles au sujet de la démocratie. C'est ainsi qu'il parviendra à associer les sondages à l'opinion publique elle-même et à dépeindre les critiques de ces derniers comme étant essentiellement antidémocratiques, puisqu'alors s'opposer aux sondages revient à s'opposer à l'opinion publique elle-même¹⁸.

D'un point de vue strictement scientifique, il apparaît pourtant étonnant que Gallup fasse montre de tant de considération pour la compétence générale de la population. Si, dès le début des années 1940, Gallup est reconnu partout dans le monde pour ses sondages d'opinion publique, il n'en demeure pas moins que l'essentiel de ses activités touche la recherche marketing. Ces recherches, menées par Gallup et ses collègues, mettent au jour l'irrationalité des individus dans leurs choix de consommation et c'est entre autres cette découverte, également fortement

¹⁷ *Ibid.*, p. 287.

¹⁸ *Ibid.*, p. 257-272.

influencée par les travaux de John B. Watson¹⁹, considéré comme le père du béhaviorisme, qui provoquera un changement profond dans les approches publicitaires au courant des années 1920. Les publicités, qui jusqu'alors faisaient appel à la raison du consommateur potentiel en lui décrivant de manière factuelle les avantages d'un produit proposé, commenceront de plus en plus à tenter d'atteindre l'émotivité du consommateur²⁰. En coulisse, Gallup fait montre d'un sexisme qui tranche avec son ouverture et son optimisme affiché : dans un étude privée pour la firme *Young and Rubicam*, Gallup explique les succès du *New York Daily News* par la propension de « whole legions of women to read only the headlines except in the case of a juicy crime story where their interest overcome their mental inertia »²¹.

Également, nous l'avons vu, Gallup admet l'existence d'une « classe parasitaire » — affirmant se servir d'un terme utilisé par l'un de ses employés, ce qui lui permet de rhétoriquement se distancer de la dénomination tout en l'utilisant à son avantage — et argue que les sondages permettent justement de mieux comprendre ce groupe et donc de faire progresser la démocratie. Pourtant les groupes sociaux affiliés à cette classe (les noirs, les femmes, les immigrants et les pauvres) seront systématiquement sous représentés dans les échantillons de Gallup des années 1930 et 1940. Pour justifier cette sous-représentation, Gallup argue que ces groupes sont moins portés à voter et que leur juste représentation dans les échantillons entraînerait des distorsions importantes dans les prévisions de résultats électoraux. Si l'argument peut en effet sembler valable pour les questions d'intention de vote, il apparaît beaucoup plus faible en ce qui a trait aux questions d'opinion. Il apparaît aussi hypocrite, dans de telles conditions, de mettre de l'avant l'idée que les sondages permettent justement de mieux comprendre ces groupes alors que dans les faits, ils

¹⁹ Joëlle Zask, *L'opinion publique et son double, Livre 1*, Paris: Harmattan, 1999, p. 29.

²⁰ Daniel J. Robinson, *The Measure of Democracy : Polling, Market Research, and Public Life 1930-1945*, Toronto : University of Toronto Press, 1999.

²¹ George Gallup, « Newspaper memorandum », 26 février 1936, 4, *Raymond Rubicam copy reasearch data, Young and Rubicam archives*, New York, cité dans Daniel J. Robinson, *Op. Cit.*, p. 49-50.

sont largement ignorés. Jusqu'en 1950, les Noirs ne constitueront en moyenne que 5% des échantillons de l'*American Institute of Public Opinion* alors qu'ils représentaient pourtant 10% de la population. Si leur participation électorale était en effet réduite dans plusieurs États, cela était en grande partie dû à l'existence de lois discriminatoires qui venaient l'entraver²². Compte tenu que la plus faible participation des Noirs ne pouvait pas être associée à une apathie, au désintérêt, ou à une auto-exclusion du processus démocratique, il apparaît difficile de justifier leur sous-représentation dans les échantillons pour les question d'opinion publique, tout comme il est étrange que Gallup, en bon démocrate, ne se soit que si peu intéressé aux intentions de vote de ceux-ci. De plus, en ce qui a trait au vote des femmes, l'argument de la plus faible participation de Gallup ne tient tout simplement pas la route : dès les années 1930, plusieurs études démontrent déjà que le vote féminin est relativement semblable au vote masculin, autant en participation qu'en « compétence », il faudra pourtant attendre 1948 pour que les échantillons de Gallup soient constitués de 50% de répondantes²³.

Ces pratiques ne se limiteront par ailleurs pas au seul cas américain. Daniel J. Robinson démontre que Gallup aura des pratiques similaires lorsqu'il exportera sa méthode au Canada : les francophones, les autochtones, les immigrants et les femmes seront aussi longtemps sous-représentés dans les échantillons²⁴. Au-delà des possibles accusations de racisme et de sexisme, ce qu'il faut surtout voir est que Gallup est d'abord et avant tout un entrepreneur. Son intention est de faire connaître et de rendre populaire sa méthode et la prédiction des résultats électoraux devient alors d'une importance capitale parce qu'elle constitue la seule manière de démontrer la valeur

²² Daniel J. Robinson, *op. cit.*, p. 53.

²³ *Ibid.*, p. 52. Les études mentionnées par Robinson sont : Seba Eldridge, « Public Intelligence: A Study of the Attitudes and Opinions of Voters », *Bulletin of the University of Kansas, Humanistic Studies*, 5, 1, 1936, 1-101, esp. 89; Sophinisba Breckinridge, *Women in the Twentieth Century: A Study of Their Political, Social, and Economic Activities*, New York : McGraw, 1933; Charles Hickman Titus, *Voting Behavior in the United States: A Statistical Study*, Berkeley : University of California Press, 1935.

²⁴ Daniel J. Robinson, *op. cit.*, p. 64-93.

scientifique des sondages. Ainsi, en plus de constituer une formidable publicité pour les sondages d'opinion politique, la prévision des résultats électoraux permet surtout d'établir la crédibilité des recherches marketing qui constituent le pain et le beurre des maisons de sondages. Encore aujourd'hui, suite aux élections générales québécoises, la firme *Léger Marketing* publie généralement dans les journaux une publicité affirmant que, face à ses concurrentes, c'est elle qui s'est avérée être la plus précise dans la prévision des résultats. Que l'affirmation soit vraie ou fautive n'a ici aucune importance, il faut surtout y voir que les élections constituent pour les firmes de sondage une importante vitrine promotionnelle pour leurs produits de recherche marketing.

Ayant fondé la légitimité scientifique des sondages grâce aux prédictions électorales, Gallup tente ensuite d'établir leur légitimité démocratique en élaborant une conception naïve et populiste du rôle de l'opinion publique en démocratie. Ses pratiques laissent pourtant planer de sérieux doutes quant à ses réelles convictions au sujet de la compétence politique des masses et du rôle qu'elles doivent réellement jouer dans les affaires publiques. Pour Loïc Blondiaux, « C'est dans la mesure où l'opinion publique sondagière a pu apparaître à la fois comme *socialement opératoire, scientifiquement acceptable et politiquement légitime*, statut qu'aucune autre définition de l'opinion publique n'avait jusqu'à présent réussi à acquérir, qu'elle a fini par prévaloir »²⁵. Blondiaux démontre que les sondages d'opinion sont le fruit d'une vaste entreprise de négociation et de tâtonnements, empruntant à gauche et à droite divers éléments pour éventuellement former la méthode telle qu'on la connaît aujourd'hui. Ils ont largement été influencés par le contexte de leur échafaudage et très inspirés par la recherche en *marketing*. Afin de rendre socialement légitime la technologie du sondage et pour répondre aux différentes critiques qui leur seront adressées, les défenseurs des sondages élaboreront un

²⁵ Loïc Blondiaux, *La fabrique de l'opinion*, op. cit., p. 186.

discours dont la rhétorique se fondera principalement sur un appel à la science et surtout à la démocratie, dont ils élaboreront une conception particulièrement « populiste ». Assez rapidement, il y aura un rapprochement entre l'industrie naissante du sondage et les universitaires américains qui verront dans le sondage une avenue de recherche prometteuse et s'allieront aux instituts de sondages avec lesquels ils collaboreront, en plus de contribuer eux-mêmes à l'amélioration des techniques du sondage. Ce rapprochement formera une vaste entreprise d'institutionnalisation du champ de recherche par sondage. Progressivement, les sondeurs ont réussi à rendre leur concept d'opinion publique socialement opératoire et à se rendre incontournables quant aux questions d'opinion publique²⁶.

Durant les années qui suivirent, la recherche par sondage se développa rapidement, autant dans les universités que dans le secteur privé. Plusieurs y ont rapidement vu la solution aux problèmes démocratiques générés par l'avènement des sociétés de masse. Enfin, croyaient certains, l'opinion publique pourrait-elle s'exprimer entre les élections, enfin pourrions-nous savoir l'opinion du public sur chacun des enjeux et la politique pourrait-elle être réellement démocratique. Mais après quelques années d'un enthousiasme démesuré, les critiques ne tarderont pas à venir et les limites de la méthode seront démontrées. Une perspective plus nuancée sur les sondages et ce qu'ils permettent en émergera. L'avènement des sondages mènera rapidement à la production de recherches de nature plus empirique, principalement au sujet des comportements électoraux. D'abord l'école de Columbia, qui sera rapidement accusée de déterminisme, puis celle de Michigan qui développera son modèle d'explication des comportements électoraux sur la base des principes d'identification partisane, modèle que nous connaissons aujourd'hui sous l'appellation de « modèle standard ».

²⁶ Loïc Blondiaux, *La fabrique de l'opinion*, op. cit.; Blondiaux synthétise aussi cette histoire complexe des tâtonnements méthodologiques dans : Loïc Blondiaux, « L'invention des sondages d'opinion : expériences, critiques et interrogations méthodologiques (1935-1950) », *Revue française de science politique*, 1991, Vol. 41, no. 6, p. 756-780.

2.2 L'effervescence de la recherche par sondage

Le rôle non négligeable de Gallup, qui aura essentiellement été de populariser les sondages en répondant et en alimentant la demande sociale pour ceux-ci, ne doit toutefois pas nous détourner du fait que l'éclosion puis l'importation des méthodes statistiques en science sociales générera un foisonnement de la recherche universitaire sur l'opinion publique. En 1944, dans un ouvrage désormais célèbre, trois chercheurs de l'Université Columbia publient *The People's Choice*, l'ouvrage sera la première parution de ce qui sera par la suite appelé le modèle de Columbia. L'étude, financée par la fondation Rockefeller et par Elmo Roper, utilise un panel de 600 répondants qui seront questionnés chaque mois de mai à novembre 1940 et quatre groupes tests de 600 répondants qui seront questionnés deux fois, cela afin de suivre l'évolution des intentions de vote entourant l'élection présidentielle américaine de la même année dans le comté de Erie aux États-Unis. Paul F. Lazarsfeld et son équipe y développent un modèle explicatif essentiellement fondé sur les caractéristiques socio démographiques des individus qu'ils appelleront l'indice de prédisposition politique (IPP). L'IPP est constitué de trois variables s'étant dévoilées comme étant déterminantes : le statu socio-économique de l'individu (SES), l'affiliation religieuse (protestant ou catholique) et le lieu de résidence de l'individu (rural ou urbain)²⁷. Ainsi, les auteurs diront que « a person thinks, politically, as he is socially. Social characteristics determine political preference »²⁸. Le vote serait donc le résultat final d'une variété de pressions sociales s'exerçant sur l'individu, qu'il en soit conscient ou non. Ces pressions peuvent bien sûr s'exercer toutes dans le même sens, mais la plupart du temps elles peuvent, à des degrés divers, se faire concurrence et aller en sens contradictoires. C'est ce que les auteurs appelleront les « pressions croisées » (cross pressures). Par exemple, un riche catholique sera considéré comme subissant

²⁷ Paul F. Lazarsfeld, Bernard Berelson, Hazel Gaudet, *The People's Choice. How the Voter Makes up his Mind in a Presidential Campaign*, New York : Columbia University Press, 1948, p. 16-27.

²⁸ *Ibid.*, p. 27.

des pressions croisées parce que son statu socio-économique devrait le porter à voter républicain, alors que son affiliation religieuse devrait le faire pencher vers le parti démocrate. Les individus subissant le plus de pressions croisées d'égaies forces seront alors ceux qui hésiteront et prendront ainsi plus de temps pour faire leur choix. Ceci étant, chez les électeurs qui auront hésité ou qui auront changé d'idée au cours de la campagne, leur vote final ira très majoritairement dans le sens de leur IPP :

For while people hesitate and mediate and imagine that they decide rationally on the better road to take, it would often have been possible to predict at the outset what they would decide to do in the end. Knowing a few of their personal characteristics, we can tell with fair certainty how they will finally vote : they join the fold to which they belong. What the campaign does is to activate their political predispositions²⁹.

Cela nous mène à la seconde conclusion de l'étude : pour l'essentiel, les campagnes électorales ne génèrent pas de nouvelles opinions chez les électeurs, leur principal effet consiste en l'activation de leurs différentes prédispositions déjà existantes. La propagande politique lors des campagnes électorales génère d'abord de l'intérêt qui provoque ensuite une montée de la visibilité des différentes options politiques. L'attention des électeurs augmente donc, mais elle devient aussi de plus en plus sélective durant la campagne, c'est-à-dire que les électeurs auront eux-mêmes tendance à s'exposer de plus en plus à de la propagande politique qui les conforte dans leur choix issu de leurs prédispositions, ce qui mènera ultimement à une cristallisation des votes³⁰. Ainsi, les campagnes électorales auraient trois principaux effets : d'abord l'activation des électeurs initialement indifférents en les poussant à faire un choix allant dans le sens de leur prédisposition; ensuite le renforcement des électeurs partisans en leur fournissant une banque d'arguments confortant leurs choix politiques issus de leur prédispositions; et finalement, la conversion de certains

²⁹ *Ibid.*, p. 73.

³⁰ *Ibid.*, p. 75-86.

électeurs à faire un choix politique contraire à leurs prédispositions. Ceci étant, la catégorie des convertis est largement minoritaire, seulement 8% dans l'étude, et est surtout constituée d'individus subissant de fortes pressions croisées, donc d'individus qui ont souvent de bonnes raisons concurrentes de voter pour l'un ou l'autre des partis³¹. Ainsi, l'électeur qui tente réellement de soupeser rationnellement les différentes options est tellement rare que son existence se rapproche davantage du mythe que de la réalité : « The real doubters — the open minded voters who make a sincere attempt to weigh the issues and the candidates dispassionately for the good of the country as a whole — exist mainly in deferential campaign propaganda, in textbooks on civics, in the movies, and in the minds of some political idealists. In the real life, they are few indeed » écriront les auteurs³².

Le modèle de Columbia tend ainsi à expliquer les comportements électoraux par un fort déterminisme social et l'élément empirique de ce déterminisme sera dégagé dans les relations interpersonnelles, la socialisation des individus au travers des différents groupes sociaux auxquels ils appartiennent, qui sont considérés comme étant les mécanismes centraux par lesquels se forment les comportements politiques. C'est dans *Voting* que ces mécanismes seront analysés plus en détails où l'importance de ce qui sera appelé les *leaders* d'opinion sera explicitée³³. Ces derniers sont des individus plus politisés, plus informés et plus intéressés qui exercent une grande influence sur leur entourage immédiat. En 1955, Eliu Katz et Lazarsfeld développeront à cet effet une thèse voulant que la communication politique soit un processus en deux niveaux, la *two step flow of communication theory*. L'information politique véhiculée par les médias rejoindrait d'abord les leaders d'opinion, puis ces derniers, ayant filtré consciemment ou non cette information en fonction de leurs opinions, la relayeraient ensuite à la population en général par leurs relations

³¹ *Ibid.*, p. 101-104.

³² *Ibid.*, p. 100.

³³ Bernard Berelson, Paul F. Lazarsfeld et William N. McPhee, *Voting: a Study of Opinion Formation in a Presidential Campaign*, Chicago : University of Chicago Press, 1986.

interpersonnelles³⁴. Il ressort des travaux de Columbia une grande homogénéité ainsi qu'une grande stabilité des comportements électoraux des différents groupes sociaux.

Quelques années plus tard, un groupe de chercheurs du *Survey Research Center* de l'Université du Michigan s'attaqueront au modèle de Columbia et mettront de l'avant une approche différente pour étudier les comportements électoraux. Principalement, on accusera le modèle de Columbia d'être déterministe et de ne pouvoir expliquer les changements dans les comportements électoraux, en plus de ne pouvoir réellement s'appliquer pour mener des recherches d'envergures nationales. Se fondant sur des sondages nationaux menés avant et après les élections présidentielles de 1948, 1952 et 1956, l'équipe de l'Université du Michigan publie *The Voter Decides* en 1954³⁵ et *The American Voter*³⁶ en 1960 et son modèle supplantera rapidement le modèle de Columbia pour s'ériger comme étant le modèle dominant de la science politique américaine. L'équipe de Michigan développe un modèle explicatif fondé sur six variables psycho-sociologiques : l'identification partisane, l'intérêt pour les enjeux de l'élection, l'attirance personnelle envers les candidats, le conformisme envers les normes des groupes primaires, la perception de l'efficacité du vote et le sens du devoir civique. Les quatre premières variables stimulent et orientent le vote alors que les deux dernières agissent seulement sur la participation électorale. L'identification partisane, variable au cœur du modèle, est liée à l'auto-identification du répondant et une échelle d'intensité de l'identification sera construite afin de classer les répondants de fortement républicain à fortement démocrate en passant par les indépendants. Il en ira de même pour l'intérêt pour les enjeux et l'attirance envers les candidats, où seront considérées l'orientation (sur

³⁴ Eliu Katz et Paul Lazarsfeld, *Personal Influence: The Part Played by People in the Flow of Mass Communications*, New York : Transaction Publishers, 2005.

³⁵ Angus Campbell, Gerald Durin et Warren E. Miller, *The Voter Decides*, New York : Greenwood Press, 1971.

³⁶ Angus Campbell, Philip E. Converse, Warren E. Miller et Donald E. Stokes, *The American Voter*, Chicago, University of Chicago Press, 1980.

l'enjeu ou le candidat) ainsi que l'intensité de celle-ci. Ce sont ces quatre variables, l'identification partisane en tête, qui permettront d'expliquer le vote.

L'identification partisane constitue un filtre influençant les perceptions des électeurs. Chez l'électeur très politisé, l'identification partisane tend à accroître la cohésion et la stabilité de ses différentes opinions, alors que pour les personnes très peu politisées, l'identification partisane constitue souvent le seul repère leur permettant de se positionner politiquement. Par ailleurs, le contexte de l'élection joue aussi un rôle important dans le modèle. Les auteurs distinguent trois types d'élections, les élections de maintien caractérisées par un vote en concordance avec l'identification partisane des électeurs; les élections déviantes lors desquelles l'effet d'un enjeu ou d'un candidat a été assez important pour faire dévier momentanément les électeurs de leur identification partisane habituelle; et finalement les élections de réaligement qui témoignent de changements profonds et durables dans l'identification partisane des électeurs. Ainsi, si l'identification partisane s'explique principalement par différents facteurs sociaux, la décision du vote elle-même, bien que généralement assez stable, peut varier et s'expliquer par différents facteurs qui peuvent se voir comme un « tunnel de causalité ». Les caractéristiques sociales de l'individu et de son milieu de socialisation expliquent son identification partisane, qui influencera à son tour la perception politique. Finalement, le contexte propre à une élection pourra aussi influencer le choix final du vote.

Ainsi, à de nombreux égards, le modèle de Michigan n'apparaît pas radicalement différent du modèle de Columbia et nous pourrions dire que d'une certaine manière, il en constitue plutôt une évolution qu'une réelle remise en cause. Également, si l'on peut dire que le modèle de Michigan ne sera réellement « complet » qu'avec la parution de *The American Voter* en 1960, il est important de remarquer que la mort du modèle de Columbia est pourtant consacrée bien avant cela. À cet égard, John Dryzek défend une thèse particulièrement intéressante d'un point

de vue historique : le rejet du modèle de Columbia au profit de celui de Michigan ne s'explique pas tant par des raisons scientifiques que par des raisons d'ordre politique³⁷. En 1952, le *Committee on Political Behavior*, le principal organe d'attribution des fonds octroyés par différents donateurs dont la fondation Rockefeller et la corporation Carnegie, accorde d'importants fonds de recherche aux chercheurs de l'Université du Michigan, largement au détriment du groupe dirigé par Lazarsfeld. Pourtant, à ce moment, aucune raison scientifique ne justifiait le rejet du modèle de Columbia et aucune des deux écoles n'était réellement meilleure que l'autre pour expliquer le changement des décisions électorales d'une élection à l'autre.

En fait, la critique principale des chercheurs de Michigan vise le déterminisme de l'approche de Columbia. En 1948, Morris Janowitz et Warren Miller, des chercheurs de Michigan, tenteront à cet égard d'invalidier l'IPP développé par Lazarsfeld³⁸. Or, selon Dryzek, leur critique est illégitime pour trois raisons. D'abord, elle insinue que Lazarsfeld affirmait que l'IPP pouvait être généralisé à l'ensemble de l'électorat américain alors qu'il affirmait lui-même qu'une telle généralisation ne pouvait être faite³⁹. Par ailleurs, Janowitz et Miller affirment que lors de l'élection de 1948, l'IPP ne permettait de prédire que 6 votes sur 10, ce qui s'approche largement du hasard. Or, les auteurs négligent de dire que cela inclut les individus subissant des pressions croisées et que l'indice performe beaucoup mieux aux extrêmes, chez les individus subissant peu ou pas de pressions croisées⁴⁰. De plus, l'échantillon de cette étude de 1948 est très petit et l'étude n'était pas initialement destinée à l'analyse électorale, donc techniquement faible. Dryzek dira par ailleurs que « It is clear that in

³⁷ John S. Dryzek, « Opinion research and the counter-revolution in American political science », *Political studies*, vol. XL, 1992, p. 679-694.

³⁸ Morris Janowitz et Warren E. Miller, « The Index of Political Predisposition in the 1948 Election », *The Journal of Politics*, vol. 14, no. 4, 1952, p. 710-727.

³⁹ John S. Dryzek, *op. cit.*, p. 683.

⁴⁰ *Ibid.*, p. 684.

1948, the only year in which both operations carried out major political surveys, the BASR was undertaking far better technical work than the SRC »⁴¹.

Dans ces conditions, on ne peut pas dire que le modèle de Michigan — qui par ailleurs n'était même pas encore complètement développé — invalidait d'une quelconque manière les travaux de Columbia ou qu'il permettait d'expliquer des phénomènes jusqu'alors impossibles à expliquer, ce qui aurait constitué une justification scientifique de sa victoire rapide. Les raisons de cette victoire sont donc ailleurs et pour Dryzek, elles sont principalement d'ordre politique : « The BASR, successfully stigmatized as social determinists by their rivals, offended US liberals not because their voters were ignorant but because these voters were under the sway of groups. Not just any groups : socioeconomic status, a thin disguise for social class, proved central »⁴². Dans le contexte politique américain de l'époque, un déterminisme de classe sociale apparaissait comme étant particulièrement dangereux pour les fondements de la démocratie libérale auxquels les membres du *Committee on Political Behavior* sont profondément attachés⁴³. Au final, écrira Dryzek, « Michigan delivered the goods for liberal democracy, if not quite in the way the Committee on Political Behavior hoped. Its voters proved no more competent than those of the BASR but their incompetence was a matter of social psychology, not social class »⁴⁴. Si les chercheurs pouvaient s'étonner du peu de compétence politique dont faisaient montre les citoyens dans leurs recherches, il n'en demeure pas moins que la théorie démocratique et le système politique américain ne s'attendent en fait à rien de moins des citoyens. Ainsi, qu'ils en aient conscience ou non, les résultats des chercheurs de Michigan venaient en fait largement corroborer la théorie démocratique libérale. L'important article de Philip E. Converse, publié en 1964, conclut à ce titre que la

⁴¹ *Idem.*

⁴² *Ibid.*, p. 686.

⁴³ *Ibid.*, p. 688.

⁴⁴ *Ibid.*, p. 689.

vaste majorité de la population n'a pas de réelles idées politiques. En termes plus techniques, il écrira que :

[...] as one moves from elite sources of belief systems downwards on such an information scale, several important things occur. First, contextual grasp of 'standard' political belief systems fades out very rapidly, almost before one has passed beyond the 10% of the American population that in the 1950s had completed standard college training. Increasingly, simpler forms of information about 'what goes with what' (or even information about simple identity of objects) turn up missing. The net result, as one moves downward, is that constraint declines across the universe of idea-elements, and that the range of relevant belief systems becomes narrower and narrower. Instead of a few wide-ranging belief systems that organize large amounts of specific information, one would expect to find a proliferation of clusters of ideas among which little constraint is felt, even, quite often, in instances of sheer logical constraint⁴⁵.

Pour toutes sortes de raisons, la vaste majorité de la population ne serait donc pas à même de comprendre réellement l'univers politique et de former un système de croyance stable et minimalement cohérent selon les standards des individus les mieux informés. L'importance de l'article de Converse ne réside pas tant dans la découverte de ce fait, mais plutôt dans la découverte de l'étendue de cette faible sophistication politique des citoyens.

Ailleurs qu'aux États-Unis, la recherche sur l'opinion publique ne connaîtra pas le même essor. Comme nous l'avons dit en introduction à ce chapitre, l'avancement des appareils statistiques américains y est évidemment pour quelque chose, mais la conception de l'opinion publique y est aussi pour beaucoup. Lorsque Jean Stoetzel crée l'Institut français de l'opinion publique en 1938, il ne se heurte pas seulement au peu de données socio-démographiques alors disponibles en France,

mais aussi à une conception de l'opinion publique réfractaire à l'opinion publique sondagière et peu enthousiaste face à cette nouvelle technique⁴⁶. Cela nous permet donc de comprendre aussi que le contexte intellectuel américain de l'époque n'est pas étranger à l'effervescence de la recherche sur l'opinion publique.

Bien que totalement oublié dans la littérature, l'apport théorique de Stoetzel, principalement issu de sa thèse de doctorat publiée en 1943, est pourtant considérable. D'abord, pour Stoetzel qui a étudié aux États-Unis, les opinions, bien qu'elles soient qualitatives, ont aussi une nature quantitative, en ce sens qu'elles sont toujours graduées les unes par rapport aux autres, ce qui permet de construire des échelles d'opinions et d'analyser les opinions quantitativement⁴⁷. Par ailleurs, si les individus ont effectivement des opinions inconsistantes, il y a quand même une consistance dans la position générale d'un individu. En ce sens, une réponse singulière est peu importante, ce qui compte c'est la « moyenne » des opinions exprimées. Cette consistance, au niveau plus global, peut se comprendre grâce au concept d'attitude qui correspond à la moyenne globale des opinions exprimées par un sujet. Ainsi, Stoetzel en arrive à une définition opérationnalisable du concept d'opinion, elles sont les manifestations des attitudes qui elles sont assez stables et peuvent être évaluées objectivement. Pour Stoetzel, une opinion ne peut se comprendre que par rapport au contexte dans lequel elle a cours. En ce sens, il faut utiliser des *échelles d'opinions*, ce qui nous permet de situer chaque individu par rapport aux autres et aussi d'avoir une vue globale qui sera représentable dans des distributions typiques. Ces distributions typiques pourront avoir plusieurs formes, si l'on est en présence d'une distribution normale, nous sommes en présence d'une répartition au hasard des différentes opinions et nous avons donc obtenu des opinions privées. Par contre, lorsque nous sommes devant une distribution en J, ou en double J

⁴⁵ Philip E. Converse, « The nature of belief systems in mass publics », In David E. Apter (ed.) *Ideology and Discontent*, p. 207-261, New York: Free Press, 1964, p. 213.

⁴⁶ Loïc Blondiaux, *La fabrique de l'opinion*, op. cit.

⁴⁷ Jean Stoetzel, *Théorie des opinions*, Paris : Presses universitaires de France, 1943, p. 30.

(ce qui reviendrait à deux distributions en J si nous décomposons le groupe hétérogène en deux groupes homogènes), nous sommes en présence d'une opinion publique. Ainsi, s'inspirant de Gabriel Tarde, Stoetzel dira que « En réalité, il faut entendre par opinion publique le sentiment dominant au sein d'une certaine communauté sociale, accompagnée plus ou moins clairement, chez les sujets, de l'impression que ce sentiment leur est commun »⁴⁸. Les distributions en J témoignent d'un facteur de conformité, qu'il soit interne ou externe, qui porte les sujets d'un groupe social à camper majoritairement dans une direction⁴⁹.

Également, la nature de l'opinion étant psycho-sociale, il y a, chez les sujets, coexistence de l'opinion publique et de l'opinion privée, et cela est problématique parce que certains sujets pourront répondre aux problèmes par une opinion privée, alors que d'autres le feront avec leur opinion publique, ce qui fera en sorte que les réponses ne seront pas comparables sur une échelle d'opinion⁵⁰. Il faut donc tenir compte de cela lorsque, éventuellement, nous en viendrons à l'élaboration des questionnaires. Ceci dit, quant à savoir s'il y a une certaine cohérence dans les opinions des individus, Stoetzel, se référant à Lippmann, fait une nette différence entre les opinions et ce qu'il appelle les verbalismes, qui correspondent à des attitudes stéréotypées. Il y a cependant des opinions profondes et indépendantes, c'est-à-dire « de grands principes communs commandant et dominant la pensée des opinions »⁵¹. Toujours dans la lignée de Lippmann, Stoetzel dira que :

Les stéréotypes sont l'essence de l'opinion publique. Les incohérences dans les opinions individuelles proviennent de ce que l'on accepte aveuglément, d'où qu'ils viennent, les clichés,

⁴⁸ *Ibid.*, p. 147.

⁴⁹ *Ibid.*, p. 149.

⁵⁰ *Ibid.*, p. 169. Remarquons ici que Stoetzel est pleinement conscient du problème qui sera plus tard soulevé par Pierre Bourdieu alors que, dans son célèbre texte « L'opinion publique n'existe pas », ce dernier parlera du problème des réponses éthiques et des réponses politiques dans les sondages d'opinion. Il est par ailleurs étonnant de ne voir aucune référence à Stoetzel dans ce texte, tout comme il est étonnant de ne voir que très peu de références à Stoetzel dans la littérature sur le sujet, ne serait-ce que dans la littérature francophone.

⁵¹ *Ibid.*, p. 195.

les formules toutes faites, suggérées par les différents groupes sociaux auxquels on appartient. Lorsque le sujet, pour des raisons multiples et qui seront à étudier séparément, est capable d'une pensée personnelle, les opinions produites par cette pensée tendent, au moins dans une certaine mesure, à la systématisation⁵².

Par ailleurs, c'est par la socialisation que se forment leurs opinions et attitudes. C'est le milieu de vie, son éducation, les groupes sociaux dans lesquels il vivra qui seront les déterminants les plus importants des opinions d'un individu. Les attitudes sont conditionnées par l'attente et le jugement social du groupe d'appartenance. Ces déterminations externes seront conjuguées à différents mécanismes psychologiques qui mèneront aux différentes conduites des individus⁵³. Stoetzel énonce d'abord le *mécanisme d'habitude*, qui pousse l'individu à faire l'économie de la création de conduites nouvelles en réutilisant les conduites antérieures qui ont réussi. Le *mécanisme d'intégration* qui consiste en « la systématisation des expériences individuelles en une 'expérience' unifiée »⁵⁴, c'est-à-dire que l'individu cherchera à systématiser ses différentes expériences pour se forger une histoire de vie suivant une certaine logique. Le *mécanisme de différenciation*, qui est l'inverse du mécanisme d'intégration et qui consiste en une spécialisation, donc à se différencier des autres. Le *mécanisme de rationalisation* par lequel l'individu cherche à présenter sa conduite comme étant rationnelle, ce à lui-même et aux autres. Finalement, l'un des mécanismes les plus intéressants, le *mécanisme d'adoption*, qui consiste à adopter les stéréotypes existants dans un groupe social, adoption que Stoetzel appelle la *stéréotypie* : « La stéréotypie est donc le processus par lequel un individu, se sentant attaché à un groupe social, et opposé aux hors groupes, produit ses opinions en accord avec les thèmes stéréotypés en honneur dans le groupe, et qui l'opposent aux hors groupes »⁵⁵, parce que « partager les préjugés d'un groupe, ce n'est pas autre chose

⁵² *Ibid.*, p. 199.

⁵³ *Ibid.*, p. 291.

⁵⁴ *Ibid.*, p. 295.

⁵⁵ *Ibid.*, p. 313.

que manifester son affiliation à ce groupe »⁵⁶. Le résultat de la socialisation donne la personnalité socialisée, le *socius*, l'homme moyen. Le mécanisme de socialisation est si fort que même ceux que nous pourrions appeler les atypiques se regroupent entre eux pour socialiser⁵⁷. Cependant, l'être humain, dira Stoetzel, n'est pas pour autant une machine déterminée. Avec beaucoup d'effort et de maturité, un individu peut en arriver à se construire une pensée personnelle. Or peu le font réellement, et ceux qui le font ne le font généralement que sur quelques sujets particuliers. C'est ce qui fait en sorte que la portée explicative des théories des déterminations externes, comme le modèle de Columbia, est souvent grande. Cependant, Stoetzel tient à mettre au clair que les individus, bien que soumis à de nombreuses pressions externes, conservent la possibilité de s'extirper de ces pressions.

S'il peut être aisément compris que l'apport théorique de Stoetzel ait été largement négligé dans la littérature anglophone, il n'en demeure pas moins extrêmement étonnant qu'il en ait été de même dans la littérature francophone. C'est dire à quel point le contexte de réception de cette thèse pourtant extrêmement complète et novatrice aura ici été crucial. À ce moment, la science politique et la société françaises n'étaient tout simplement pas réceptives à de tel travaux. Ceci étant, l'outil premier des travaux que nous venons d'évoquer demeure le sondage d'opinion publique et cet outil sera rapidement critiqué. Nous verrons donc rapidement les principales critiques qui ont été adressées et nous verrons en quoi elles convergent toutes sur le problème de la compétence politique des citoyens.

2.3 Les critiques des sondages

Herbert Blumer sera l'un des premiers à critiquer les sondages d'opinion. Dès 1948, il écrira que le principal problème des sondages est que le concept d'opinion

⁵⁶ *Ibid.*, p. 312.

⁵⁷ *Ibid.*, p. 315.

publique n'y a jamais été isolé en tant qu'objet d'étude, si bien que les sondeurs étudient un objet qu'ils demeurent incapables de circonscrire⁵⁸. Pour Blumer, une société est formée de divers groupes aux pouvoirs et aux intérêts différents et ne peut donc pas être pensée comme une simple agrégation d'individus⁵⁹, critique que formulera aussi Bourdieu⁶⁰. Ces groupes agissent socialement via les canaux qui leur sont accessibles afin d'influencer en leur faveur les décisions de « ceux qui décident », c'est-à-dire d'influencer les « individus clés » (*key individuals*). Ces individus clés sont confrontés, avant leur prise de décision, à tous ces groupes aux divers intérêts qui se manifestent devant eux afin de les influencer. Ces décideurs sont donc partie prenante du processus en ce qu'ils « arbitrent » entre les différents intérêts afin de prendre une décision⁶¹. Finalement, pour Blumer : « the formation of public opinion does not occur through an interaction of disparate individuals who share equally in the process »⁶². L'opinion publique s'érige plutôt dans les diverses interactions sociales, lesquelles sont entre autres structurées par l'inégalité du pouvoir d'influence sur les décideurs qui doivent être influencés. Ainsi, le sondage d'opinion publique, en plus de traiter la société comme une simple agrégation d'individus atomisés, tend à construire une opinion publique à partir d'individus non mobilisés qui dans la réalité ne participent d'aucune manière à son élaboration⁶³.

En 1962 Jürgen Habermas publie un important ouvrage qui ne vise pas directement les sondages eux-mêmes, mais dont la thèse centrale viendra néanmoins remettre en question leur usage. Dans *L'espace public*, il analyse la sphère publique bourgeoise qui s'est constituée sur la base des anciens rapports féodaux à partir du XVIIe siècle. Dans l'État constitutionnel de type libéral se forme donc cette sphère

⁵⁸ Herbert Blumer, « Public opinion and public polling » *American sociological review*, vol. 13, 1948, p. 542.

⁵⁹ *Ibid.*, p. 544.

⁶⁰ Pierre Bourdieu, « L'opinion publique n'existe pas », *Question de sociologie*, Paris : Les éditions de minuit, 1984, p. 231.

⁶¹ Herbert Blumer, *op. cit.*, p. 544.

⁶² *Idem.*

⁶³ *Ibid.*, p. 546.

publique bourgeoise dans laquelle les individus privés font un usage public de la raison, que ce soit dans les cafés, dans les salons ou dans de petits groupes de bourgeois érudits. L'opinion publique est alors ce qui se passe et se dit dans ces discussions entre personnes privées faisant un usage public de leur raison. La sphère publique bourgeoise est en ce sens structurée par un principe de publicité, c'est-à-dire opposée au « secret », principe par lequel on rend publiques ses propres opinions tout en portant en commun un regard critique sur la gestion des affaires publiques. Or, nous dira Habermas, l'évolution du capitalisme mènera à une dissolution progressive de cette sphère publique bourgeoise et par conséquent à une désintégration de l'opinion publique. L'évolution du capitalisme et l'industrialisation croissante rendront de plus en plus difficile le maintien d'une barrière étanche entre le privé et le public, la gestion de l'entreprise, par exemple, d'abord l'affaire privée du bourgeois, deviendra affaire publique, entre autres grâce aux différents mouvements syndicaux. Dès lors, le principe de publicité est aussi transformé : « la publicité signifiait autrefois démystifier la domination politique devant le tribunal d'un usage public de la raison; la publicité d'aujourd'hui se contente d'accumuler les comportements-réponses dictés par un assentiment passif »⁶⁴. Habermas dira donc que, passant d'un État libéral à un État-social, il y a « re-féodalisation » de la sphère publique en ce sens qu'au lieu d'être le lieu du développement d'une critique au sein du public, la sphère publique du capitalisme avancé est « une cour *devant* le public de laquelle un prestige est mis en scène »⁶⁵. En ce sens, ce que nous appelons aujourd'hui l'opinion publique est, selon Habermas, une opinion non publique en ce qu'elle n'est pas le fruit d'un usage public de la raison de la part de personnes privées, mais simplement le résultat d'une manipulation sociale suivant des techniques psycho-sociologiques⁶⁶.

⁶⁴ Jürgen Habermas, *L'espace public*, Paris : Payot, 1978, p. 203.

⁶⁵ *Ibid.*, p. 209.

⁶⁶ *Ibid.* p. 225.

Aux deux formes de publicité correspondent deux types spécifiques de comportement du public, l'opinion publique et l'opinion non-publique. L'État moderne fondant sa légitimité sur le peuple souverain qui s'exprime par l'opinion publique, il faut que cette opinion publique soit à la source des décisions pour que la démocratie moderne ait une véritable substance. Face à ce problème, Habermas dégage deux voies possibles pour l'opinion publique. D'abord le libéralisme qui promeut l'activité d'une certaine élite débattant des problèmes, on y choisit donc la rationalité au détriment de l'universalité; ou encore la voie institutionnelle, principalement les partis politiques, mais alors « l'opinion non-publique ne devient 'publique' qu'après avoir été reformulée par des partis »⁶⁷. C'est donc dire que le peuple n'est pas véritablement en mesure de jouer un vrai rôle politique sans médiation, soit par des élites ou par les partis politiques, qui, nul n'est besoin de le mentionner, sont eux aussi dirigés par des élites. Dès lors, dans la sphère publique contemporaine, nous n'assistons plus à l'usage public de la raison faite par des personnes privées, c'est-à-dire à l'opinion publique, mais plutôt à la manipulation des opinions non-publiques du public vassalisé. Dans ces conditions, les sondages n'apparaissent donc nullement comme étant un outil de dévoilement de l'opinion publique, mais simplement comme un instrument d'enregistrement de l'impact de la manipulation politique.

Ceci étant, la critique de la méthode sondagière qui aura le plus d'impact sera certainement celle de Philip Converse, qui, dans la foulée de son texte de 1964⁶⁸, remet clairement en question la qualité et la signification des réponses offertes par les répondants aux sondages⁶⁹. Il reconnaît d'emblée le problème des réponses « hasardeuses » et il estime en effet que l'on surestime trop souvent la compétence politique du public lors de l'élaboration des questionnaires et que de telles questions

⁶⁷ *Ibid.*, p. 234.

⁶⁸ Philip E. Converse, « The nature of belief systems in mass publics », *op. cit.*

⁶⁹ Phillip E. Converse, « Nouvelles dimensions de la signification des réponses dans les sondages sur les opinions publiques », *Revue internationale des sciences sociales*, vol. 16, no. 1, 1964, p. 22-38.

mènent inévitablement à des réponses qui ne veulent strictement rien dire et se répartissent au hasard dans les différents choix de réponses offerts. Ceci dit, puisque ces réponses non significatives se répartissent au hasard, il est mathématiquement possible de les isoler des réponses significatives. Tentant ensuite de voir si l'opinion publique dépouillée des réponses non significatives est bien reflétée par les décisions des élites politiques, il constatera des corrélations très fortes entre l'opinion publique ainsi « nettoyée » et les décisions politiques.

Dans *L'opinion publique n'existe pas*, Pierre Bourdieu s'attaque non pas au concept d'opinion publique en tant que tel, mais au concept d'opinion publique tel que soutenu dans le sondage d'opinion. L'un des problèmes est principalement que le sondage d'opinion contraint les répondants à répondre à des questions qu'ils ne se sont pas posées⁷⁰, les sondeurs répondant allègrement à la demande de leurs clients en posant des questions qu'eux seuls se posent⁷¹. Aussi, ces questions posées par des spécialistes de science politique s'adressent pour la plupart à des non-spécialistes ayant des niveaux de compétence et de compréhension du politique complètement divers. En ce sens, non seulement une question jugée pertinente par l'enquêteur peut apparaître tout à fait hors propos aux yeux d'un répondant, mais surtout, ce répondant ne répondra pas nécessairement à la question que croit lui poser l'enquêteur⁷². Aux yeux de Bourdieu, il y a deux principes à partir desquels on peut engendrer une réponse politique, la compétence politique, qui permet au répondant de reconnaître la question comme politique et de répondre en utilisant les catégories propres au politique; et l'*éthos* de classe, qui renvoie à « un système de valeurs implicites que les gens ont intériorisé depuis l'enfance et à partir duquel ils engendrent des réponses à des problèmes extrêmement différents »⁷³ et qui donne lieu aux réponses éthiques.

⁷⁰ Pierre Bourdieu, « L'opinion publique n'existe pas », *op. cit.*, p. 226.

⁷¹ Pierre Bourdieu, « Le sondage, une "science" sans savants » *Choses dites*, Paris : Les éditions de minuit, 1987, p. 219.

⁷² Pierre Bourdieu, « L'opinion publique n'existe pas », *op. cit.*, p. 226.

⁷³ *Ibid.*, p. 228.

Ainsi, lorsqu'on lui impose de répondre à une question politique, le répondant ne disposant pas des compétences politiques nécessaires pour la repérer comme politique risque soit de ne pas répondre ou d'engendrer une réponse éthique, l'enquêteur quant à lui interprétera cette réponse éthique comme étant politique. Le problème consiste donc en une imposition de problématique « qui résulte du fait que les questions posées dans une enquête d'opinion ne sont pas des questions qui se posent réellement à toutes les personnes interrogées et que les réponses ne sont pas interprétées en fonction de la problématique par rapport à laquelle les différentes catégories de répondants ont effectivement répondu »⁷⁴. Bourdieu s'attaque également à la fonction sociale que l'on fait remplir aux sondages d'opinion, ou à tout le moins à la réalité sociale dont ils témoignent. Bourdieu cherche ici à montrer que le langage qui est considéré comme politiquement légitime, c'est-à-dire symbolique et abstrait, n'est maîtrisé que par une faible partie de la population, en l'occurrence la classe dominante, la seule à avoir accès au capital symbolique nécessaire à l'acquisition et à l'intériorisation de ce langage. En plus d'ignorer les non-réponses qui témoignent en elles-mêmes du problème, la méthode du sondage, en proposant des réponses déjà formulées, surestime la probabilité que les répondants aient une opinion. On tient ainsi pour acquis que tous ceux qui ont répondu « dans les normes » soient véritablement habilités à produire d'eux-mêmes l'opinion sélectionnée. Or justement, Bourdieu nous dira qu'il n'en est rien, la maîtrise de deux catégories de langage est nécessaire, la catégorie politique, seule qui mène au discours reconnu comme légitime politiquement, et la catégorie de la pratique quotidienne⁷⁵. Ce sont là deux modes de production du discours diamétralement opposés. En ce sens, en ne recueillant que le discours de façade – c'est-à-dire l'opinion déjà formulée — et en oblitérant systématiquement le mode de production du discours qui a produit « l'opinion » en l'interprétant comme relevant nécessairement de la catégorie politique, le politologue, au lieu de procéder à une véritable analyse des réponses qu'il

⁷⁴ *Ibid.*, p. 230.

⁷⁵ Pierre Bourdieu, « Les doxosophes » *Minuit*, 1, 1972, p. 35.

obtient, ne fait que reproduire la domination symbolique de la classe d'experts dont il fait partie⁷⁶. Par conséquent, les réponses obtenues sont *artefactuelles* parce que produites par l'instrument qu'est le sondage plutôt que par la réalité de l'opinion⁷⁷.

Ainsi, toutes ces critiques touchent, d'une manière ou d'une autre, à la question de la compétence politique. Blumer considère que les réponses obtenues dans les sondages sont artificielles parce que produites par des individus non mobilisés et n'ayant pas une réelle importance dans la formation de l'opinion publique. Bourdieu nous mène plus directement au problème de la compétence politique. Également, Habermas défend un concept d'opinion publique extrêmement exigeant. Cette opinion publique implique une érudition, un usage de la raison et un processus de délibération de la part des personnes privées. Face à des sondeurs comme Gallup, pour qui l'opinion publique consiste simplement en ce que disent les sondages, les critiques que nous venons de voir impliquent une conception elle aussi très exigeante de l'opinion publique. Si la principale critique de Bourdieu se fonde sur l'incompétence politique de la vaste majorité de la population, ce n'est pas tant pour nous dire que « l'opinion publique n'existe pas », mais plutôt pour dire d'arrêter de la chercher *là où elle n'existe pas*. C'est donc dire que la critique de Bourdieu implique elle aussi un concept d'opinion publique « exigeant ». Blumer quant à lui insiste sur l'importance du positionnement social et de la mobilisation des acteurs qui font valoir une opinion, c'est donc dire que l'opinion publique n'est pas l'affaire de tous, même si tous peuvent éventuellement en faire partie, s'ils se mobilisent. Ceci étant, comme nous l'avons déjà dit, la thèse qui aura le plus d'échos pour l'ensemble de la recherche sur l'opinion publique est certainement celle de Converse. Ce dernier ne critique pas *directement* l'instrument du sondage, mais plutôt les analyses simplistes qui surestiment le niveau de sophistication politique de la population. En fait, ce sont les sondages eux-mêmes qui ont permis de définitivement sortir de cette

⁷⁶ *Ibid.*, p. 43.

⁷⁷ Pierre Bourdieu, « Le sondage, une "science" sans savants », *op. cit.*, p. 220.

illusion : « The illusion that such people [les individus très sophistiqués politiquement] are the full public is one that the democratic sample survey, for better or for worse, has destroyed »⁷⁸.

2.4 La grande désillusion

Ainsi, alors que les sondages ont initialement généré un grand enthousiasme, à la fois scientifique et démocratique, on peut dire que celui-ci s'est rapidement estompé. Les recherches menées par Lazarsfeld à l'université Columbia ont dévoilé un électeur peu compétent politiquement et l'électeur décrit par le modèle de Michigan n'est pas réellement différent à cet égard. Par ailleurs, nous avons aussi vu que les principales critiques des sondages ont toutes pour point commun de critiquer le fait que ceux-ci surestiment la compétence et l'implication politique des citoyens ordinaires. Dans les années 1970, certains auteurs ont tenté de démontrer que les thèses de Michigan ne valaient que pour les années 1950 et que le niveau de sophistication des électeurs a augmenté entre autres en raison de la hausse générale du niveau d'éducation ainsi de que l'arrivée de nouveaux enjeux politiques particulièrement mobilisateurs⁷⁹. Ceci étant, si ces thèses ont certainement leur mérite, elles n'auront pas résisté à la critique⁸⁰. L'accumulation sans cesse croissante des démonstrations de l'incompétence politique généralisée sera d'ailleurs considérée par David M. Ricci comme la tragédie de la science politique, les politologues étant divisés entre leur attachement aux valeurs de la théorie démocratique libérale et les résultats de leurs travaux⁸¹. Également, pour Ricci, cette désillusion démocratique s'accompagne aussi d'une désillusion scientifique. La conception de la science aux

⁷⁸ Philip E. Converse, « The nature of belief systems in mass publics », *op. cit.*, p. 227.

⁷⁹ Norman H. Nie, John R. Petrocik et Sidney Verba, *The Changing American Voter*, New York : Harvard University Press, 1976.

⁸⁰ Voir principalement : Eric R. A. N. Smith, *The Unchanging American Voter*, Berkeley : University of California Press, 1989.

⁸¹ David M. Ricci, *The Tragedy of Political Science: Politics, Scholarship, and Democracy*, New Heaven : Yale University Press, 1987.

États-Unis avait été principalement influencée par Dewey et Karl Popper, qui tous deux proposaient une conception progressiste et incrémentale de la science. Cette conception était également appliquée à la démocratie pour former ce que Ricci nomme la « mid-century liberal matrix ». Cette matrice de fond de la pensée politique et scientifique américaine, qui avait jusqu'alors permis de concilier avec optimisme les résultats de la recherche en science politique avec les idées progressiste liées à la démocratie libérale, sera éventuellement ébranlée à la fois politiquement et scientifiquement. Dans les années 1960, conjuguées à différentes crises d'ordre politique comme la question de la guerre du Vietnam ou celle des droits civiques, les thèses de Thomas Kuhn dans *La structure des révolutions scientifiques* viendront grandement fragiliser cette matrice libérale à l'intérieur de laquelle les politologues analysaient le monde politique⁸². Cette grande désillusion rendra nécessaire un retour à la recherche plus théorique sur l'opinion publique, qui se fera sentir surtout à partir des années 1980, et provoquera ainsi un retour aux textes « classiques » de Lippmann et Dewey⁸³.

⁸² Thomas Samuel Kuhn, *La structure des révolutions scientifiques*, Paris : Flammarion, 1999.

⁸³ Loïc Blondiaux, « Les théories contemporaines de l'opinion publique : un retour aux « classiques » ? », *Hermès*, 31, 2001, p. 11-20.

CHAPITRE III

LE RENOUVEAU THÉORIQUE

Nous avons vu au premier chapitre les principales réflexions théoriques entourant le concept d'opinion publique au XX^e siècle. Le deuxième chapitre a quant à lui mis en lumière les conditions particulières ayant entouré l'éclosion de la recherche par sondage et a montré comment à la fois les résultats de ces recherches et les critiques qui ont été formulées à l'égard de l'instrument du sondage ont pointé vers le problème de la compétence politique de la population. D'une part, la démonstration de l'incompétence politique généralisée venait remettre en cause l'utilisation du sondage d'opinion publique pour connaître l'opinion de la population puisque cette opinion apparaissait alors largement dépourvue de substance; d'autre part, la poursuite de recherches purement empiriques s'annonçait ainsi peu prometteuse en ce qu'on ne pouvait s'attendre d'elles que la répétition du constat de l'incompétence politique et par le fait même la constante remise en cause de la valeur démocratique et scientifique des sondages d'opinion. Devant la tâche vaine de mesurer sans cesse une opinion publique sans substance, un retour à des recherches de nature plus théorique est apparu nécessaire. Le premier apport ne viendra pas originellement de la science politique elle-même; dans les années 1960, des économistes appliqueront leurs méthodes pour analyser les comportements politiques et établiront ainsi les fondements de ce qui sera par la suite appelé les théories du choix rationnel. L'apport de ces travaux pour d'autres écoles théoriques sera variable mais tout de même important et dans les années 1960, tablant entre autres sur ceux-ci,

principalement en ce qui a trait à la question de l'acquisition de l'information, les approches délibératives seront élaborées. Finalement, au début des années 1990, les approches psychosociologiques se renouvelleront et produiront des travaux théoriques qui auront pour ambition d'intégrer l'ensemble des découvertes empiriques pour formuler une théorie plus globale de l'opinion publique. Bien que très différents, il émergera de l'ensemble de ces travaux une dissociation croissante entre l'expert et le profane de la politique et conséquemment une caractérisation du public comme étant essentiellement l'ensemble des profanes de la politique.

3.1 Les théories du choix rationnel

En 1957, Anthony Downs publie *An Economic Theory of Democracy*, ouvrage qui aura de grands échos¹. Downs y mobilise l'approche et les concepts utilisés en économie afin d'analyser les sociétés démocratiques. Se référant à Milton Friedman, Downs défend une position épistémologique pour le moins étonnante du point de vue de la recherche en science politique et considère que la validité d'une théorie tient en sa capacité prédictive sans égards à la conformité de ses axiomes à la réalité². À partir de deux postulats, Downs modélise les comportements des différents acteurs d'une démocratie. L'acteur est considéré comme étant égoïste et rationnel au sens économique du terme, c'est-à-dire qu'il cherche à maximiser son utilité. De ces deux postulats découle une conception particulière des partis politiques :

We assume that they [les politiciens] act solely in order to attain the income, prestige and power which come from being in office. Thus politicians in our model never seek office as a means of carrying out particular policies; their only goal is to reap rewards of holding office *per se*. They treat policies purely as means to the attainment of their private ends, which they can

¹ Anthony Downs, *An Economic Theory of Democracy*, New York : Harper & Brothers, 1957.

² Milton Friedman, « The Methodology of Positive Economics », *Essays in Positive Economics*, Chicago : University of Chicago Press, 1953.

reach only by being elected [...]. Upon this reasoning rests the fundamental hypothesis of our model: parties formulate policies in order to win elections, rather than win elections in order to formulate policies³.

En ce sens, l'utilité des partis politiques et des politiciens tient en leur appui électoral et la maximisation de cette utilité renvoie à la maximisation des votes qui est leur seul et unique objectif. La formulation de politiques et des différentes idées politiques doivent être comprises uniquement comme des moyens de maximiser les votes. De son côté, l'électeur rationnel cherche également à maximiser son utilité conçue comme les avantages personnels qu'il retire des politiques et décisions du gouvernement. La décision du vote doit donc être conçue comme le résultat d'un calcul de maximisation de l'utilité attendue des diverses options en présence. Plus simplement, l'électeur prend sa décision en faisant un calcul des coûts liés à son vote et des bénéfices qu'il croit tirer advenant l'élection de chaque parti et choisira l'option qui l'avantage le plus.

Ceci étant, et ce sera là l'apport le plus important de Downs, tous les acteurs doivent agir dans un contexte où l'information est imparfaite et coûteuse. Pour être à même de déterminer son utilité ainsi que le choix électoral le plus susceptible de la maximiser, l'électeur doit accumuler de grandes quantités d'informations et en faire l'analyse. Acquérir et analyser cette information représente un coût important, que ce soit en termes monétaires ou en temps par exemple. L'utilité attendue de l'acquisition et de l'analyse de l'information, c'est-à-dire faire le choix électoral qui maximisera l'utilité de l'électeur, doit donc être supérieure au coût de l'acquisition de cette information sans quoi il sera irrationnel pour l'électeur d'acquérir cette information alors plus coûteuse que ce qu'elle apporte. Or, puisque dans la très vaste majorité des cas, l'utilité attendue de faire le bon choix électoral est extrêmement faible, il faut logiquement s'attendre à ce que l'électeur emploie des stratégies visant à réduire le

³ Anthony Downs, *An Economic Theory of Democracy*, *op. cit.*, p. 28.

coût de l'acquisition d'information afin que cette dernière soit, au final, moins coûteuse que l'utilité qu'elle produit⁴. Les idéologies apparaîtront pour Downs être à cet égard des raccourcis fort utiles pour beaucoup d'électeurs⁵. Dans le même ordre d'idées, plus un électeur a une préférence définie pour l'un ou l'autre des partis, moins l'acquisition d'information supplémentaire lui sera utile parce que cette information sera corrélativement moins susceptible de lui faire changer d'avis et donc d'avoir un réel impact sur sa décision finale. Autrement dit, plus un électeur a un intérêt fort envers le résultat de l'élection, moins il sera rationnel pour lui d'acquérir de l'information supplémentaire parce que l'utilité probable qu'il retirera de cette information, c'est-à-dire que cette information lui fasse changer d'avis en corrigeant sa « préférence erronée », sera plus faible que le coût de son acquisition. Inversement, moins un électeur a une préférence définie, plus l'utilité probable de l'acquisition d'information sera grande parce que chaque nouvelle information sera plus susceptible d'avoir un impact sur son choix final. Or, moins un électeur a une préférence définie, moins il aura d'intérêt dans le résultat de l'élection parce qu'il est moins à même de voir l'utilité qu'il peut compter retirer du résultat de celle-ci. Ainsi, cet électeur aura tendance à demeurer peu informé puisque le coût de l'information sera plus grand que l'utilité qu'il peut compter en tirer. C'est en ce sens que Downs écrira que : « We therefore conclude that (1) information is relatively useless to those citizens who care which party wins and (2) those citizens for whom information is more useful do not care who wins. In short, nobody has a very high incentive to acquire political information »⁶. De plus, l'utilité attendue de l'acte de voter est très faible étant donné que le poids d'un unique vote est minime dans l'ensemble de tous les votes, diminuant d'autant la probabilité que le vote d'un électeur ait une réelle importance. Le faible poids d'un seul vote vient donc diminuer encore davantage l'utilité probable qu'un électeur peut tirer de son vote et met une pression

⁴ *Ibid.*, p. 238.

⁵ *Ibid.*, p. 96-113.

⁶ *Ibid.*, p. 244.

supplémentaire pour réduire les coûts d'acquisition d'information afin que celle-ci demeure moins coûteuse que l'utilité qu'elle est susceptible d'engendrer. C'est donc dire que pour la vaste majorité des électeurs il sera plus rationnel de demeurer peu informé. Nous retrouvons ici les bases du concept d'ignorance rationnelle qui aura une très grande importance pour la recherche en science politique.

De plus, comme l'utilité attendue du vote est si faible et étant donné que l'acte d'aller voter entraîne lui-même des coûts — au-delà de l'acquisition d'information nécessaire pour faire un choix, aller voter nécessite de prendre le temps et de se déplacer ou de s'inscrire sur la liste électorale par exemple — il appert que dans la vaste majorité des cas, voter coûte plus cher que l'utilité que le vote engendre et en ce sens, il est donc souvent rationnel de s'abstenir. Ainsi, le modèle prévoit donc, en théorie, des taux d'abstention gigantesques aux élections. Puisque dans la réalité nous n'observons pas des taux d'abstention à ce point importants, Downs soumet l'hypothèse que les citoyens exercent malgré tout leur droit de vote non pas parce qu'ils sont irrationnels, mais parce qu'un bon nombre d'entre eux ont alors recours à un type de rationalité à plus long terme, par opposition à une rationalité à court terme dont ils feraient habituellement montre, et voient l'utilité que leur apporte le maintien du système démocratique. C'est donc l'importance de l'utilité générée par le maintien de la démocratie, qui s'écroulerait si tous s'abstenaient, qui pousse un bon nombre d'électeurs à voter parce que les coûts engendrés par l'acte d'aller voter leur apparaît plus faible que les gains qu'ils tirent du maintien du système démocratique⁷.

Cette hypothèse de Downs ne demeurera évidemment pas sans critiques et donnera naissance à une importante controverse entourant cet apparent paradoxe de la participation électorale. Plusieurs y verront une hypothèse *ad hoc* visant à préserver la

⁷ *Ibid.*, p. 265.

théorie de la conséquence logique suivant son incapacité prédictive⁸. Rappelons-le, Downs soutient d'emblée que la valeur d'une théorie tient en sa capacité à prévoir, ce peu importe le réalisme de ses axiomes. Ainsi, si nous rejetons l'hypothèse de Downs voulant que le gain d'utilité engendré par le maintien de la démocratie soit assez élevé pour surpasser les coûts engendrés par l'acte de voter, expliquant ainsi les taux relativement (et semble-t-il étonnement) élevés de participation, nous nous retrouvons avec un modèle qui prévoit des taux d'abstention gigantesques, ce que nous n'observons pas dans la réalité. Le modèle de Downs s'en trouverait donc à faire une mauvaise prédiction sur l'un des éléments les plus fondamentaux des systèmes démocratiques, ce qui, suivant l'épistémologie même sur laquelle il est bâti, devrait donc nous porter à le rejeter.

Cet apparent échec ne freinera cependant pas la recherche d'inspiration économique pour étudier les phénomènes politiques. Selon le décompte de Donald P. Green et Ian Shapiro, ce type de recherche a pris une importance exponentielle dans les cinquante dernières années, passant de 5 % des articles publiés par l'*American Political Science Review* dans les années 1960, à 20 % dans les années 1970, puis à près de 40 % dans les années 1980 et 1990⁹. Devant leur difficulté à expliquer la participation électorale, les économistes se tourneront vers l'explication de l'orientation du vote. Dans un article désormais célèbre, G. H Kramer publie en 1971 les résultats de ses recherches longitudinales visant à comparer les résultats des élections américaines à l'évolution de la situation économique de 1896 à 1964¹⁰. Il conclut que les appuis obtenus par les candidats républicains à la chambre des représentants sont largement liés à l'évolution du revenu réel par habitant et, plus

⁸ Donald P. Green et Ian Shapiro, *Pathologies of Rational Choice Theory : A Critique of Applications in Political Science*, New Haven : Yale University Press, 1994 ; Patrick Lehoucq, « L'analyse économique des choix électoraux ou comment choisir d'économiser l'analyse. II. Truisme et paradoxes », *Politix*, no. 41, 1998, p. 82-122.

⁹ Donald P. Green et Ian Shapiro, « Choix rationnels et politique : pourquoi en savons-nous toujours aussi peu ? », *Revue française de science politique*, 47, 1, 1997, p. 97.

¹⁰ G. H. Kramer, « Short Term Fluctuations in US Voting Behaviour : 1996-1964 », *American Political Science Review*, 77, 1971.

important encore, que les électeurs américains ont tendance à sanctionner le parti au pouvoir en cas de dégradation de l'économie et au contraire à renouveler son mandat en période de prospérité. Cette étude marquera le début d'une quantité importante de travaux qui analyseront le vote en fonction de différentes variables économétriques¹¹.

Le débat entourant cette approche théorique soulèvera les passions et nous ne pouvons malheureusement ici en faire une synthèse complète¹². Ceci étant, ce qui doit être retenu pour notre propos est que la thèse de l'ignorance rationnelle, et de manière générale la réflexion économique au sujet du problème de l'acquisition d'information, aura une importance capitale pour la recherche en science politique parce qu'elle répondra à l'un des problèmes centraux mis au jour par les recherches antérieures. Nous avons vu au chapitre précédent que les résultats de la recherche par sondage, autant que les critiques de la méthode elle-même, ont tous pointé vers le problème de la faible compétence politique de la population. La thèse de l'ignorance rationnelle vient donc fournir une explication à ce problème devenu central. Si cette réhabilitation de la rationalité de l'électeur peut en effet paraître insatisfaisante d'un point de vue démocratique, il n'en demeure pas moins qu'à cet égard la thèse de Downs fournit une explication scientifique intéressante et riche qui, encore une fois, vient renforcer le constat de l'incompétence politique généralisée. Si avec les théories du choix rationnel, l'électeur retrouve la rationalité que lui refusaient les théories précédentes, il n'en demeure pas moins que cette « rationalité retrouvée » n'est pas du même ordre et ne saurait être interprétée comme la réhabilitation de la compétence politique de la population. Ainsi, si les théories du choix rationnel fournissent une explication excusant le faible niveau de compétence politique de la population, il n'en

¹¹ Pour un bref résumé de ces travaux, voir : Micheal S. Lewis-Beck et Mary Stegmaier, « Economic Models of Voting », in. Russel J. Dalton et Hans-Dieter Klingemann, *The Oxford Handbook of Political Behavior*, New York, Oxford University Press, 2007, p. 518-537.

¹² À titre d'exemple, voir en français : Patrick Lehingue, « L'analyse économique des choix électoraux (I) », *Politix*, 10, no. 40, 1997, p. 88-112. et Patrick Lehingue, « L'analyse économique des choix électoraux (II) », *Politix*, 11, no. 41, 1998, p.82-122.

demeure pas moins qu'elles viennent encore une fois poser le même constant central : l'incompétence politique généralisée.

3.2 Les approches délibératives

Durant les années 1980, on assiste à l'apparition, ou à la réactivation de préoccupations à la fois théoriques et pratiques au sujet de la place accordée à la délibération dans nos démocraties. Principalement issues des théories critiques et d'une certaine tranche de la pensée politique libérale contemporaine, les approches de la démocratie délibérative prendront de plus en plus d'ampleur au point où l'on parlera d'un « tournant délibératif » dans la théorie démocratique ¹³. Cette préoccupation envers l'importance de la délibération a d'abord fait l'objet de travaux de nature théorique au sujet de la démocratie elle-même, travaux qui auront donc une certaine importance pour la recherche plus spécifique à l'opinion publique ¹⁴. Cependant, une distinction s'impose : ces travaux théoriques ont généralement pour visée la question de la démocratie en elle-même et donc nécessairement, par truchement, touchent la question de l'opinion publique, mais ils ne constituent pas à proprement parler des travaux portant spécifiquement sur la question de l'opinion publique. Ceci tant, ce « tournant délibératif » aura été source d'inspiration pour de nouvelles approches de l'opinion publique, la plus notable étant certainement celle des sondages délibératifs mise de l'avant par James S. Fishkin.

Fishkin reprend l'idée de l'échantillon représentatif des sondages traditionnels, mais il ajoute cette idée que l'opinion publique doit naître d'une délibération rationnelle et informée de la part des citoyens. Le contexte social et politique encourageant très largement les citoyens à pratiquer l'indifférence

¹³ John S. Dryzek, *Deliberative Democracy and Beyond. Liberals, Critics, Contestations*, New York : Oxford University Press, 2000.

¹⁴ Pour une synthèse de ces éléments, voir John S. Dryzek, *Ibid.*

rationnelle, selon la formule consacrée par les recherches en théories du choix rationnel, Fishkin propose de créer un espace qui encouragera les citoyens à la participation¹⁵. À l'image de Habermas, qui considérait que l'industrialisation a provoqué la désintégration de l'espace public bourgeois et donc de l'opinion publique qui en émanait¹⁶, Fishkin, ayant en tête les *Town Meetings* de la Nouvelle-Angleterre plutôt que les cafés et les groupes de bourgeois érudits, propose, par ses sondages délibératifs, de créer artificiellement cet espace public aux proportions humaines, afin de voir ce que seraient les opinions des « citoyens moyens » s'ils étaient placés dans de telles conditions. « An ordinary poll offers a representation of public opinion as it is — even if that representation reflects no more than the public's impressions of sound bites and headlines on the issue in question. A deliberative Poll, by contrast, attempts to represent what the public would think about the issue if it were motivated to become more informed and to consider competing arguments » dira Fishkin¹⁷.

Les sondages délibératifs consistent donc à réunir un groupe représentatif de citoyens durant quelques jours, d'offrir aux participants de l'information « objective et équilibrée » sur l'enjeu donnée par des experts sur la question, puis de leur demander de délibérer entre eux pour finalement forger leur propre opinion sur la question. Les participants sont sondés avant le processus délibératif, puis après afin de voir les changements d'opinion provoqués par l'intégration des informations et le processus de délibération. Pour Fishkin, le sondage délibératif, fondé sur un échantillon représentatif au même titre que le sondage traditionnel, ne représente pas seulement le groupe de participants, mais bien l'ensemble de la société. Il s'agit de représenter ce que serait l'opinion publique de l'ensemble de cette société *si* les conditions sociales et politiques permettaient aux citoyens d'être informés

¹⁵ James S. Fishkin, « Vers une démocratie délibérative. Extrait de *Citizens and Democratic Institutions* » *Hermès*, 31, 2001, p. 211-212.

¹⁶ Jürgen Habermas, *L'espace public*, Paris : Payot, 1978, 324 p. Nous synthétisons d'ailleurs cette thèse au chapitre II, page 69.

¹⁷ James S. Fishkin, « Consulting the Public through Deliberative Polling », *Journal of Policy Analysis and Management*, vol. 22, no. 1, 2003, p. 128.

correctement et de participer activement à la délibération sociale. Pour Fishkin, les sondages délibératifs sont la seule manière, pour nos sociétés de masse, de retrouver l'un des aspects initialement les plus importants de l'idée démocratique : la société en face-à-face. « The basic point is that deliberative opinion polls offer direct democracy among a group of politically equal participants who, as a statistical microcosm of the society, represent or stand for the deliberations of the whole. The institution is, in that sense, a direct face-to-face society for its participants and a representative institution for the nation-state »¹⁸.

Ces travaux ont mené à des expériences très originales dont deux ont eu lieu au Canada. La Colombie-Britannique, l'Ontario et les Pays-Bas ont tous trois créé il y a quelques années des « jurys de citoyens » lors desquels un certain nombre de citoyens choisis au hasard ont été appelés à formuler des recommandations sur une réforme de leur système électoral. Les participants ont reçu de la formation de la part de spécialistes durant plusieurs fins de semaine, ont eu à lire une abondante littérature au sujet des modes de scrutin et ont délibéré entre eux avant de faire leurs recommandations qui ont ensuite été soumises au reste de la population par voie référendaire. Ce qui ressort de ces expériences, c'est le niveau exceptionnel d'engagement et l'importance réelle qu'a pris cet exercice pour les participants. Au final, ces participants sont rapidement devenus très compétents sur un sujet complexe sur lequel ils ne connaissaient que très peu de choses au départ. Ces expériences tendent donc à démontrer que lorsque les citoyens ordinaires savent que leurs actions auront un impact réel et qu'ils sont adéquatement formés pour comprendre des enjeux complexes, ils sont tout à fait capables de formuler des opinions et de prendre des décisions politiques éclairées¹⁹.

¹⁸ James S. Fishkin, *Democracy and Deliberation*, Yale : Yale University press, 1991, p. 93.

¹⁹ Patrick Fournier, « Les citoyens peuvent-ils formuler des politiques ? », In. *La politique en questions*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2008, p. 176-184.

Des variantes aux sondages délibératifs seront également proposées²⁰, et dans la mesure où ces approches ne considèrent comme de l'opinion publique que ce qui est issu d'un processus public de délibération, on peut dire, comme l'affirme Loïc Blondiaux, qu'elles sont fondées sur une épistémologie alternative de l'opinion publique²¹. Ceci étant, malgré l'importance qu'elles accordent au processus délibératif dans la formation de l'opinion publique et leur volonté de mesurer une opinion publique « de qualité » parce qu'issue d'individus mieux informés et ayant eu l'occasion de délibérer, leur conception de « l'opinion publique non délibérative », ou de la réalité « ordinaire » de l'opinion publique telle que décrite par les autres approches, n'est pas réellement différente. C'est parce que l'opinion publique telle que mesurée par les approches traditionnelles rend compte d'un rapport essentiellement profane à la politique que Fishkin considère qu'une opinion publique mesurée de la sorte n'a aucune valeur démocratique et qu'une approche différente est nécessaire afin de rendre compte d'une opinion publique de meilleure qualité. Autrement dit, c'est parce que les approches délibératives de l'opinion publique font également le constat de l'incompétence politique généralisée qu'elles font la promotion d'une manière différente de rendre compte de l'opinion publique.

Par ailleurs, cette approche délibérative de mesure de l'opinion opère implicitement un saut important : on ne recherche pas seulement à mesurer une opinion de qualité et mieux informée, on cherche à mesurer celle qu'aurait un public, conçu comme étant normalement profane, s'il parvenait à être informé adéquatement et à délibérer. Si seule la qualité de l'opinion mesurée était recherchée, il suffirait d'aller directement considérer l'opinion des experts. Or justement, il ne s'agit pas simplement de mesurer une opinion informée, mais surtout de rendre compte de ce

²⁰ Voir entre autres, G Smith, et C Wales, « Citizen juries and deliberative democracy », *Political Studies*, 48, 2000 ; Peter Neijens, J. Ridder et W. Sarris, « An instrument for collecting informed opinions », *Quality and Quantity*, 26, 1992.

²¹ Loïc Blondiaux, « Sondages et délibération : une épistémologie alternative de l'opinion publique », *Politix*, vol. 15, no. 57, 2002, p. 167-180.

que *serait* l'opinion informée *de ceux qui normalement ne le sont pas*. Le caractère profane du public étudié revêt ainsi une importance essentielle. Tout se passe comme si ce public était une « boîte noire » dont le fonctionnement cognitif relève davantage du mystère que de la raison et dont, par nécessité démocratique, on a besoin de connaître l'extrait politique probable généré ou influencé par un intrant dont on a préalablement contrôlé la qualité. Vu leur nombre restreint et les procédures rationnelles auxquelles ils se soumettent, il est en général assez simple de déterminer les opinions et la répartition des opinions à l'intérieur d'un groupe d'experts. À tout le moins, les opinions expertes apparaissent jusqu'à un certain point prévisibles. Cependant, en matière politique, le fonctionnement cognitif des non-experts relevant du « mystère » pour ceux qui les étudient, les extraits qu'ils sont susceptibles de produire suite à l'absorption d'information (intrait) apparaissent être beaucoup plus difficiles à prévoir et à comprendre. Le sondage délibératif se produit ainsi dans un environnement contrôlé à l'intérieur duquel le caractère originellement profane des participants est rigoureusement important. Ce type de sondage ne s'intéresse pas seulement à l'extrait (le résultat final des opinions), mais aussi à l'origine de celui-ci, le fruit du cheminement d'individus *au départ profanes*. Si le problème était simplement de représenter le public délibérant, on pourrait très bien défendre la thèse voulant que les parlements des démocraties libérales soient justement le lieu de cette représentation. Or, au-delà de la volonté de représenter le public, ce qu'il s'agit de représenter n'est pas *seulement* cette délibération des individus non détenteurs de charges publiques, mais surtout le caractère profane du public. Les sondages délibératifs ne doivent ainsi pas être simplement conçus comme un exercice de délibération du public, mais surtout comme un exercice de délibération d'un public considéré comme essentiellement profane.

L'hypothèse que nous mettons ici de l'avant pourrait être testée si le hasard faisait en sorte qu'un expert soit convoqué à être l'un des participants à l'une de ces expériences. Dans une telle éventualité, improbable mais tout de même possible, les

organisateurs auraient deux options : ils pourraient d'abord laisser l'expert être un simple participant sous prétexte qu'après tout, l'expert est également un citoyen et qu'il représente en ce sens cette frange rare mais existante d'individus dans la société. Au contraire, ils pourraient choisir d'exclure l'expert d'une participation « ordinaire » sous prétexte qu'ils ont justement besoin de lui pour témoigner en tant qu'expert, qu'il n'est pas représentatif de la vaste majorité de la population ou plus probablement que son statut d'expert risque de lui conférer une influence indue auprès des autres participants et donc d'entraver le processus « normal » de délibération. Nous défendons ici la thèse que les organisateurs d'un tel événement choisiraient la deuxième option justement parce que la délibération du public que ces approches tentent de représenter est fondée sur une conception du public comme masse des profanes non détenteurs de charges publiques. Ceci étant, peu importe la décision qui serait effectivement prise dans une telle situation, il ne fait nul doute que les organisateurs sentiraient le besoin de justifier leur décision et cette seule nécessité nous éclaire sur la conception du public que sous-tendent les approches délibératives.

3.3 Les nouvelles approches psychosociologiques

Dans les années 1970, certains auteurs tenteront de démontrer que les thèses de Michigan ne valaient que pour les années 1950 et que le niveau de sophistication des électeurs a augmenté entre autres en raison de la hausse générale du niveau d'éducation ainsi que l'arrivée de nouveaux enjeux politiques particulièrement mobilisateurs²². Ceci étant, si ces thèses ont certainement leur mérite, elles n'auront pas résisté à la critique²³. Une autre tentative de « réhabilitation » de l'opinion publique sera tentée au début des années 1990 par Benjamin Page et Robert Shapiro. Dans *The Rational Public: Fifty Years of Trends in Americans' Policy Preferences*,

²² Norman H. Nie, John R. Petrocik et Sidney Verba, *The Changing American Voter*, New York : Harvard University Press, 1976.

²³ Voir principalement : Eric R. A. N. Smith, *The Unchanging American Voter*, Berkeley : University of California Press, 1989.

les auteurs analysent les tendances à long terme de l'opinion publique américaine et concluent que, si les individus eux-mêmes peuvent ne pas être particulièrement bien informés, le résultat global, l'opinion du public américain pris dans son entièreté, fait montre d'un haut niveau de rationalité²⁴. Les auteurs fondent donc leur concept d'opinion publique sur les bases d'un principe collectif plutôt que sur les bases individuelles et agrégatives sur lesquelles reposait la vaste majorité du champ de recherche. Si cette thèse importante a bénéficié de beaucoup de visibilité, elle n'aura tout de même pas réellement répondu au problème de compétence politique soulevé par les recherches antérieures puisque celles-ci posaient le problème d'un point de vue essentiellement individuel.

Au début des années 1990 seront publiées deux thèses extrêmement importantes autant sur le plan empirique que théorique. Samuel L. Popkin, puis John Zaller, produiront tous deux des travaux qui auront pour ambition de synthétiser l'ensemble de la connaissance développée dans l'abondante littérature sur l'opinion publique produite dans les décennies précédentes afin d'élaborer un cadre d'analyse qui permette une compréhension plus globale des phénomènes d'opinion. Certains parleront d'ailleurs de la « synthèse de Popkin et Zaller », justement parce que leurs ouvrages auront constitué un tournant important de la recherche en marquant de manière évidente un retour vers l'importance de la théorie afin de mieux éclairer les observations empiriques²⁵. Après plusieurs décennies de recherches principalement empiriques, la connaissance s'est considérablement élargie au sujet des différents facteurs qui affectent les choix et les perceptions politiques de l'électorat, mais la parcellisation de cette connaissance mènera progressivement à la nécessité d'une plus grande intégration de celle-ci. Zaller exprime bien ce sentiment dans l'introduction de son ouvrage dont nous parlerons un peu plus loin :

²⁴ Benjamin I. Page et Robert Y. Shapiro, *The Rational Public: Fifty Years of Trends in Americans' Policy Preferences*, Chicago : University Of Chicago Press, 1992.

²⁵ Loïc Blondiaux, « Les théories contemporaines de l'opinion publique, un retour aux classiques ? », *Hermès*, no. 31, CNRS, 2002, p. 11-21.

Efforts at integration of research findings are uncommon in the public opinion field. With only a handful of exceptions, the trend is in the other direction - toward the multiplication of domain-specific concepts and distinctions. [...] The result of all this specialization is that the public opinion field has developed into a collection of insular subliterations that rarely communicate with one another. [...] Despite this, the potential for theoretical integration is great²⁶.

Les ouvrages de Popkin et Zaller que nous aborderons ici répondent justement à ce besoin grandissant. En 1991, Popkin publie *The Reasoning Voter* dans lequel il ambitionne de construire une théorie électorale générale qui tienne compte des résultats des dernières décennies de recherche en science politique dans un cadre théorique incorporant à la fois les approches psychologiques, économiques et sociologiques. Pour Popkin, si les électeurs ne réfléchissent pas nécessairement à la politique dans les termes auxquels on pourrait s'attendre en ayant en tête l'image du citoyen idéal présenté dans les livres d'éducation civique, il n'en demeure pas moins qu'ils « raisonnent » politiquement de plusieurs manières. Bien sûr, les individus ne disposent la plupart du temps pas de quantités importantes d'informations politiques et c'est en ce sens que la thèse de Popkin tente de rendre compte des différents procédés utilisés par les électeurs pour tout de même parvenir à faire des choix en situation de faible information (low-information rationality). Popkin s'inspire des thèses de Downs et propose de considérer l'électeur comme un investisseur et son vote comme un investissement dans les biens collectifs fondés sur de l'information imparfaite et coûteuse dans un contexte d'incertitude²⁷. En une telle situation, l'électeur sera donc nécessairement porté à adopter des comportements qui visent à économiser les ressources mobilisées dans la prise de décision politique. Pour l'essentiel, les électeurs acquièrent la vaste majorité de l'information qu'ils utilisent pour faire leurs choix politiques au cours de leur vie quotidienne. Cette information,

²⁶ John R. Zaller, *The Nature and Origin of Mass Opinion*, Cambridge : Cambridge University Press, 1992, p. 2.

qui n'est pas nécessairement initialement acquise afin d'être appliquée au domaine politique comme tel, est donc récupérée afin de fonder des jugements politiques et c'est ce que Popkin appelle la théorie des « sous-produits de l'information » (by-product theory of information). Par exemple, les électeurs acquièrent une certaine connaissance du taux d'inflation en faisant leurs choix de consommation ou peuvent avoir à prendre connaissance des taux d'intérêt moyens du moment en considérant l'achat d'une propriété. Certains électeurs sont aussi mis en contact direct avec certains programmes gouvernementaux, les retraités sont par exemple beaucoup plus informés au sujet des régimes de pensions et de soins de santé offerts par les gouvernements puisqu'ils sont plus susceptibles d'y avoir recours. Évidemment, les électeurs peuvent aussi obtenir leur information dans les médias, que cette information provienne directement de ceux-ci ou, comme le défendait Lazarsfeld, par le biais de discussions avec leur entourage²⁸. Ceci étant, pour que cette information soit ensuite utilisée pour formuler des jugements politiques, il faut que les électeurs fassent le lien entre leur propre situation et l'action des dirigeants politiques. Les électeurs font une distinction entre ce qui, pour eux, relève du domaine privé et ce qui relève du domaine public. Un chômeur qui perçoit sa situation comme étant uniquement individuelle n'aura pas tendance à utiliser l'information qu'il acquiert au travers son expérience de chômeur pour formuler des jugements politiques alors qu'au contraire, un chômeur qui fait le lien entre sa situation personnelle et les décisions collectives percevra sa situation comme relevant aussi du domaine public et mobilisera les connaissances acquises au cours de son expérience quotidienne en tant que chômeur pour formuler ses choix politiques²⁹. Sur cette question, la hausse générale du niveau d'éducation de la population aura joué un rôle très important. Si contrairement à ce qu'on aurait pu croire cette hausse du niveau d'éducation n'a pas corrélativement augmenté la compétence politique de la population, Popkin propose

²⁷ Samuel L. Popkin, *The Reasoning Voter: Communication and Persuasion in Presidential Campaigns*, Chicago : University Of Chicago Press, 1991, p. 10.

²⁸ *Ibid.*, p. 22-31.

²⁹ *Ibid.*, p. 31.

l'hypothèse qu'elle aura cependant eu pour effet d'élargir le champ des enjeux perçus comme relevant du domaine politique : « My hypothesis is that education affects politics not by "deepening" but by broadening the electorate — by increasing the number of issues that citizens see as politically relevant, and by increasing the number of connections they make between their own lives and national and international events »³⁰.

Par ailleurs, comme le proposait déjà Downs, puisque l'information est coûteuse, les électeurs utilisent des raccourcis (shortcuts) afin de formuler leurs jugements politiques. Ceux-ci peuvent être de divers types; un électeur peut par exemple se fier aux opinions d'un proche en qui il a confiance, à son identification partisane, à l'image qu'il a des partis ou aux idéologies. Ces raccourcis sont utilisés lorsque l'électeur n'a pas d'incitatif direct à obtenir de l'information plus détaillée et constituent le moyen le moins coûteux de formuler un jugement politique. Afin de comprendre les mécanismes individuels permettant de faire de tels jugements, Popkin utilise les résultats des recherches en psychologie cognitive. Ces recherches ont démontré, par exemple, que les individus ont tendance à inférer une image générale d'un individu à partir de quelques traits et caractéristiques qu'ils remarquent et peuvent ainsi se forger une image très précise d'un autre individu en inventant une histoire personnelle à celui-ci. Ce procédé cognitif que les individus utilisent dans la vie de tous les jours est également appliqué à l'évaluation des différentes personnalités politiques. Les électeurs peuvent accumuler une certaine quantité d'informations biographiques au sujet des candidats et ensuite utiliser cette information non pas pour juger directement le candidat, mais pour en inférer une histoire de vie (narrative) qui leur permettra ensuite de juger du candidat : « [the voters] will decide what kind of governor [Jimmy] Carter was and what kind of president he will be not on the basis of knowledge about his performance as governor

³⁰ *Ibid.*, p. 36.

but on their assessment of how likely it is that Carter, as a person, was a good governor »³¹. Ce procédé cognitif est aussi un raccourci parce qu'il est beaucoup plus simple de partir de quelques données personnelles pour inférer un ensemble d'éléments politiques que de procéder inversement en acquérant une vaste quantité d'information politique afin de formuler un jugement. C'est ce qui explique qu'une petite quantité d'informations personnelles puisse avoir un impact beaucoup plus grand qu'une grande quantité d'informations strictement politiques et qui fait en sorte que très rapidement les électeurs puissent avoir le sentiment de très bien connaître une personnalité politique qui vient pourtant tout juste d'apparaître sur la scène nationale, et de mal connaître une personnalité pourtant présente depuis longtemps.

Nous le disions plus haut, les liens que font les individus entre leurs situations personnelles et les forces politiques sont cruciaux, ainsi, la lutte politique doit être vue comme une bataille visant à créer des liens dans l'esprit des électeurs :

A campaign, from the voters' perspective, is a search for connections. Voters will equate some present actions with future results and some present results with past actions. They will not always make these equations in an objectively correct manner, but they will always have a rationale for which actions they equate with which results and vice versa. Therefore, candidates' campaign strategies are designed to offer voters the appropriate rationales for connecting candidates to policies, offices, and voters. When voters learn to connect benefits to specific offices and policies, the benefits become attributable benefits, which thus depend upon both the knowledge and the beliefs of the voters. Candidates strive to provide the links between their actions and the voters by finding symbols that can make these connections efficiently³².

Popkin introduit ici le concept de bénéfices attribuables (attributable benefits) qui vise justement à faire la distinction entre les bénéfices généraux qu'un électeur

³¹ *Ibid.*, p. 77.

peut retirer de l'action politique et les bénéfices dont les origines seront attribuées à un candidat, à un poste ou à un parti. Les campagnes visent donc à créer ces liens entre les bénéfices effectifs ou attendus, les postes électifs et les candidats et à établir les enjeux dont ils sont issus comme relevant du domaine public et donc soumis au domaine politique. Bien sûr, ces liens sont en réalité souvent abstraits et exigent généralement de hauts niveaux d'information politique pour être réellement compris par les électeurs, raison pour laquelle les symboles seront allègrement utilisés parce que, tel que le défendait Lippmann soixante-dix ans plus tôt, ils constituent les raccourcis les plus efficaces pour créer ces liens. Encore une fois, l'électeur ne disposant pas de l'information suffisante pourra se fier à de nombreux autres raccourcis, dont entre autres l'allure générale du candidat ou les résultats passés attribués à celui-ci pour inférer des résultats à venir. De manière générale, l'électeur de Popkin est un individu peu informé, mais globalement raisonnable qui tente d'effectuer ses choix politiques du mieux qu'il le peut compte tenu des ressources limitées qu'il peut réellement dédier à la chose politique. Afin de faciliter le processus de décision, il utilise donc de très nombreux raccourcis, raccourcis utilisés également dans les sphères non politiques de sa vie quotidienne.

Quelques mois plus tard, dans *The nature and origins of mass opinion*, John Zaller développe un modèle de diffusion de l'information politique au travers d'une population dont l'attention et les valeurs politiques sont très variables, et tente ensuite de voir comment cette information, principalement produite par les élites, est transformée par les individus pour engendrer des opinions telles qu'elles sont mesurées par les sondages³³. Toute opinion « is a marriage of information and predisposition : information to form some mental picture of the given issue, and predisposition to motivate some conclusion about it »³⁴. Pour Zaller, les individus

³² *Ibid.*, p. 96.

³³ John R. Zaller, *The Nature and Origin of Mass Opinion*, *op. cit.*

³⁴ *Ibid.*, p. 6.

n'ont pas une opinion claire sur les différents enjeux, mais plusieurs « considérations » qui résultent de leur exposition aux différents discours et informations politiques, quelles que soient leurs formes. Les individus peuvent être exposés à cette information par les médias ou lors de discussions avec leur entourage, mais à l'origine cette information et ces discours, qu'ils atteignent directement ou indirectement l'individu, sont produits par des individus qui ont le temps et les ressources pour se consacrer aux affaires publiques : les personnalités politiques, les journalistes, certains activistes et les experts. Autrement dit, l'information et les discours politiques sont initialement produits par les élites. Lorsqu'ils répondent à des questions d'opinions dans les sondages, les répondants, n'ayant la plupart du temps pas réellement d'opinion claire sur les enjeux, utilisent donc les premières considérations qui leur viennent à l'esprit au moment de répondre.

Or le discours des élites ne se diffuse pas de la même manière dans tous les groupes sociaux. Zaller développe un modèle qu'il nomme RAS (Receive-Accept-Sample)³⁵ dans lequel il accorde une importance particulière au niveau de connaissance politique des individus (political awareness) ainsi qu'à leur niveau d'engagement cognitif sur les enjeux. Bien sûr, le modèle prévoit que plus les niveaux de connaissance politique et d'engagement cognitif sont élevés chez un individu, plus cet individu produira des opinions stables et cohérentes et inversement, mais surtout, le modèle explique pourquoi il en est ainsi. Les individus qui ont plus de connaissances politiques sont plus à même de filtrer l'information qu'ils reçoivent et donc de ne retenir que celle qui est cohérente avec leurs valeurs politiques et leur sentiment général, souvent issus de prédispositions sociales. Ils n'acceptent donc pas toutes les informations qu'ils reçoivent et lorsque vient le temps de répondre à une question de sondage, l'éventail des considérations qui peut potentiellement leur venir à l'esprit est donc généralement déjà plus cohérent et

³⁵ *Ibid.*, p. 57

stable, ce qui augmente les probabilités qu'ils formulent, sur le moment, une opinion cohérente et stable. À l'inverse, les individus qui ont de faibles connaissances politiques ne sont pas à même de filtrer l'information qu'ils reçoivent et les premières considérations qui pourront venir à leur esprit auront donc beaucoup moins tendance à être cohérentes et stables. Ainsi, les individus, en étant exposés aux discours politiques, emmagasinent des informations plus ou moins éparses et plus ou moins cohérentes; de cette information ainsi emmagasinée, certaines considérations seront, pour toutes sortes de raisons, plus ou moins saillantes dans l'esprit d'un individu et seront donc plus susceptibles d'être utilisées pour formuler, sur le moment, une opinion politique.

Un individu pourra par exemple avoir vu, la journée précédente, un reportage à la télévision abordant les problèmes des élèves dans les écoles secondaires, ou encore avoir simplement entendu dans l'autobus une conversation entre deux inconnus sur ces problèmes. En répondant le lendemain à une question de sondage lui demandant de hiérarchiser l'importance de certains problèmes sociaux, l'éducation a donc de bonnes chances de figurer parmi les problèmes les plus importants nommés par cet individu simplement parce que la problématique de l'éducation sera plus saillante dans son esprit. Aussi, le sondage lui-même, de par l'information contextuelle qu'il véhicule au travers de la construction du questionnaire, affectera les considérations qui viendront à l'esprit des répondants, et donc les réponses obtenues. C'est donc dire que, selon Zaller, les sondages ne mesurent pas de réelles opinions chez les individus, mais mesurent plutôt l'effet de leur exposition à l'information politique. Cela dit, ce qui est particulièrement important est que Zaller nous montre comment les changements dans le discours des élites affecteront les réponses obtenues, puisque c'est à partir de ces discours, sources principales des informations politiques véhiculées dans la société, que les individus engendrent les réponses politiques. Ainsi, bien qu'il y ait toujours un certain niveau de mouvement lié au hasard, le mouvement plus général des réponses suivrait la direction du discours des

élites parce ce sont ces discours qui sont d'abord à l'origine de l'information à laquelle les individus sont exposés, ce qui à terme influencera le stock d'information qu'ils auront emmagasinée et donc les éventuelles considérations qui viendront spontanément à leur esprit lorsqu'on leur demandera leur opinion sur un enjeu.

Les mérites de Popkin et Zaller ne sont pas tant d'amener de nouveaux concepts ou d'ajouter à notre connaissance empirique des phénomènes d'opinions, mais plutôt de synthétiser l'ensemble des connaissances pertinentes pour formuler des cadres analytiques complets et actuels de l'opinion publique. Leur apport ne tient donc pas en la nouveauté de leurs propos, dont on peut aisément voir les influences dans la littérature passée, mais dans la systématisation et l'intégration des différentes approches. De cet effort émerge encore une fois une conception du citoyen moyen comme individu résolument profane au sujet des questions politiques. Dans le cas de Popkin, les préférences politiques sont essentiellement le fruit de l'interaction entre le contexte politique, les comportements des acteurs politiques et les différents mécanismes perceptifs et évaluatifs, mécanismes essentiellement formés de raccourcis, dont font usage les électeurs. Chez Zaller, le citoyen est conçu comme étant la plupart du temps dépourvu de réelles convictions politiques et généralement influencé par les grandes tendances du discours politique des élites. Dans les deux cas, l'opinion publique est conçue comme étant le produit des réactions et les perceptions politiques d'une population considérée comme profane.

3.4 L'opinion profane

Ainsi, le renouveau théorique, faisant suite à l'éclosion d'une impressionnante quantité de recherches empiriques rendues possibles par l'avènement des sondages d'opinion, aura donc progressivement consolidé la conception du public comme étant essentiellement profane. Les théories du choix rationnel et la mobilisation des principes d'analyses issus du champ économique auront tout d'abord mis au jour les

problèmes inhérents à l'acquisition d'informations politiques et la thèse de l'indifférence rationnelle aura expliqué et prévu cette ignorance politique généralisée. Si ces approches considèrent comme étant rationnels les comportements individuels menant à l'indifférence et à l'ignorance, il n'en demeure pas moins que, rationnel ou non, le comportement mène à l'ignorance politique. Il est également aisé de voir comment les approches de Popkin et Zaller mènent elles aussi à la caractérisation du public comme masse profane : le fait que ces approches tentent d'expliquer comment les individus parviennent à faire des choix et à formuler des opinions politiques *malgré leurs faibles niveaux d'information et de compréhension des phénomènes politiques*, suffit à appuyer notre thèse.

Le cas des approches délibératives est cependant plus complexe. Celles-ci insistent sur le fait que l'opinion publique doit naître d'un processus de délibération collectif entre des individus correctement informés sur le problème posé. Elles critiquent d'ailleurs les approches « traditionnelles » de l'opinion publique justement parce qu'elles mesurent des opinions non informées et la plupart du temps sans substance. Cette critique constitue évidemment une première admission du caractère profane du public en situation « normale », mais là n'est pas l'élément essentiel de notre propos. Ce qu'il faut réaliser, c'est qu'au-delà de cette admission, le « simple citoyen », qu'il s'agit ici de représenter en situation de délibération informée, n'a pas pour seule qualité distinctive de ne pas être détenteur d'une charge publique, il est aussi considéré comme initialement un profane de la politique et c'est précisément en cette qualité d'individu préalablement profane qu'on le convoque. De manière plus simple : l'idée fondamentale des approches délibératives est de représenter une délibération entre « simples citoyens », et la notion de « simple citoyen », ou encore de « citoyen ordinaire », vise justement à exprimer cette distinction entre les « citoyens non simples », c'est-à-dire les citoyens non-détenteurs de charge publique *mais* initiés, de la vaste majorité — raison pour laquelle on les qualifie « d'ordinaires » — des autres citoyens non détenteurs de charge publique *et* profanes.

Ainsi, ces approches ne tentent pas réellement de dévoiler ce que pensent les citoyens initiés, ceux-ci s'expriment déjà de diverses manières par les canaux qui leurs sont accessibles, mais tentent précisément de mettre au jour ce que penseraient les citoyens *normalement profanes* s'ils étaient mis en situation d'information moins imparfaite dans un contexte qui les incitait à réfléchir rationnellement et avec énergie aux problèmes politiques. Le caractère profane du public est donc crucial pour ces approches et c'est donc dire qu'actuellement, les trois approches majeures pour étudier l'opinion publique ont toutes pour objet d'étude les opinions d'un public considéré comme profane. Ainsi, ce que nous entendons aujourd'hui par « opinion publique » est essentiellement les opinions politiques, plus ou moins avisées, plus ou moins cohérentes et plus ou moins stables, des profanes de la politique.

Malgré leur incompetence, les profanes de la politique détiennent tout de même une influence politique importante, à la fois en droit et en fait, et les études d'opinion publique n'ont plus pour objectif de connaître, au sens large, l'opinion du public sur les enjeux afin de permettre au public de s'exprimer entre les élections, mais plus spécifiquement de connaître la perception privée des profanes sur différents problèmes. Ces perceptions privées sont considérées comme étant publiques essentiellement parce qu'il est perçu qu'elles ont des conséquences politiques réelles à la fois pour les acteurs engagés politiquement et pour l'évolution générale d'une société et qu'il convient donc de les étudier. Autrement dit, étudier l'opinion publique ne vise plus aujourd'hui à donner une voix à un public qui normalement n'en n'aurait pas autrement que par les élections, mais plutôt à mieux comprendre l'environnement à l'intérieur duquel circulent les idées politiques afin de pouvoir mieux agir *sur* et *dans* cet environnement. Si aucun consensus n'existe en science politique sur la signification précise du mot « opinion » dans le concept d'opinion publique, nous voulons ici démontrer que l'évolution de la recherche a progressivement mené à une certaine entente entre les approches majeures sur la notion de « public ». L'histoire du concept d'opinion publique au XX^e siècle peut être lue comme le durcissement

progressif de la caractérisation du public comme étant l'ensemble des profanes non-détenteurs de charges publiques « qui sont tellement affectés par les conséquences indirectes de transactions qu'il est jugé nécessaire de veiller systématiquement à ces conséquences »³⁶. Le public signifie donc aujourd'hui les profanes affectés par les conséquences indirectes de transactions, au sens de Dewey, et l'on étudie les « opinions » de ce public parce que celles-ci sont elles-mêmes des transactions ayant des conséquences indirectes sur lesquelles il est jugé nécessaire de veiller. Nous élaborerons davantage sur cette thèse et ses implications dans le chapitre de conclusion.

³⁶ John Dewey, *Le public et ses problèmes*, Paris : Gallimard, 2010, p. 95.

CONCLUSION

Il convient en conclusion de revoir rapidement les grands moments de l'histoire du concept d'opinion publique et d'étayer encore davantage la thèse que nous avons développée au chapitre précédant. Le chapitre III visait à démontrer que les trois grandes approches actuelles de l'opinion publique partagent entre elles une conception du public conçu comme masse des profanes non détenteurs de charges publiques. Nous devons cependant encore faire la démonstration que l'évolution du concept d'opinion publique a mené à un durcissement *progressif* de ce concept de public, ce qui implique donc que cette conception du public n'ait pas toujours prédominé. Cette démonstration nous permettra également de revoir les grandes lignes de l'histoire du concept d'opinion publique pour finalement élaborer sur les implications théoriques et pratiques que posent une conception du public comme masse des profanes.

Nous l'avons d'abord vu au chapitre I, les critères d'applications du concept d'opinion publique étaient encore particulièrement larges au début du siècle. Cela vaut autant pour la conjonction « opinion publique » que pour les mots « opinion » et « public » pris séparément. Cela dit, il demeure que les utilisations du concept d'opinion publique touchaient tout de même plus généralement les grands thèmes avec lesquels nous lions encore aujourd'hui ce concept. Dans son important ouvrage *Public Opinion*, Walter Lippmann s'est vertement attaqué à une conception de la démocratie se fondant sur la qualité de l'opinion publique en remettant clairement en cause à la fois l'idée et la possibilité réelle d'existence d'un citoyen omniscient. Dewey, en partie d'accord avec les critiques de Lippmann, a quant à lui argué que le problème était essentiellement celui de l'éclipse du public dû à l'inadaptation des

canaux de formation et d'expression de celui-ci à la « grande société ». Certains pourraient alors dire que justement, les positions de Lippmann et Dewey font déjà montre d'une conception du public comme masse profane, or nous entendons justement démontrer ici que ce n'est pas le cas.

D'abord, l'une des principales critiques qui peut être faite à Lippmann est de s'attaquer à une conception de la démocratie et du citoyen qui n'existe nulle part dans la littérature classique sur la démocratie. Aucun philosophe, de Platon jusqu'à Bryce en passant par Hobbes, Locke, Rousseau et Tocqueville, ne met de l'avant une théorie de la démocratie qui soit aussi « naïve » que celle que critique Lippmann. Au contraire, tous ces auteurs émettent de sérieuses réserves sur les capacités politiques réelles de la population. Par ailleurs, les penseurs politiques américains ne sont eux aussi pas sans réserve à l'égard de l'opinion publique, les réticences nombreuses face à la démocratie publiées dans *The federalist papers* en témoignent. Dans un passage que nous avons déjà cité au chapitre I, Lippmann écrit qu'on ne trouve dans la littérature classique que très peu de travaux ayant porté sur les processus de formation de l'opinion publique elle-même et que celle-ci est largement tenue pour acquise¹. Cette critique de Lippmann ne peut être comprise que si l'on tient compte du fait qu'il est l'un des premiers — après peut-être, dans une certaine mesure, Bryce et Tocqueville — à réfléchir à la question de l'opinion publique d'une perspective résolument individualiste. En réfléchissant à l'opinion publique, Lippmann n'a pas en tête un corps social plus ou moins organique, mais bien l'association plus ou moins lâche d'un ensemble d'individus agissant dans un contexte d'interdépendance. Non pas que l'individualisme ne soit pas présent chez Hobbes, Locke ou Rousseau, mais

¹ « Since public opinion is supposed to be the prime mover in democracies, one might reasonably expect to find a vast literature. One does not find it. There are excellent books on government and parties, that is, on the machinery which in theory registers public opinions after they are formed. But on the sources from which they are derived, there is relatively little. The existence of a force called public opinion is in the main taken for granted, and American political writers have been most interested either in finding out how to make government express the common will, or in how to prevent the common will from subverting the purposes for which they believe the government exists ». Walter Lippmann, *Public Opinion*, *op. cit.*, p. 137

simplement que chez ces derniers, lorsque le contrat social est établi, l'individu cesse d'être l'élément analytique central et est remplacé, de manière plus ou moins marquée, par le corps social dans son entièreté. Lippmann, en abordant la question de l'opinion publique d'un point de vue beaucoup plus individualiste, ne voit donc pas dans la littérature classique de réelle réflexion sur la formation de l'opinion publique puisque ce processus est pour lui essentiellement le fait d'individus interagissant. En ce sens, ce que critique Lippmann n'est non pas la naïveté démocratique de la littérature classique, mais plutôt le fait que celle-ci, ayant pour élément analytique central le corps social plutôt que l'individu, est incapable de rendre compte concrètement du processus de formation de l'opinion publique et ne peut donc aborder le concept que de manière superficielle.

L'interprétation que nous proposons ici n'est pas clairement exprimée par Lippmann et il serait donc présomptueux d'affirmer qu'il serait en accord avec elle. Cependant, si nous acceptons qu'il soit faux de dire que la littérature classique était « naïve » au sujet de l'opinion publique, alors cette interprétation est la seule possible pour comprendre son mécontentement à l'égard de celle-ci. Ceci étant, si Lippmann peut en effet considérer que les auteurs du passé n'ont pas traité de manière adéquate de l'opinion publique, on voit mal comment ses thèses pouvaient réellement viser cette littérature considérant le fait qu'en aucun cas ces auteurs ne peuvent réellement être considérés comme défendant des positions aussi naïves que ce que critique Lippmann. Il apparaît également démesuré d'affirmer que Lippmann s'attaque à une littérature qu'il n'aborde, au fond, que très peu. C'est donc dire que la conception de l'opinion publique que Lippmann critique *n'est pas* réellement celle qui fut élaborée dans cette littérature classique. Que visait donc Lippmann? Nous soumettons l'hypothèse que Lippmann critiquait la « conception commune » ou « non philosophique » de l'opinion publique, celle qui était tenue par la vaste majorité des individus autour de lui. Une conception simpliste et pas réellement réfléchie qui était sous-entendue dans le discours ambiant au sujet de la démocratie. On enseigne encore

aux enfants le système solaire en utilisant la théorie newtonienne, même si celle-ci a été dépassée par Einstein il y a plus de cent ans, parce qu'on juge qu'elle est plus simple à comprendre et qu'elle donne tout de même une conception de notre système solaire qui, sans être exacte, est assez près de la réalité pour donner une image minimalement correcte aux élèves. D'une certaine manière, la conception de la démocratie et de l'opinion publique que critique Lippmann est cette conception que l'on enseigne encore aujourd'hui dans les cours d'éducation civique, une conception « non-sophistiquée », qui permet à tous de comprendre les grands principes généraux de la démocratie sans pour autant avoir à formuler des explications théoriques très abstraites et complexes. Cette conception, que nous nommerons « conception commune », peut être plus ou moins répandue et on la retrouve souvent, sous-entendue, dans les discours politiques.

Cette conception commune de la démocratie était-elle plus répandue au temps de Lippmann qu'aujourd'hui? Une réponse définitive à cette question dépasse largement le cadre de notre travail, mais il est à tout le moins possible de dire que, hormis les textes philosophiques qui touchent nécessairement un lectorat restreint, il n'existait pas encore de « contrepoids » à cette conception simpliste. Cela ne viendra que plus tard avec l'éclosion de la recherche par sondage qui, après avoir maintes fois démontré les faibles niveaux de compétences politiques dans la population, provoquera le retour théorique que nous avons détaillé au chapitre III. Par ailleurs, comme nous l'avons souligné au chapitre II, le fait que George Gallup ait fondé sa défense des sondages à la fois sur un appel à la science, mais surtout à la démocratie n'est pas un hasard et l'efficacité rhétorique de son discours dépendait largement de la réceptivité de sa société à celui-ci. Prévoyant avec justesse le résultat de l'élection présidentielle de 1936, Gallup a d'abord fait un coup d'éclat qui permettait à la fois d'attirer l'attention sur sa méthode et d'établir sa crédibilité scientifique. Il fallait ensuite établir la légitimité démocratique des sondages et, comme nous l'avons vu au chapitre II, c'est par un appel à la démocratie fondé sur une conception simpliste et

populiste de celle-ci que Gallup a tenté de faire cette démonstration. En rétrospective, il est assez évident qu'une telle stratégie aura bien servi Gallup, mais plus important encore, son efficacité démontre le niveau de réceptivité de la société de l'époque à son discours sur la démocratie. Ceci étant, il est encore plus important de réaliser que les groupes sociaux pour qui ce discours a été efficace étaient principalement constitués de journalistes, de spécialistes de la politique et d'individus particulièrement intéressés à la chose politique. Ceux à qui Gallup s'adressait étaient justement cette élite susceptible d'avoir recours aux sondages et rapidement Gallup aura été capable de les convaincre de l'intérêt de ceux-ci. C'est donc dire que la conception commune de la démocratie que nous évoquions plus haut était aussi très répandue chez les groupes sociaux que nous considérons aujourd'hui comme faisant partie d'une certaine « élite ».

Ainsi, il devient plus aisé de comprendre le niveau d'agacement de Lippmann face à la conception commune de la démocratie. Si cette conception était aussi répandue dans les années 1930 lors de l'avènement des sondages, on voit difficilement comment il pourrait en être autrement durant les années 1920 lorsque Lippmann publie *Public Opinion* et *The Phantom Public*. Par ailleurs, le lectorat visé par ces livres n'est évidemment pas constitué d'ouvriers, mais bien de ses collègues journalistes et autres spécialistes de la politique. Par ces livres, Lippmann tente de rappeler à l'ordre ses contemporains sur la nature de l'opinion publique en démocratie et sur ce qu'il est réellement possible d'attendre d'elle. Les thèses de Dewey viendront certainement nuancer le propos de Lippmann, mais il n'en demeure pas moins que le constat sur les capacités réelles du public demeure le même. À cette époque donc, la conception du public conçu comme masse profane, bien qu'elle existait, ne pouvait être considérée comme étant très répandue.

Les résultats des travaux de Lazarsfeld à Columbia, puis ceux de l'école de Michigan, ramèneront progressivement le problème de la nature de l'opinion

publique; et si pendant quelques années l'enthousiasme autour de ce nouvel outil de recherche aura mené à une abondance de travaux empiriques, l'important article de Phillip E. Converse publié en 1964 allait définitivement poser la question de la compétence politique comme l'un des problèmes les plus sérieux de la recherche sur l'opinion publique². Ce n'était plus par un raisonnement abstrait que l'on posait désormais le constat de l'incompétence politique généralisée, mais par de la recherche empirique qui, de surcroît, utilisait des méthodes qui lui permettaient de se parer des habits de la « Science ». Étrangement, l'outil même qui permettait de dévoiler cette incompétence en devenait par le fait même théoriquement suspect. Le public étant à ce point peu informé, il devenait difficile d'affirmer que les sondages mesuraient réellement l'opinion de ce public.

Le moment où est publié *An Economic Theory of Democracy* d'Anthony Downs est donc extrêmement important. Si comme nous l'avons vu au début du chapitre III, la thèse de Downs aurait pu être aisément rejetée sur les bases même de sa méthodologie — vu son incapacité prédictive en ce qui a trait au niveau de participation lors des scrutins —, elle a au contraire suscité un grand intérêt. Bien sûr, l'attraction des méthodologies des sciences économiques y est pour quelque chose, mais il ne faudrait surtout pas négliger le fait que la thèse de Downs venait, au bon moment, donner une explication au problème de la compétence politique qui devenait de plus en plus crucial pour la recherche sur l'opinion publique. Dans le monde universitaire, la question de la compétence du public allait rapidement se résoudre au point où, comme nous l'avons démontré au chapitre III, les trois principales approches actuelles pour étudier l'opinion publique partagent toutes un concept de public conçu comme l'ensemble des profanes de la politique non détenteurs de charges publiques. Ainsi, ce mouvement progressif du monde académique vers une conception du public comme masse profane pourrait indiquer un dépassement de ce

² Philip E. Converse, « The nature of belief systems in mass publics », Dans *Ideology and discontent*, David E. Apter (ed.), New York : Free Press, 1964, p. 207-261.

que David M. Ricci a appelé la tragédie de la science politique³. Cette tension entre, d'une part, l'attachement aux valeurs démocratiques et, d'autre part, les résultats à la fois de la recherche empirique et de la réflexion théorique et philosophique, serait maintenant en voie d'être réconciliée.

En dehors de l'université, on voit difficilement comment cette conception du public n'aurait pas progressé. Les personnalités politiques ont maintenant abondamment recours aux spécialistes de l'opinion publique et utilisent allègrement des stratégies électorales issues des résultats de recherches sur l'opinion publique. Ce simple fait oblige les journalistes, eux-mêmes souvent formés en science politique, à s'instruire au moins minimalement sur ces travaux pour comprendre le monde politique qu'ils ont pour tâche d'expliquer au public. Une grande partie du travail journalistique n'a aujourd'hui plus tant à voir avec l'analyse des décisions et des propositions politiques qu'avec l'analyse tactique de la joute politique comme telle. Pour ne donner qu'un exemple, le 12 mars 2011 se tenait le débat anglophone des chefs en vue de l'élection fédérale canadienne du 2 mai 2011. Afin d'analyser le débat, le réseau RDI proposait à ses téléspectateurs un panel de quatre experts de l'image travaillant pour des firmes de relations publiques et ayant tous collaboré avec l'un ou l'autre des partis impliqués. C'est donc dire que, pour les journalistes, l'élément le plus intéressant à discuter n'était pas réellement lié aux arguments et aux positions des chefs, mais plutôt à la joute comme telle. Lorsque les arguments utilisés par les chefs étaient analysés, il ne s'agissait pas tant de peser leur validité que de juger de leur effectivité potentielle auprès des électeurs. Une analyse de contenu permettrait certainement d'évaluer l'importance des références à la « conception commune » du public par rapport à celle du public comme masse des profanes dans les médias, mais comme nous le disions plus haut, plusieurs indices nous laissent

³ David M. Ricci, *The Tragedy of Political Science: Politics, Scholarship, and Democracy*, New Heaven : Yale University Press, 1987. Nous abordons par ailleurs la thèse de Ricci au chapitre II, p. 75.

croire que la présence de cette dernière a pris de plus en plus d'importance au fil du temps.

Ainsi, il appert donc que la conception du public en tant que masse des profanes de la politique non-détenteurs de charges publiques s'est progressivement solidifiée au cours du siècle. Ce que la théorie politique affirmait déjà depuis longtemps a été démontré par la recherche empirique, donnant lieu au retour théorique que nous avons vu au chapitre III. La conception du public comme masse profane se sera ainsi répandue de plus en plus et plusieurs éléments nous mènent à penser que, si elle n'est pas nécessairement toujours prédominante, elle est devenue l'une des conceptions du public les plus répandues. Si le sens donné au mot « opinion » semble être toujours aussi équivoque, la notion de « public » s'est donc progressivement précisée. De plus, il appert que pour certains groupes sociaux, il est devenu important de mesurer et comprendre les « opinions » politiques du public, qu'elles soient de simples impressions ou de vagues sentiments, parce que ce public, aussi profane puisse-t-il être, a un impact important sur la vie politique. Si le public n'est pas pensé comme l'origine des idées politiques, il en est tout de même le lieu de réception et de circulation. Dès lors, l'information au sujet de cette réception et de cette circulation des idées dans le public profane devient stratégique parce qu'elle permet d'agir plus efficacement à la fois dans cet environnement politique et sur le public lui-même. À cet égard, il serait particulièrement intéressant de vérifier l'hypothèse voulant que le durcissement progressif de la notion de public comme masse profane chez les leaders politiques ait changé drastiquement la manière dont ceux-ci se comportent sur la scène politique. Alors qu'auparavant ce que nous avons appelé la conception commune du public dominait largement chez les leaders politiques, le fait qu'ils aient, sous l'influence des spécialistes de l'opinion publique, progressivement adopté la conception du public comme masse des profanes pourrait nous permettre d'expliquer l'origine plus profonde d'un changement de leurs comportements stratégiques. Une analyse des discours politiques dans les campagnes

électorales au cours du dernier siècle serait susceptible de nous en apprendre davantage à cet égard. Plus important encore, la progression du concept de public comme masse des profanes chez les élites en général devrait être analysée afin de vérifier si cette progression est corrélative d'une modification profonde de la conception de la démocratie dans les discours produits par les élites. Si pendant longtemps le « mythe du citoyen omniscient », inhérent à la conception commune du public, a prédominé à la fois dans la population en général et chez les élites, menant à ce que Almond et Verba considèrent être une sorte d'heureux équilibre démocratique faisant en sorte que les citoyens ordinaires participaient au processus politique sans égard à leur importance réelle alors que les élites se retenaient de faire tout ce qu'elles auraient pu faire par crainte du public⁴, il appert que les élites, ayant maintenant connaissance des résultats de la recherche en science politique, sont susceptibles de briser cet équilibre démocratique fragile.

Ceci étant, le public, conçu comme masse des profanes non détenteurs de charges publiques, nous ramène bien évidemment à la question de la compétence politique. Si l'on admet que l'avènement de la grande société, comme l'appelait Graham Wallas, aura progressivement complexifié les enjeux politiques en les rendant de plus en plus abstraits et lointains, il faudra aussi admettre, comme l'affirmait Dewey, que cette situation exige de plus en plus du public. Autrement dit, l'inflation de la complexité des enjeux nécessite, pour que la situation démocratique demeure stable, une croissance corrélative de la compétence politique du public. Si certaines thèses ont tenté de démontrer que le public est justement devenu plus compétent politiquement⁵, nous avons aussi vu que ces thèses n'auront pas résisté à la critique. En fait, comme nous l'avons vu en abordant les thèses de Samuel L. Popkin et John R. Zaller, il appert que la très vaste majorité des individus ont recours à des

⁴ Gabriel Almond et Sidney Verba, *The Civic Culture. Political Attitudes and Democracy in Five Nations*, Princeton : Princeton University Press, 1963, pp. 473-505.

⁵ Le meilleur exemple étant : Norman H. Nie, John R. Petrocik et Sidney Verba, *The Changing American Voter*, New York : Harvard University Press, 1976.

outils et des catégories développées et utiles dans leur vie quotidienne pour comprendre les enjeux et faire leurs choix politiques. Ainsi, la stabilité du niveau de compétence politique du public au cours du temps, lorsque comparée à l'inflation du niveau de complexité des enjeux politiques, nous porte à poser l'hypothèse d'un écart croissant entre la complexité de la tâche démocratique devant être accomplie et notre capacité à accomplir cette tâche démocratiquement. Ce problème crucial nous apparaît être l'un des plus importants autant pour la science politique actuelle que pour nos sociétés en général. Bien sûr, l'étude de la compétence politique s'avère être extrêmement complexe et on peut évidemment s'attendre à ce qu'elle suscite de nombreuses polémiques, il n'en demeure pas moins que, d'un point de vue démocratique, il devient de plus en plus évident que nos sociétés devront se doter de moyens réellement efficaces pour augmenter la compétence politique du public de telle sorte que nous soyons à même de répondre démocratiquement aux problèmes sociaux et politiques qui sont devant nous.

À cet égard, plusieurs songeront d'emblée à l'importance de l'éducation, or l'augmentation des niveaux d'éducation dans les dernières décennies n'aura pas été corrélative d'une augmentation de la compétence politique du public⁶. L'éducation semble pourtant être le seul moyen à la disposition d'une société pour agir *directement* sur le niveau de compétence politique du public. L'une des questions les plus importantes devant donc être soulevée à cet égard concerne dans un premier temps les impacts réels de l'éducation sur le niveau de compétence politique, et, de manière encore plus importante, comment doit être menée cette éducation afin qu'elle ait un réel impact. Si tous peuvent s'entendre sur l'importance de la formation citoyenne — qui peut être contre la vertu? —, il n'en demeure pas moins que, dans les dernières décennies, les pressions économiques pesant sur les dirigeants politiques se sont considérablement alourdies. Le défi majeur dans nos sociétés est

⁶ Michael X. Delli Carpini et Scott Keeter, « Stability and Change in the U.S. Public's Knowledge of Politics », *The Public Opinion Quarterly*, 55, no. 4, décembre 1, 1991, p. 583-612.

généralement conçu comme étant celui de l'augmentation de la compétitivité d'une population sur la scène internationale en vue d'attirer sur un territoire des investissements et des emplois générateurs de croissance économique. L'importance de l'éducation pour atteindre cette fin est abondamment citée et la vaste majorité des systèmes d'éducation publique des pays industrialisés ont des objectifs clairs à cet égard. Ceci étant, alors que « les grandes vertus civiques » de l'éducation sont elles aussi abondamment mobilisées pour justifier son importance sociale, des objectifs clairs, ainsi que les moyens pour les atteindre, sont à ce titre cruellement absents. Ainsi, le rééquilibrage entre l'importance accordée aux objectifs économiques par rapport aux objectifs démocratiques liés à l'éducation sera certainement l'un des enjeux démocratiques majeurs auquel nos sociétés devront faire face. Par ailleurs, il serait vain de proposer un tel rééquilibrage sans être en mesure de mettre également de l'avant un contenu à cette éducation civique ainsi que proposer des moyens pour parvenir à rehausser le niveau de compétence politique du public. Le rôle de la science politique apparaît ici crucial et il est étonnant de constater la quasi-absence de travaux portant sur la pédagogie de la discipline. Cela est d'autant plus décevant d'une discipline qui, à l'origine, avait justement pour fondement et pour justification sociale et scientifique le développement de l'esprit civique.

Finalement, l'importance que nos sociétés accorderont au problème de la formation citoyenne nous en dira également beaucoup sur la conception de la démocratie sur laquelle elles continueront de s'ériger. Une conception du public comme masse des profanes non-détenteurs de charge publique amène déjà avec elle une transformation profonde de la conception de la démocratie, un public profane s'en trouvant nécessairement moins légitime qu'un public considéré d'emblée comme compétent, la réaction de nos sociétés face à ce qui est maintenant considéré comme un simple état de fait sera cruciale. Nous pourrions simplement poursuivre les efforts éducatifs actuels, qui ont presque exclusivement pour visée le maintien et le rehaussement de la compétitivité économique de nos populations, ou être réellement

ambitieux et se doter des moyens nous permettant de mettre en œuvre une véritable politique démocratique adaptée à notre monde actuel.

BIBLIOGRAPHIE

- « American Institute of Public Opinion-Surveys, 1938-1939 », *The Public Opinion Quarterly*, vol. 3, no. 4, 1939, p. 581-607.
- « British Institute of Public Opinion », *The Public Opinion Quarterly*, vol. 4, no. 1, 1940, p. 75-82.
- « Gallup and Fortune Polls », *The Public Opinion Quarterly*, vol. 4, no. 1, 1940, p. 83-115.
- _____, *The Public Opinion Quarterly*, vol. 4, no. 2, 1940, p. 339-363.
- « Public Opinion And Preventive Medicine », *The British Medical Journal*, vol. 1, no. 3097, 1920, p. 646.
- Achen, Christopher H., « Mass Political Attitudes and the Survey Response », *The American Political Science Review*, vol. 69, no. 4, 1975, p. 1218-1231.
- Allen, Lord, « Public Opinion and the Idea of International Government », *International Affairs (Royal Institute of International Affairs 1931-1939)*, vol. 13, no. 2, 1934, p. 186-207.
- Allport, Floyd H., « Polls and the Science of Public Opinion », *The Public Opinion Quarterly*, vol. 4, no. 2, 1940, p. 249-257.
- _____, « Toward a Science of Public Opinion », *The Public Opinion Quarterly*, vol. 1, no. 1, 1937, p. 7-23.
- Almond, Gabriel A., *The civic culture, political attitudes and democracy in five nations*, Princeton, N.J. : Princeton University Press, 1963, 562 p.
- Anderson, Chandler P., « The Power of Public Opinion for Peace », *The American Journal of International Law*, vol. 16, no. 2, 1922, p. 241-243.
- Angell, Norman, « Public Opinion in Foreign Policies », *Annals of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 66, 1916, p. 136-139.
- Austin, John Langshaw, *Quand dire, c'est faire*, Paris : Seuil, 1991, 202 p.
- Barth, Harry, « 4. Research Problems Relating to Public Opinion », *The American Political Science Review*, vol. 21, no. 2, 1927, p. 399-401.
- Becker, Klaus Schoenbach et Lee B., « Origins and consequences of mediated public opinion », in Theodore Lewis Glasser, Charles T. Salmon (dir.) *Public opinion and the communication of consent*, New York : Guilford Press, 1995, p. 323-347.
- Berelson, Bernard, « Democratic Theory and Public Opinion », *The Public Opinion Quarterly*, vol. 16, no. 3, 1952, p. 313-330.
- Binkley, Robert C., « The Concept of Public Opinion in the Social Sciences », *Social Forces*, vol. 6, no. 3, 1928, p. 389-396.

- Blanckaert, Claude, *L'histoire des sciences de l'homme, trajectoire, enjeux et questions vives*, Paris Montréal : L'Harmattan, 1999, 308 p.
- Blankenship, Albert B., « Pre-Testing a Questionnaire for a Public Opinion Poll », *Sociometry*, vol. 3, no. 3, 1940, p. 263-269.
- _____, « The Case for and against the Public Opinion Poll », *The Journal of Marketing*, vol. 5, no. 2, 1940, p. 110-113.
- Blondiaux, Loïc, « Ce que les sondages font à l'opinion publique », *Politix*, vol. 10, no. 37, 1997, p. 117-136.
- _____, *Hermès, no 31*, CNRS, 2002.
- _____, *La fabrique de l'opinion. Une histoire sociale des sondages*, Paris : Seuil, 1998, 601 p.
- _____, « Mort et résurrection de l'électeur rationnel. Les métamorphoses d'une problématique incertaine », *Revue française de science politique*, vol. 46, 1996, p. 753-791.
- _____, « L'invention des sondages d'opinion : expériences, critiques et interrogations méthodologiques (1935-1950) », *Revue française de science politique*, 1991, vol. 41, no. 6, p. 756-780.
- _____, « Paul F. Lazarsfeld (1901-1976) et Jean Stoetzel (1910-1987) et les sondages d'opinion : genèse d'un discours scientifique », *Mots*, vol. 23, no. 1, 1990, p. 5-23.
- _____, « Sondages et délibération : une épistémologie alternative de l'opinion publique », *Politix*, vol. 15, no. 57, 2002, p. 167-180.
- Blummer, Herbert, « Public opinion and public polling », *American sociological review*, vol. 13, 1948, p. 542-554.
- Bourdieu, Pierre, « L'opinion publique n'existe pas », in *Questions de sociologie*, Paris : Les éditions de minuit, 1984, p. 222-235.
- _____, « Le sondage, un "science" sans savants », in *Choses dites*, Paris : Les éditions de minuit, 1987, p. 217-224.
- _____, « Les doxosophes », *Minuit*, 1972, p. 29-35.
- Bryce, James, « Le gouvernement de l'opinion publique. Extrait de La république américaine », *Hermès*, vol. 31, 2001, p. 31-38.
- _____, *The American Commonwealth*, Vol. III New York : AMS Press, 1973, 699 p.
- Campbell, Angus, *The Voter Decides*, New York : Greenwood Press, 1971, 242 p.
- Campbell, Angus et Philip E. Converse, Warren E. Miller, et Donald E. Stokes, *The American Voter*, Chicago : University of Chicago Press, 1980, 576 p.
- Carpini, Michael X. Delli et Scott Keeter, « Stability and Change in the U.S. Public's Knowledge of Politics », *The Public Opinion Quarterly*, vol. 55, no. 4, 1991, p. 583-612.
- Cayrol, Roland, « La république des sondages », in Jean-Jacques Dreesbeke et Gabriel Thoveron (dir.), *Au royaume des sondages*, Bruxelles : Éditions de l'Université de Bruxelles, 1990, p. 159-171.

- Champagne, Patrick, *Faire l'opinion, le nouveau jeu politique*, Paris : Les éditions de minuit, 1990, 311 p.
- _____, « La construction des malaises sociaux », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 90, no. 1, 1991, p. 64-76.
- _____, « La loi des grands nombres. Mesure de l'audience et représentation politique du public », *Actes de la recherche en sciences sociales*, no. 101-102, 1994, p. 10-22.
- _____, « La manifestation. La production de l'événement politique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 52, no. 1, 1984, p. 19-41.
- _____, « Le cercle politique. Usages sociaux des sondages et le nouvel espace politique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, no. 71-72, 1988, p. 71-101.
- _____, « Les sondages, le vote et la démocratie », *Actes de la recherche en sciences sociales*, no. 109, 1995, p. 73-92.
- Cherington, Paul T., « Opinion Polls as the Voice of Democracy », *The Public Opinion Quarterly*, vol. 4, no. 2, 1940, p. 236-238.
- Childs, Harwood L., « By Public Opinion I Mean », *The Public Opinion Quarterly*, vol. 3, no. 2, 1939, p. 327-336.
- Clarice N. Olien, George A. Donohue et Philip J. Tichenor, « Conflict, Consensus and Public Opinion », in Theodore Lewis Glasser, Charles T. Salmon (dir.) *Public opinion and the communication of consent*, New York : Guilford Press, 1995, p. 301-322.
- Converse, Philip E., « Changing Conceptions of Public Opinion in the Political Process », *The Public Opinion Quarterly*, vol. 51, 1987, p. 12-24.
- _____, « The nature of belief systems in mass publics », in David E. Apter (dir.) *Ideology and discontent*, New York : Free Press, 1964, p. 207-261.
- _____, « Nouvelles dimensions de la signification des réponses dans les sondages sur les opinions publiques », *Revue internationale des sciences sociales*, vol. 16, no. 1, 1964, p. 22-38.
- Creel, George, « Public Opinion in War Time », *Annals of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 78, 1918, p. 185-194.
- Crossley, Archibald M., « Measuring Public Opinion », *The Journal of Marketing*, vol. 1, no. 3, 1937, p. 272-274.
- Curti, Merle, « Public Opinion and the Study of History », *The Public Opinion Quarterly*, vol. 1, no. 2, 1937, p. 84-87.
- Déloye, Yves, Bernard Voutat et Aurélie Billebault, *Faire de la science politique : pour une analyse socio-historique du politique*, Paris : Belin, 2002, 327 p.
- Desrosières, Alain, *La politique des grands nombres : Histoire de la raison statistique*, Paris : La Découverte, 2000, 456 p.
- Dewey, John, *Le public et ses problèmes*, Paris : Gallimard, 2010, 336 p.
- _____, « Public opinion of Walter Lippmann, Book review », dans *Middle works*, vol. 13, Carbondale : Southern Illinois University Press, 2008, p. 337-344.

- _____, *The Essential Dewey: Pragmatism, Education, Democracy*, Bloomington : Indiana University Press, 1998.
- Downs, Anthony, *An Economic Theory of Democracy*, New York : Harper & Brothers, 1957, 310 p.
- Droba, D. D., « Methods Used for Measuring Public Opinion », *The American Journal of Sociology*, vol. 37, no. 3, 1931, p. 410-423.
- Dryzek, John S., *Deliberative Democracy and Beyond: Liberals, Critics, Contestations*, New York : Oxford University Press, 2002, 208 p.
- _____, « Opinion research and the counter-revolution in American political science », *Political studies*, vol. XL, 1992, p. 679-694.
- Dryzek, John S. et Stephen T. Leonard, « History and Discipline in Political Science », *The American Political Science Review*, vol. 82, no. 4, 1988, p. 1245-1260.
- Elton, Atwater, « Organizing American Public Opinion for Peace », *The Public Opinion Quarterly*, vol. 1, no. 2, 1937, p. 112-121.
- Fisher, Sterling, « The Radio and Public Opinion », *The Public Opinion Quarterly*, vol. 2, no. 1, 1938, p. 79-82.
- Fishkin, James S., « Consulting the Public through Deliberative Polling », *Journal of Policy Analysis and Management*, vol. 22, no. 1, 2003, p. 128-133.
- _____, « The Televised Deliberative Poll: An Experiment in Democracy », *Annals of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 546, 1996, p. 132-140.
- _____, « Vers une démocratie délibérative. Extrait de Citizens and democratic institutions », *Hermès*, vol. 31, 2001, p. 207-222.
- _____, *Democracy and Deliberation*, Yale : Yale University press, 1991, p.
- Ford, Henry Jones, « The Attitude of Public Opinion Towards Congress », *Annals of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 78, 1918, p. 204-210.
- Fournier, Patrick, « Les citoyens peuvent-ils formuler des politiques ? », in *La politique en questions*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2008, p. 176-184.
- Friedman, Milton, « The Methodology of Positive Economics », *Essays in Positive Economics*, Chicago : University of Chicago Press, 1953, p. 3-16.
- Gallup, George, « Testing Public Opinion », *The Public Opinion Quarterly*, vol. 2, no. 1, 1938, p. 8-14.
- Gallup, George et Saul Forbes Rae, « Is There a Bandwagon Vote? », *The Public Opinion Quarterly*, vol. 4, no. 2, 1940, p. 244-249.
- Gallup, George et Claude Robinson, « American Institute of Public Opinion-Surveys, 1935-38 », *The Public Opinion Quarterly*, vol. 2, no. 3, 1938, p. 373-398.
- Gallup, George Horace, *The Pulse of Democracy. The Public-Opinion Poll and how it works*, New York : Simon and Schuster, 1940.
- Ghiselli, Edwin E., « Some Further Points on Public Opinion Polls », *The Journal of Marketing*, vol. 5, no. 2, 1940, p. 115-119.

- Glynn, Carroll J., Susan Herbst, Garrett O'Keefe, Robert Shapiro et Bruce A. Williams, *Public Opinion*, Boulder : Westview Press, 1999.
- Green, Donald P. et Ian Shapiro, « Choix rationnels et politique : pourquoi en savons-nous toujours aussi peu ? », *Revue française de science politique*, 47, 1, 1997, p. 97.
- _____, *Pathologies of Rational Choice Theory : A Critique of Applications in Political Science*, New Haven : Yale University Press, 1994, 254 p.
- Habermas, Jürgen, *L'espace public*, Paris : Payot, 1978, 324 p.
- Hall, Arnold Bennett et al., « Reports of the Second National Conference on the Science of Politics », *The American Political Science Review*, vol. 19, no. 1, 1925, p. 104-162.
- Holcombe, A. N., « Book Review : *Public Opinion*, by Walter Lippmann », *The American Political Science Review*, vol. 16, no. 3, 1922, p. 500-501.
- Jacoby, Russell, « A New Intellectual History? », *The American Historical Review*, vol. 97, no. 2, 1992, p. 405-424.
- Janowitz, Morris et Warren E. Miller, « The Index of Political Predisposition in the 1948 Election », *The Journal of Politics*, vol. 14, no. 4, 1952, p. 710-727.
- Katz, Elihu et Paul F. Lazarsfeld, *Personal Influence: The Part Played by People in the Flow of Mass Communications*, New York : Transaction Publishers, 2005, 434 p.
- Kuhn, Thomas Samuel, *La structure des révolutions scientifiques*, Paris : Flammarion, 1999, 284 p.
- King, Clyde L., « Book Review : *Public Opinion*, by Walter Lippmann », *Annals of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 103, 1922, p. 153-154.
- Knecht, Marcel, « Public Opinion and Disarmament », *Annals of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 144, 1929, p. 148-150.
- Kramer, G. H., « Short Term Fluctuations in US Voting Behaviour : 1996-1964. », *American Political Science Review*, 77, 1971.
- Lancelot, Alain, « Sondages et démocratie », in SOFRES (dir.) *Opinion publique*, Paris : Gallimard, 1984, p. 257-267.
- Lane, Robert E. et David O. Sears, *Public Opinion*, New York : Prentice-Hall, 1964, 120 p.
- Lasswell, Harold D., « The Measurement of Public Opinion », *The American Political Science Review*, vol. 25, no. 2, 1931, p. 311-326.
- Lazarsfeld, Paul F., « "Panel" Studies », *The Public Opinion Quarterly*, vol. 4, no. 1, 1940, p. 122-128.
- Lazarsfeld, Paul F., Bernard Berelson, Hazel Gaudet, *The People's Choice. How the Voter Makes up his Mind in a Presidential Campaign*, New York : Columbia University Press, 1948, 178 p.
- Lazarsfeld, Paul F., Bernard Berelson et William N. McPhee, *Voting: a Study of Opinion Formation in a Presidential Campaign*, Chicago : University of Chicago Press, 1986, 415 p.

- _____, « Public Opinion and the Classical Tradition », *The Public Opinion Quarterly*, vol. 21, no. 1, 1957, p. 39-53.
- Lazarsfeld, Paul F. et W. S. Robinson, « Some Properties of the Trichotomy "Like, no Opinion, Dislike" and Their Psychological Interpretation », *Sociometry*, vol. 3, no. 2, 1940, p. 151-178.
- Lehingue, Patrick, « L'analyse économique des choix électoraux (I) », *Politix*, vol. 10, no. 40, 1997, p. 88-112.
- _____, « L'analyse économique des choix électoraux (II) », *Politix*, vol. 11, no. 41, 1998, p. 82-122.
- Lewis-Beck, Micheal S. et Mary Stegmaier, « Economic Models of Voting », in Russel J. Dalton et Hans-Dieter Klingemann, *The Oxford Handbook of Political Behavior*, New York, Oxford University Press, 2007, p. 518-537.
- Lippmann, Walter, *Le public fantôme*, Paris : Demopolis, 2008, 192 p.
- _____, *Public Opinion*, New York : Free Press Paperbacks, 1997, 240 p.
- _____, « Public Opinion and the Renunciation of War », *Proceedings of the Academy of Political Science*, vol. 13, no. 2, 1929, p. 49-53.
- _____, « The Press and Public Opinion », *Political Science Quarterly*, vol. 46, no. 2, 1931, p. 161-170.
- Luhmann, Niklas, « L'opinion publique », *Politix*, vol. 14, no. 55, 2001, p. 25-59.
- Luskin, John, *Lippmann, Liberty and the Press*, Tuscaloosa : University of Alabama Press, 1972, 224 p.
- McCombs, Maxwell, Lucig Danielian et Wayne Wanta, « Issues in the news and the public agenda : the agenda-setting tradition », in Theodore L. Glasser et Charles T. Salmon (dir.) *Public Opinion and the Communication of Consent*, New York : The Guilford Press, 1995, p. 281-300.
- Mead, Margaret, « Public Opinion Mechanisms Among Primitive Peoples », *The Public Opinion Quarterly*, vol. 1, no. 3, 1937, p. 5-16.
- Meier, Norman C., « Motives in Voting: A Study in Public Opinion », *The American Journal of Sociology*, vol. 31, no. 2, 1925, p. 199-212.
- Meyer, Eugene, « A Newspaper Publisher Looks at the Polls », *The Public Opinion Quarterly*, vol. 4, no. 2, 1940, p. 238-240.
- Mills, Charles Wright, « Les publics et la société de masse », in Jean Padioleau (dir.) *L'opinion publique, examen critique, nouvelles directions*, Paris : Mouton, 1981, p. 164-177.
- Minar, David W., « Public Opinion in the Perspective of Political Theory », *The Western Political Quarterly*, vol. 13, no. 1, 1960, p. 31-44.
- Moore, Edward Carter, *American Pragmatism. Peirce, James and Dewey*, New York : Columbia University Press, 1961, 285 p.
- Mucchielli, Laurent, *Mythes et histoires des sciences humaines*, Paris : La découverte, 2004, 344 p.
- Neijens, Peter, J. Ridder et W. Sarris, « An instrument for collecting informed opinions », *Quality and Quantity*, 26, no. 3, 1992, p. 245-258.

- Nie, Norman H., John R. Petrocik, et Sidney Verba, *The Changing American Voter*, New York : Havard University Press, 1999, 421 p.
- Noelle-Neumann, Elisabeth, « Public opinion and rationality », in Theodore L. Glasser et Charles T. Salmon (dir.) *Public Opinion and the Communication of Consent*, New York : The Guilford press, 1995, p. 33-54.
- _____, « Public Opinion and the Classical Tradition: A Re-Evaluation », *The Public Opinion Quarterly*, vol. 43, no. 2, 1979, p. 143-156.
- _____, *The Spiral of Silence : Public Opinion, our Social Skin*, Chicago : University of Chicago Press, 1984, 224 p.
- Ozouf, Mona, « Le concept d'opinion publique au XVIIIe siècle », *Sociologie de la communication*, vol. 1, no. 1, 1997, p. 349-365.
- Page, Benjamin I. et Robert Y. Shapiro, *The Rational Public: Fifty Years of Trends in Americans' Policy Preferences*, Chicago : University Of Chicago Press, 1992, 506 p.
- Palmer, Paul A., « Ferdinand Tonnies's Theory of Public Opinion », *The Public Opinion Quarterly*, vol. 2, no. 4, 1938, p. 584-595.
- Park, Robert E., « Book Review : *Public Opinion*, by Walter Lippmann », *The American Journal of Sociology*, vol. 28, no. 2, 1922, p. 232-234, accessed 3 november 2010.
- Peters, John Durham, « Historical tensions in the concept of public opinion », in Theodore L. Glasser et Charles T. Salmon (dir.) *Public Opinion and the Communication of Consent*, New York : The Guilford Press, 1995, p. 3-32.
- Pierce, Walter M., « Climbing on the Bandwagon », *The Public Opinion Quarterly*, vol. 4, no. 2, 1940, p. 241-243.
- Pocock, John, G., *Vertu, commerce et histoire*, Paris : Presses universitaire de France, 1998, 416 p.
- Popkin, Samuel L., *The Reasoning Voter: Communication and Persuasion in Presidential Campaigns*, Chicago : University Of Chicago Press, 1991, 332 p.
- Price, Vincent et Peter Neijens, « Deliberative polls : Toward improved mesures of "informed" public opinion? », *International Journal of Public Opinion Research*, vol. 10, no. 2, 1998, p. 145-176.
- _____, « Opinion quality in public opinion research », *International Journal of Public Opinion Research*, vol. 9, no. 4, 1997, p. 336-360.
- Price, Vincent et John Zaller, « Who Gets the News? Alternative Measures of News Reception and Their Implications for Research », *The Public Opinion Quarterly*, vol. 57, no. 2, 1993, p. 133-164.
- Ratcliffe, S. K., « Taxation and Public Opinion in England », *Proceedings of the Academy of Political Science in the City of New York*, vol. 11, no. 1, 1924, p. 124-127.
- Richard-Zappella, Jeannine, « Mobilisation de l'opinion publique par les sondages », *Mots*, vol. 23, no. 1, 1990, p. 60-75.
- Ricci, David M., *The Tragedy of Political Science: Politics, Scholarship, and Democracy*, New Heaven : Yale University Press, 1987, 338 p.

- Robinson, Claude Everett, *Straw Votes: a Study of Political Prediction*, New York : Columbia University Press, 1932, 210 p.
- Robinson, Daniel J., *The Measure of Democracy : Polling, Market Research, and Public Life, 1930-1945*, Toronto : University of Toronto Press, 1999, 272 p.
- Roper, Elmo, « Sampling Public Opinion », *Journal of the American Statistical Association*, vol. 35, no. 210, 1940, p. 325-334.
- Roper, Elmo, Edward G. Benson et Frederick F. Stephan, « Problems and Techniques », *The Public Opinion Quarterly*, vol. 4, no. 1, 1940, p. 129-135.
- Ross, P. H. W., « The Probable Effect of the Seamen's Act on Public Opinion », *Proceedings of the Academy of Political Science in the City of New York*, vol. 6, no. 1, 1915, p. 133-137.
- Rousseau, Jean-Jacques, *Discours sur l'origine de l'inégalité parmi les hommes*, Paris : Flammarion, 1999, 282 p.
- Sedman, Virginia Rankin, « Some Interpretations of Public Opinion », *Social Forces*, vol. 10, no. 3, 1932, p. 339-350.
- Skinner, Quentin, *Visions of Politics*, Cambridge : Cambridge University Press, 2002, 226 p.
- Smith, Eric R. A. N., *The Unchanging American Voter*, Berkeley : University of California Press, 1989, 294 p.
- Smith, G, C Wales, « Citizen juries and deliberative democracy », *Political Studies*, 48, 2000, p. 51-65
- Squire, Peverill, « Why the 1936 Literary Digest Poll Failed », *The Public Opinion Quarterly*, vol. 52, no. 1, 1988, p. 125-133.
- Steel, Ronald, *Walter Lippmann and the American century*, Boston : Atlantic Monthly press, 1970, 669 p.
- Stimson, Henry L., « The Effects of Popular Ownership on Public Opinion », *Proceedings of the Academy of Political Science in the City of New York*, vol. 11, no. 3, 1925, p. 134-136.
- Stoetzel, Jean, *La psychologie sociale*, Paris : Flammarion, coll. «Nouvelle bibliothèque scientifique», 1963, 349 p.
- _____, *Théorie des opinions*, Paris : Presses universitaires de France, 1943, 457 p.
- Tarde, Gabriel, *L'opinion et la foule*, Paris : Presses universitaires de France, 1989, 208 p.
- Tocqueville, Alexis de, *De la démocratie en Amérique Tome 1*, Paris : Flammarion, 1999, 569 p.
- _____, *De la démocratie en Amérique Tome 2*, Paris : Flammarion, 1986, 480 p.
- Wallas, Graham, *The Great Society; A Psychological Analysis*, New York : General Books, 2010, 182 p.
- Williams, Talcott, « The Press and Public Opinion: Abstract », *Proceedings of the American Political Science Association*, vol. 9, 1912, p. 201-203.
- Wilson, Francis G., « Concepts of Public Opinion », *The American Political Science Review*, vol. 27, no. 3, 1933, p. 371-391.

- _____, « James Bryce on Public Opinion: Fifty Years Later », *The Public Opinion Quarterly*, vol. 3, no. 3, 1939, p. 420-435.
- Wright, Helen R., « Book Review : *Public Opinion*, by Walter Lippmann », *The Journal of Political Economy*, vol. 30, no. 5, 1922, p. 717-720.
- Zaller, John R., *The Nature and Origins of Mass Opinion*, Cambridge : Cambridge University Press, 1992, 381 p.
- Zask, Joelle, *L'opinion publique et son double. Livre 1, L'opinion sondée*, Paris : Harmattan, 1999, 204 p.
- _____, *L'opinion publique et son double. Livre 2, John Dewey, philosophe du public*, Paris : Harmattan, 1999, 312 p.